

éHORLIEU
ditions

<http://www.horlieu-editions.com>
contact@horlieu-editions.com

INTROUVABLE

LES REVOLTES LOGIQUES

N° SPECIAL :

LES LAURIERS DE MAI ou Les chemins du pouvoir (1968-1978)

Numéro de revue publié en janvier 1978 aux éditions Solin.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites à l'exclusion de toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'auteur, le nom du site ou de l'éditeur et la référence électronique du document.

Document accessible à l'adresse suivante:
horlieu-editions.com/introuvables/les-revoltes-logiques/les-lauriers-de-mai-1978.pdf

© les auteurs

Les révoltes logiques

**LES
LAURIERS
DE
MAI**

ou

**Les chemins du pouvoir
(1968 - 1978)**

NUMÉRO SPÉCIAL

solin

Démocratie

*« Le drapeau va au paysage immonde, et
notre patois étouffe le tambour.*

*« Aux centres nous alimenterons la plus
cynique prostitution, Nous massacrerons
les révoltes logiques.*

*« Aux pays poivrés et détrempés ! au service
des plus monstrueuses exploitations indus-
trielles ou militaires*

*« Au revoir ici, n'importe où. Conscrits du
bon vouloir, nous aurons la philosophie
féroce ; ignorants pour la science, roués
pour le confort ; la crevaision pour le
monde qui va, C'est la vraie marche, En
avant, route ! »*

A handwritten signature in red ink that reads "A. Rimbaud". The signature is written in a cursive, slightly slanted style.

Arthur Rimbaud.
Illuminations (1873-1875).

Les révoltes logiques

N° SPECIAL 25

LES LAURIERS DE MAI

ou

les chemins du pouvoir

1968- 1978

Février 1978

La légende des philosophes (les intellectuels et la traversée du gauchisme) par Danielle et Jacques Rancière	7
La raison syndicale par Pierre Saint-Germain et Michel Souletie	26
La solitude volontaire (à propos d'une politique des femmes) par Geneviève Fraisse	49
Libération, mon amour ? par Pierre Saint-Germain	59
La Jeune Garde (collages) par Jean Borreil.....	69
État et capital : un socialisme national ? par François Partant.....	79
Chronique des années de la rose ou le nouvel homme socialiste par Jean Borreil.....	91
Le compromis culturel historique par Jacques Rancière.....	106
L'illusion efficace (un théâtre politique ?) par Georges Bonnaud	127

L'abonnement annuel pour 4 numéros: 70 F (Etranger: 80 F) – Le numéro: 18 F. Edité par Solin: 1, rue des Fossés Saint-Jacques – 75005 Paris. Numéro paritaire: 57874. Imprimé par Copédith: 7, rue des Ardennes – 75019 Paris. Dépôt légal: 1er trimestre 1978. Directeur de la publication: Jean Borreil. ISSN 0339-6886.

CAHIERS DU CENTRE DE RECHERCHES SUR LES IDEOLOGIES DE LA REVOLTE

1, RUE DES FOSSES SAINT-JACQUES, 75005 PARIS

Ce dossier devait constituer un numéro spécial des Temps modernes.

Ce projet n'a pu être mené à son terme en raison du refus tardif opposé par la rédaction de cette revue à l'article : La légende des philosophes. Celui-ci essayait, conformément à l'orientation générale du collectif Révoltes logiques de substituer aux débats d'opinion sur la nouvelle philosophie l'ébauche d'une opinion sur ce qui, dans l'histoire du mouvement maoïste et de ses rapports avec les intellectuels, en fondait la possibilité. L'expérience prouve que cette démarche rencontre plus d'obstacles que l'expression des opinions, si violentes soient-elles. L'héritage gauchiste – et maoïste en particulier – entretient aujourd'hui un certain nombre de formes de maîtrise idéologiques et politiques. Et le refus d'ouvrir des discussions et des interrogations sur cet héritage ne peut que renforcer un monopole qui interdit l'analyse de notre bistoire.

LES LAURIERS DE MAI

ou

Les chemins du pouvoir (1968-1978)

*Lorsque fut envisagé ce numéro, au printemps 1976, le Programme Commun de Gouvernement et, porté par lui, le PS semblaient avoir – et pour longtemps – monopolisé la vie politique de l'hexagone. Tout se mesurait à l'aune des élections de mars 78, et rien ne semblait en mesure de s'opposer à cette irrésistible ascension. L'ancien directeur d'**Actuel** venait de visiter le pays des Socialistes et nous recommandait le voyage collectif. Nous avions en mémoire l'émotion qui, au printemps 1974, avait saisi les rédacteurs de **Libération** à écouter la chaude parole du candidat unique de la Gauche. Plus profondément, il y avait l'exemple de ces anciens militants gauchistes qui, avec bonne ou mauvaise conscience, exprimaient l'impossibilité de lutter en dehors des syndicats ou de nourrir des espérances qui ne passent pas d'abord par la victoire électorale des partis de gauche. Quant au gauchisme, il semblait désormais officiellement investi au rôle d'éveiller les sensibilités à tel ou tel secteur névralgique (les femmes, les « régions », les immigrés). Une double sensibilisation d'ailleurs : celle des politiques aux luttes développées en dehors de leur cadre, et l'écho de ces politiques dans la sensibilité des marges et des réfractaires.*

Comment échapper à cet unanimisme, comment penser cette restauration de la vieille gauche, analyser cette configuration bizarre de radical-socialisme et de centralisme démocratique, de pesanteur marxiste au centre et d'imagination gauchiste à la marge ? Comment s'opposer à ce « socialisme soft », c'est-à-dire à cet assujettissement aux figures du contrôle étatique et de l'assistance sociale plutôt qu'à celle de la répression nue.

Nous savions déjà comment nous ne voulions plus – ne pouvions plus – nous situer : dans la position de ceux qui savent le vrai sur le faux, qui peuvent rappeler, face aux déviations, la vraie doctrine révolutionnaire ou le vrai sentiment des masses. Mais comment éviter aussi de jouer les gardiens de l'héritage ou les Cassandre du nouveau totalitarisme ?

L'apparition, sur la scène des idées, de ce qui s'était auto-qualifié de « nouvelle philosophie » devait nous servir d'écmn révélateur : le terrorisme intellectuel, exercé au nom des victimes du Goulag, nous renvoyait d'une certaine manière notre image : sous une forme caricaturale. Et, partant, intolérable : « ce n'était pas cela que nous voulions ». La constitution de deux blocs idéologiques finalement complices, la pensée massive des pouvoirs venant relayer celle de la plus-value (ou de l'économique en dernière instance), l'une étant l'image renversée de l'autre, nous mettait en demeure de passer « par dessous » et de réfléchir sur un passé récent. D'autant que celui-ci, qui n'avait pas encore dix ans, était sans doute l'auto-garantie que se donnait la « nouvelle philosophie », sous la forme du mythe, mais il était aussi notre histoire. Ainsi, à partir de l'analyse massive des pouvoirs et de la parole prophétique de la « nouvelle philosophie », le sens de notre recherche se déplaçait, mais aussi les problèmes se compliquaient. A ces discours accusant le pouvoir de gauche prêt à fondre sur nos libertés, à ces prophéties qui identifiaient 1978 et 1984, nous voulions opposer la réalité plus modeste de ce qui nous semblait être, au delà des péripéties électom/es ou des débats mass-médiatiques, le sens de notre histoire depuis 1968 : une sorte de syndicalisation de la vie, venant doubler, recouvrir, les progrès mêmes des luttes à la base, l'ouverture de nouveaux fronts de lutte, la prise de conscience de nouvelles couches sociales. Nous voulions analyser cette syndicalisation des pratiques et des consciences qui, à partir de l'impossibilité de pratiques autonomes ou de solutions locales à la régionalisation des luttes, retournait la différence gauchiste en élargissement du front politico-syndical des travailleurs. Ainsi, à penser cet écart entre mythe et histoire et, pour commencer, à décrire cette histoire, notre opposition au discours prophétique nous convoquait-elle à reconnaître notre ici et maintenant à partir de notre passé. A reconnaître par exemple que le gauchisme basiste et le syndicalisme n'étaient pas si antagonistes dans leurs effets que le disaient les textes des années 69-70, que la théorie et la pratique de l'enracinement et de la durée pouvaient se transformer en un plat corporatisme syndical. A reconnaître aussi, aux lieux et places du Goulag, la mise en œuvre d'un Etat syndical, aux lieux et places de la massivité des pouvoirs, une étrange relation de recodage et d'échanges permanents qu'entretiennent les parties en lutte. A reconnaître comment cet Etat tous les jours plus subtil, c'est aussi notre lutte même qui lui donne subtilité et, à terme, le renforce en le transformant, et par cette transformation même.

Cela impliquait aussi une attention aux transformations des conditions de production de la politique et de la « pensée », aux liens nouveaux entre la production et l'idéologie : taylorisation de la production intellectuelle, élargissement du domaine des marchandises fonctionnant « à la différence », mais aussi effet de la crise, de l'arrêt de la croissance qui faisait tomber sur chaque secteur d'activité – de la fabrication des montres à celle de la culture ou de l'idéologie – la même angoisse de surproduction, le même impératif de défendre la production nationale. Derrière la restauration conjointe des figures de l'homme politique socialiste et de l'intellectuel-chevalier de la vérité, derrière l'affrontement à la fois fantasmatique et réel des nouveaux meneurs de gauche et des représentants de la classe intellectuelle, nous ressentions la nécessité d'analyser quelque chose de plus fondamental : comment le

marché capitaliste (fonctionnant à la différence) et l'Etat national (fonctionnant au coude-à-coude des producteurs menacés) avaient pu circonscrire le phénomène gauchiste dans l'ivresse différentielle de la productivité et la rigueur uniformisante de l'organisation de la production et de l'emploi.

Des tâches qui se définissaient par là, certaines excédaient nos forces : analyser dans le système international de la production les conditions de production d'une politique et d'une idéologie de plus en plus élaborées et diffusées dans les formes de la fabrication et de la circulation des marchandises ; définir, dans les divers secteurs de l'activité économique, sociale, institutionnelle, idéologique les points d'ancrage de la demande du pouvoir de gauche. D'autres semblaient plus aisées : pourquoi ne pas imiter ces journalistes ou ethnologues politiques qui voyagent du sommet à la base des appareils ou saisissent les changements de comportements ou de discours qui font effet politique ? Rien de plus évident, en apparence, que d'aller, plutôt que d'analyser une fois de plus les discours du PC, interroger sur ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent les jeunes recruteurs qui nous harponnent à la Fête de l'Humanité. Seulement ce qui nous définit et nous réunit, n'est-ce pas justement de fuir à l'approche des sergents recruteurs, de ne pas supporter la parole vive des démarcheurs du bon gouvernement ? Voyageurs et ethnologues du politique ne travaillent-ils pas toujours à naturaliser les amours politiques, à présenter comme la vie ce que l'on dit en Mai être son inversion ?

Nous avons donc renoncé au mirage de ce savoir objectif par lequel, pour ne plus être à la place des chiens de garde ou des anciens combattants, nous aurions voulu être partout et nulle part. En fait de voyages, nous sommes restés sur place. Nous ne sommes pas entrés en sympathie avec la logique de ceux qui croient en 1978 libérer l'économie du joug des « monopoles », réconcilier l'individu et l'Etat ou multiplier la production et la consommation culturelle. Nous avons regardé à distance les programmes économiques de la gauche ou les discours dans lesquels les syndicalistes CFDT, les jeunes communistes ou les gauchistes du PS énoncent leurs grands rêves et leurs petites tactiques. Nous n'avons pas pu, pas voulu nous déprendre de cette intolérance, marque de notre histoire, aux promesses bureaucratique-populistes d'un bonheur national-productiviste planifié au sommet et autogéré à la base. Pure intolérance, aujourd'hui qu'elle n'a plus pour se justifier le texte et l'image de la bonne révolution, et qu'elle ne veut pas troquer le discours totalisateur de la révolution pour le discours totalisateur de la barbarie ou du Goulag. Bref, dans notre regard sur la politique de gauche aujourd'hui, nous avons été superficiels, ou si l'on veut épidermiques. Car c'est peut-être dans la sensibilité des épidermes que nous gardons la plus grande confiance pour conserver, dans le train-train des résignations réalistes ou le carnaval des subversions à la mode, un peu de ce qui a changé en 68.

Autant dire, autant reconnaître que nous ne sommes pas sortis de la famille, que son histoire, à défaut de son présent, nous concerne suffisamment pour que nous tentions de retrouver les fils de cette familiarité et des tensions qui la traversent. En

*témoigne l'attention que nous avons porté à certains parcours gauchistes au moment où ils sont confrontés à la montée de l'espérance de gauche : dérive du journal de famille **Libération**, depuis son projet de contre-journal populaire jusqu'à son statut d'expression reconnue de la marginalité, laissant à la gauche l'espace des changements politiques et aux isolés la difficulté d'échapper à cette marginalité officialisée ; voies diverses et contradictoires des artistes militants dans le jeu offert entre le service du peuple et la syndicalisation des formes de lutte ; traversée du gauchisme par les intellectuels, depuis l'humiliation maoïste jusqu'à la gloire de la nouvelle philosophie ; tribulations des militants gauchistes à la base de la CFDT.*

Si nous avons parlé du mouvement des femmes, de la façon dont il est traversé par les problématiques extérieures de la gauche et du gauchisme, tout en continuant à affirmer sa spécificité, c'était pour montrer comment les femmes ont créé une famille qui remplace ou côtoie la première ; mais aussi comment la position de minorité désorganisée semblait là encore inévitable pour en rendre compte.

Si nous nous sommes sentis concernés par le phénomène « parisien » de la nouvelle philosophie, c'est d'une part que la parisienneté ne désigne pas le nuage de fumée qui couvrirait les réalités du pays profond, mais bien le mécanisme d'un impérialisme idéologique et politique transformant en produits rentables la diversité des pratiques sociales et l'éclatement des paroles et des pratiques de lutte ; c'est d'autre part que nous sommes « épidermiquement » sensibles à ce que les combats et les espérances maoïstes auxquels la plupart d'entre nous ont participé servent à autre chose qu'à redorer l'image de marque d'une maison d'éditions ou à introniser une nouvelle intelligentsia.

Ce qu'on trouvera donc ici, dans ces quelques interpellations ou dans la description de quelques-uns des parcours qui vont de l'espérance de 68 à celle de 78, ce sont les fragments d'un numéro impossible à faire, à la limite une interrogation sur nous-mêmes, sur la raison et l'irrationnel de nos refus, sur les raisons qui nous rendent intolérants à certains discours et à certaines pratiques, en-deçà même des analyses de leurs fondements économiques et sociaux ou des réfutations de leurs principes théoriques ; sur le sens et le poids de ces intolérances face aux politiques qui proposent des réformes ou des améliorations à des millions d'hommes ; sur la possibilité de parler de tout cela sans autre lieu que la communauté diffuse de ceux qui ne supportent pas certains spectacles : les troupes des politiciens de droite dans la rue, les discours des politiciens de gauche à la télévision, ceux des littérateurs gauchistes à Beaubourg ; de ceux qui perçoivent là trois voies contradictoires aboutissant à la même pensée : celle qui fait reconnaître l'oppression comme rationnelle.

COLLECTIF DES REVOLTES LOGIQUES

LA LEGENDE DES PHILOSOPHES (Les intellectuels et la traversée du gauchisme)

« En France on n'a pas de pétrole mais on a des idées »

Commissariat à l'énergie.

« Pour les intellectuels, les masses c'est l'avenir... »

*Cahiers prolétariens n° 1,
janvier 1971.*

Ce qui frappe d'abord dans le discours tenu à l'ombre des guillemets de la « nouvelle philosophie », c'est le double sujet qu'il met en scène. Ce sujet s'énonce initialement en première personne : collectif d'un petit groupe d'individus, revendiquant hautement leur singularité — leur dissidence — face aux partis politiques et aux fabriques idéologiques établis, jusqu'à évoquer les persécutions promises à leur combat solitaire. Mais au fil de l'énoncé le discours glisse de la première à la troisième personne, renvoyant à la force d'adhésion ou de refus d'une corporation : les intellectuels, nous dit-il, ne veulent plus être les conseillers des princes, servir le pouvoir, qu'il soit de droite ou de gauche. Pour peu que l'on évoque alors l'importance statistique des travailleurs intellectuels (1), le discours de la petite troupe dissidente, écrasée entre l'enclume du pouvoir bourgeois et le marteau du pouvoir socialiste, devient l'affirmation d'une troisième force. Entre la référence à ces Intellectuels qui ne veulent plus remplir les tribunes de la gauche, et la référence à ces 25 % de travailleurs intellectuels, constituant une force sociale sans représentation propre, ce qui se définit c'est le pouvoir politique d'une avant-garde revendiquant la représentation d'une classe destinée à peser désormais de son poids spécifique dans le jeu politique.

Cette prétention ne peut se faire bien sûr qu'à partir du poids social déjà reconnu de cette avant-garde. Il suffit de lire le quotidien de notre prière vespérale pour être averti de l'importance de ce pouvoir. Soudain nous les vîmes partout : en première

(1) Les intellectuels en France, c'est 25 % de la population, disait Glucksman à l'émission *Apostrophes*.

page ils faisaient le placard publicitaire des livres de leurs collègues ; en page *Idées*, ils jetaient quelques pelletées de terre supplémentaires sur le cercueil de Marx ; en page *Étranger* ils justifiaient leur intervention en Italie ou leur refus d'intervenir en Allemagne. Ils figuraient à la rubrique *Arts* au titre de la dramaturgie ou de la plaquette d'une exposition ; dans les pages littéraires, ils s'entrelouaient pour leur dernier ouvrage. Le quotidien fermé, nous savions qu'à la fin de la semaine nous les retrouverions, haussant leur discours au ton de la méditation hebdomadaire sur les mutations des temps et des esprits.

Devant ce qui avait tout l'aspect de la consécration d'une prise de pouvoir, on pouvait bien sûr toujours évoquer les caprices de la mode ou l'arrivisme des individus. Qui veut pourtant rester fidèle au vieux principe selon lequel les prises de pouvoir ne s'expliquent pas par la simple ambition des individus et attentif au fait que la mode est elle-même une structure politique, doit bien s'interroger : qu'est-ce qui, dix ans après la grande révolte contre le pouvoir – alors bien plus modeste – des professeurs fonde cette autorité nouvelle de l'avant-garde philosophique de la classe intellectuelle ? Par quelles voies paradoxales la mise à mort de la vieille Université, la critique des professeurs et les grands mots d'ordre contre les intellectuels coupés de la vie et de la lutte ont-ils permis cette sacralisation encore inégalée de l'intellectuel, cette constitution d'un pouvoir intellectuel en force politique autonome ?

*

Le phénix du savoir

« Nous à travers tous vos discours, nous entendons la litanie de l'ordre : on n'a pas raison de se révolter, on a raison d'opprimer et d'être opprimés, comment en serait-il autrement, il n'est au pouvoir de personne d'y changer quoique ce soit [...] d'ailleurs, chacun le sait, toutes les révolutions échouent, même quand elles réussissent.

Arrêtons les moulins à prières ! Persécutons les diseurs de chapelet ! Faisons leur rentrer leur chanson dans la gorge ! »

Écrasons l'infâme !

La Cause du Peuple, n° 7.

« La révolution du concept est ainsi devenue le rejeton bavard, affairiste, pesant de l'espérance de 68 ».

Claude Lefort, *Libre*, n° 1.

Nous faudra-t-il aujourd'hui évoquer avec nostalgie l'espace clos et replié sur soi, l'univers ouaté et poussiéreux de l'Université des années 60 ? Les étudiants n'étaient assujettis alors à aucune exigence de production intellectuelle.

L'enseignement magistral et le système de la licence faisaient qu'on pouvait y travailler mais tout aussi bien préparer ses examens en 15 jours : il suffisait d'avoir lu les auteurs au programme et appris par cœur les polycopiés. On s'ennuyait sans doute mais paresseusement en ayant tout loisir de se former selon les voies choisies par chacun : les organisations politiques ou la cinémathèque. Les professeurs et assistants exerçaient une autorité toute mandarinale mais leur pouvoir n'allait pas au-delà de leur fonction d'examineurs et leur notoriété ne franchissait guère les frontières de l'institution. Le Nouveau Roman n'était pas au programme. Barthes, Foucault ni Lacan ne figuraient aux bibliothèques officielles. On les lisait pour le plaisir et/ou la culture mais en tout cas pas à des fins de rentabilité immédiate. La littérature philosophico-politique n'existait qu'à peine, les livres de poche ne publiaient que des romans. Les *Œuvres philosophiques* de Marx, dans la fantasmagorique traduction de Molitor qu'il fallait aller demander dans une boutique vieillotte à l'ombre de Saint-Sulpice, avaient le charme des raretés bibliographiques. L'École était coupée de la vie, la vie était coupée de l'École.

Il n'est pas question ici de s'attendrir sur les formes anciennes de l'oppression ou de prêcher qu'il n'aurait pas fallu se révolter, mais d'être attentif à la formation du nouvel ordre. À Vincennes, au début de 1969, à entendre, de l'autre côté du mur, la ruche bourdonnante qui succédait aux conservatoires désuets de la littérature française, nous entrevîmes que le temps était fini du bel ennui. On n'étudierait plus Corneille et Racine, on travaillerait sur la lecture de Corneille et Racine. Et pour cela il faudrait bien sûr Althusser, la psychanalyse, la sémiologie et l'histoire de la folie à l'âge classique. Les khâgneux de Louis-le-Grand pouvaient mener l'insurrection dans la classe de Lagarde. Lagarde et Michard s'appelleraient désormais Barthes et Kristeva. Pendant que les militants de la Gauche prolétarienne proclamaient la révolte contre le savoir bourgeois et l'autorité académique, c'est un nouveau type de savoir qui se mettait en place dans la dissémination des universités et dans la spécialisation des filières, un système moderne de développement des forces productives théoriques qui **socialisait** le pouvoir des professeurs. Le système des unités de valeur, du contrôle continu et des mini-mémoires marquait l'entrée de l'apprentissage universitaire dans l'âge de la rationalisation tayloriste. À l'artisanat du cours magistral et de l'examen annuel succédait une demande de production continue aussi bien pour les enseignés que pour les enseignants, déterminant un besoin d'aide extérieure. Les cours polycopiés ne suffisaient plus, il fallait autre chose : **des instruments de production** ; pas n'importe lesquels : des instruments permettant une certaine maîtrise, tout en maintenant l'interrogation ouverte par la crise de Mai sur le terrain du savoir : ce qu'on pourrait appeler des **savoirs-techniques-critiques**, investis dans la positivité du savoir social mais permettant un recul critique vis-à-vis de ses techniques. L'Université enfin ouverte à « *la vie* » c'est-à-dire notamment aux enseignements nouveaux recouvrant tout le champ de la culture (sciences du langage, sciences sociales et cliniques), il fallut, concurrence obligeait, actualiser le contenu

des enseignements traditionnels. Si l'on ajoute la colonisation des terres vierges de la formation permanente et la prise des classes terminales dans ce mouvement de recyclage théorico-politique généralisé, soumettant la refonte des manuels scolaires aux dernières consécration sur le marché du livre, on en vint à la situation suivante : on avait de plus en plus besoin d'idées et de moins en moins le temps et les moyens de les produire. D'où une rationalisation de la production intellectuelle qui, depuis les grands ateliers de la création originale – de plus en plus concentrés dans les lieux d'études marginaux d'antan, Collège de France et Hautes Études – donne lieu à chaque étage de la hiérarchie du savoir à la production de multiples et de sous-produits adaptés au niveau. D'où aussi, à mesure que les savoirs sociaux entraînent dans le système du savoir universitaire, une scolarisation généralisée des modes de la production et de la consommation culturelles, qui se traduit notamment sur le marché du livre. L'École n'est plus, de vrai, coupée de la vie, c'est la vie qui, de plus en plus, fixe son image, interroge ses chemins, à travers les grilles de cette production scolaire généralisée.

On s'est ému de la dénégation burlesque par laquelle Barthes, entrant au Collège de France, se félicitait devant l'état-major du parti intellectuel d'être dans un lieu sans pouvoir. On sait en quoi consiste ce « non-pouvoir » : dans la libération de ces tâches de contrôle et d'administration que l'immense majorité des mandarins aujourd'hui ressentent comme un frein à la productivité tayloriste qui est devenue la condition du pouvoir pour les intellectuels. Au-delà de son burlesque, la phrase souligne, en le déniait, ce déplacement du pouvoir universitaire qui est passé du contrôle des connaissances à la fabrication de ces idées qui se sous-traitent en cours, mémoires et mini-mémoires, stages de formation, séminaires, rapports de recherche, dramaturgies, articles de journaux, littérature para-scolaire et para-politique, constituant l'intelligentsia en une armée industrielle de chefs, sous-chefs et petits chefs dont le pouvoir est lié à la rapidité avec laquelle ils peuvent faire un usage productif des dernières découvertes.

Or à la production de cette armée du savoir critique la classe politique se trouve aussi intéressée de deux façons. Depuis 1968, d'une part, partout où l'on veut réformer, moderniser, rationaliser, humaniser se manifeste une demande d'assistance théorique/technique qui vise moins à la production de solutions technocratiques qu'à l'analyse des problèmes et à la constitution d'un discours capable de décrire les crises, les grandes ruptures du tissu social et les lentes mutations qui les annoncent. Cet intérêt pour la carte à refaire du social et de ses couches géologiques a fourni de nombreux emplois à de jeunes chercheurs à l'heure où le C.N.R.S. leur était fermé et a permis au discours d'un certain nombre d'intellectuels de résonner jusque dans les bureaux où se préparent les projets étatiques de réforme et d'aménagement ; cependant que, dans la multiplication de ces travaux généalogiques sur commande ministérielle, conciliant les intérêts gauchistes des chercheurs pour l'anatomie du système de répression et l'intérêt des nouveaux cadres d'État pour l'histoire des inerties et des résistances sociales, se formait un discours ambivalent, propre à alimenter aussi bien la grande dénonciation du terrorisme de tout pouvoir qu'un amour plus secret pour l'intelligence et la productivité du pouvoir. Mais c'est

plus encore par l'intermédiaire du journalisme que la classe politique s'est trouvée intéressée aux nouveaux savoirs. Souvenons-nous du grand traumatisme du début mai 1968, de la fièvre des régents de l'opinion à s'interroger et à interroger les penseurs en renom sur ce qui avait bien pu se passer et que nul n'avait pressenti. Dès lors s'est imposée, dans cette fraction de la classe politique qui a la charge de l'opinion le besoin d'une réflexion régulière sur les structures et les mutations profondes qui soutiennent ou font exploser le régime de l'opinion, le besoin d'une sorte de **sismologie sociale**. D'où l'organisation d'un dialogue avec un certain nombre d'intellectuels, capables de proposer – de par leur domaine de recherche et éventuellement leur pratique militante – un savoir sur la connexion des ordres social, idéologique et politique qui aide à comprendre ce qui agite le corps social. Cette fonction idéologique de représentation du social auprès du politique ne s'est pas mise en place aussitôt après 68. Le primat de la politique – de la répression –, la cassure parmi les intellectuels et l'engagement militant de certains n'autorisaient pas la sérénité de ce dialogue. Il a fallu, après 1972, le reflux du gauchisme politique sur le terrain de la doxa intellectuelle pour que s'institutionnalise la pratique d'accueillir, à une place de choix, la parole de ceux qui sont aptes à déchiffrer les « grilles du temps » et reçoivent par là le pouvoir nouveau de colmater la brèche qui sépare la classe politique de la vie du corps social. Ainsi les Intellectuels-cartographes ne reprennent plus simplement la place ancienne de l'intellectuel savant-humaniste, ils viennent occuper la fonction de l'irruption du réel, la place de la vérité incarnée que la secousse gauchiste fit reconnaître aux masses. C'est cette position qui autorise la prétention actuelle de l'intellectuel-supposé-dissident à être l'interprète de la plèbe résistante. C'est de ce pouvoir objectif de représentation que la « nouvelle philosophie » est la représentation. C'est ce besoin frénétique d'idées – allant des tâcherons du savoir universitaire à ceux de la réforme politique, de l'« innovation » sociale et de la gestion du papier imprimé qui autorise le retour de la vieille thèse selon laquelle les idées déterminent l'être social.

Ainsi se définissent toute une série de croisements – de la demande universitaire et de la demande politique, de l'attention gauchiste au pouvoir et de l'attention du pouvoir à la modernité sociale – qui fondent le pouvoir contradictoire des tenants de ces savoirs techniques-critiques travaillant à la jointure ou sur la jointure de l'ordre du pouvoir et de l'ordre du savoir. Le témoignage le plus significatif en est sans doute l'extraordinaire fortune du discours de Foucault devenu, indépendamment de la visée de son porteur, la matrice contradictoire des enquêtes-agitations gauchistes sur l'ordre carcéral et des nouveaux programmes des écoles d'éducateurs, des tirades sur l'abjection du pouvoir et des rapports au Ministère de l'équipement. Ce n'est pas par fraude ou méprise que les nouveaux prophètes qui décrivent l'apocalypse totalitaire ou annoncent la venue de l'Ange ou de l'Esprit nouveau se réclament tous de ce discours qui prétend congédier la prophétie. C'est que celle-ci ne se profère plus dans la distance du discours sidéral mais s'enracine dans la positivité du savoir généalogique d'une part, dans celle de la fonction sismologique ou cartographique de l'autre. En recouvrant tout le champ du savoir social l'anatomie politique a fini par restaurer des positions de maîtrise idéologique analogues à celles entretenues par les sciences sociales qu'elle entendait critiquer. Mais cette

maîtrise restaurée peut se dénier dans la critique, le dévoilement du discours de l'Autre. La politique-fiction de Glucksmann, avec son cogito marxiste programmant la maîtrise universelle, n'est que le revers de ces généalogies savantes qui nous montrent l'espace social défini, jusque dans ses cellules les plus infimes, par l'efficace des grandes stratégies de domination qui agencent, dès-agencent et ré-agencent les densités sociales, quadrillent les espaces, investissent les corps et épinglent les individus. La parfaite réversibilité du savoir du pouvoir et du savoir de la contestation ainsi atteinte détermine la place nouvelle de l'intellectuel-dissident-prophète : penseur panoptique, capable de reconnaître dans l'instantané des dernières fusillades l'efficace d'une des neuf thèses du Parménide ; sismologue transcendantal, entendant les craquements annonciateurs de la grande révolution spirituelle ; témoin authentifiant son interprétation par l'expérience militante qui enracine sa parole dans le corps populaire ; voyageur sans bagage, représentant moins l'être du social que ce qui, en lui, est non-être : négativité, refus, futur. Au total : le moins chargé des maîtres.

La photo-souvenir

Ce qui permet à la parole jeune-philosophique de venir couronner l'édifice du pouvoir social nouveau des intellectuels, c'est la légitimité acquise dans la lutte militante. Si les philosophes d'antan se vantaient de ne pas voir les puits placés sur leur chemin, il est essentiel à l'image de marque des nouveaux, d'être, en termes maoïstes, **descendus de cheval**. En septembre 1975 *Le Magazine littéraire* republiait une vieille photo de manifestation, ré-utilisée depuis, avec cette légende : « Sartre, Foucault, Glucksmann : les philosophes sont dans la rue ». Rien à redire à l'exactitude de cette légende, tout juste à s'étonner de l'usage des pronoms définis : **la** rue où l'on ne juge pas utile de nous dire ce qu'ils font ; **les** philosophes que leur présence représente. **Des** philosophes dans la rue, en 68 et après 68, il y en a eu pas mal, mais justement ils ne désignaient point leur présence et on ne la remarquait pas comme celle de représentants d'une corporation. C'est bien plutôt le refus de s'identifier à une telle position qui les y poussait. En l'occurrence Foucault et Sartre ne sont pas des « philosophes dans la rue » mais des intellectuels liés à la Gauche prolétarienne, participant à ses actions dites de « Front démocratique », animateurs du Comité Djellali qui, ce jour-là appelle à manifester à la Goutte d'Or contre un crime raciste. Quant à Glucksmann, sa présence sur la seconde ligne n'est aucunement celle de la philosophie mais celle de l'autorité militante dans ses rapports avec les intellectuels-démocrates. À ses côtés, dominant Foucault et son porte-voix, on distingue le visage et le regard panoptique du dirigeant G.P. chargé des rapports avec le « Front démocratique ». La légende des philosophes n'oublie pas seulement la lutte dont il s'agit, elle masque le rapport de pouvoir que la photo laisse voir entre les intellectuels et l'autorité militante maoïste. Mais peut-être aussi, dans cette image recentrée sur les intellectuels quelque chose se joue-t-il qui explique l'**après-coup** de la légende, c'est-à-dire en définitive la constitution du nouveau pouvoir philosophique scellé entre représentants intellectuels et représentants politiques des masses désormais rejetées aux confins de l'image de la subversion.



Si les philosophes d'antan se vantaient de ne pas voir les puits placés sur leur chemin, il est essentiel à l'image de marque des nouveaux, d'être, en termes maoïstes, **descendus de cheval**. En septembre 1975 *Le Magazine littéraire* republiait une vieille photo de manifestation, ré-utilisée depuis, avec cette légende : « Sartre, Foucault, Glucksmann : les philosophes sont dans la rue. »

Au lendemain de 68, il était impossible de désigner **les philosophes dans la rue** ou même **les intellectuels avec le peuple**. Impossible de se référer à un sujet collectif d'abord parce que Mai – et plus encore peut-être la lutte pour ou contre la normalisation de la rentrée universitaire – avait profondément coupé en deux l'ancienne intelligentsia de gauche, mis en présence deux camps antagoniques : l'autorité académique modernisée et la révolte anti-autoritaire. Il ne s'agissait pas alors d'unir les intellectuels au peuple mais la révolte contre le savoir et l'autorité académique aux luttes ouvrières.

Les luttes ouvrières principalement valorisées étant les actions anti-hiérarchiques et les pratiques de sabotage, l'union projetée, sur le terrain de la lutte contre le despotisme capitaliste, n'était pas celle de deux savoirs mais de deux **interruptions** du savoir dominant : celui qui se proférait dans le cénacle universitaire coupé de la vie, et celui qui se matérialisait dans la « vie », c'est-à-dire dans la réalité oppressive de la chaîne et de la hiérarchie d'usine. Sans doute la rapide remise en marche de la machine universitaire et la modestie des luttes ouvrières anti-hiérarchiques ramenèrent assez vite cette conjonction égalitaire de deux révoltes à la figure plus traditionnelle de la subordination d'un faux savoir (celui des intellectuels) à un vrai savoir (celui du peuple travailleur et souffrant). Par là on revenait à la figure militante du service du peuple et du dépouillement du vieil homme. Dans le cadre du « grand mépris pour les intellectuels » les militants d'origine intellectuelle étaient appelés soit à refuser radicalement les privilèges de leur statut en s'établissant en usine soit à trouver d'autres voies de rééducation en renonçant aux prérogatives de leurs fonctions et de leurs compétences. La critique de la division du travail se traduisait par un nivellement militant des clivages sociaux et par la transformation du vieil intellectuel interrompant son discours – mais aussi mettant sous le boisseau sa révolte propre – pour permettre à la parole des masses de se faire entendre. L'intellectuel devait extirper de sa personne tout ce qui, dans sa parole ou dans son mode d'être pourrait rappeler ses origines, tout ce qui, dans ses habitudes, le séparait du peuple. Idéal contradictoire qu'une vue rétrospective un peu trop simpliste a assimilé aux figures du boyscoutisme ou de l'ascèse. Le calcul des plaisirs et des peines n'était pas à l'époque déficitaire. Laisser aux vieux partis et aux jeunes carriéristes le soin de cogérer les universités et de repeindre le marxisme aux dernières couleurs épistémologiques ou sémiologiques pour pénétrer dans la réalité de l'usine ou dans l'amitié des cafés et des foyers d'immigrés n'avait rien de si lugubre (on le sentirait au moment des retours). Le service du peuple n'était en un sens que l'autre nom du dégoût effectif pour la poursuite, d'un côté ou de l'autre de la chaire, des exercices universitaires. La transformation de l'intellectuel put ainsi être vécue comme une réelle libération. Mais en même temps, bien sûr, cette **mise au silence** de l'intellectuel au profit d'une supposée direction prolétarienne assurait le pouvoir d'une autre parole : celle du chef militant, interprète de la révolte des masses et première cellule de la constitution du nouveau pouvoir intellectuel. Sur la mise au silence des intellectuels petits-bourgeois à rééduquer s'élevait le pouvoir des intellectuels prolétariens rééducateurs. Et ceux-ci allaient bientôt — sur la base de l'écrasement de la révolte spécifique des intellectuels — rappeler sur la scène les Intellectuels comme catégorie sociale spécifique et prestigieuse.

Cette remise en scène se fit par le biais de la notion de **démocratie**. A l'heure où le pouvoir se mit à multiplier ses coups contre la Gauche prolétarienne et où il s'avéra qu'il y avait peu à attendre de la seule protection théoriquement reconnue — celle des masses populaires — s'élabora la pensée du « Front Démocratique » et plus précisément du « Secours Rouge » : mouvement démocratique de masse pensé dans sa traditionnelle dépendance vis-à-vis de l'avant-garde prolétarienne, mais aussi structure de défense et de protection de l'activité militante. C'est autour de la *Cause du Peuple* poursuivie et des militants emprisonnés que s'effectua d'abord cette tentative d'élargir la résistance qui concerna d'abord les intellectuels et artistes progressistes. C'est autour de l'instance du tribunal – tribunal d'État qui jugeait les militants, contre-tribunal élevé pour rendre les masses juges de leurs juges – que se nouèrent les trois termes du militantisme, des intellectuels et du peuple. Si les masses n'assuraient pas la protection des militants et si l'on ne voulait pas seulement mobiliser les intellectuels contre les juridictions d'exception, la solution était d'utiliser les intellectuels pour donner aux masses cette capacité d'intervention, de parole qui faisait défaut au secours des militants, d'élargir leur défense en défense de l'expression populaire. C'est le schéma qui se mit en place dans la bataille pour la *Cause du Peuple* autour de Sartre et dans la préparation du Tribunal de Lens : les intellectuels sont ceux qui brisent les barrages réduisant le peuple au silence, qui font contrepoids par leur autorité au poids de l'entreprise étatique (Les Houillères) et du quadrillage politico-syndical. « *Le Secours Rouge apparaît au cours de la campagne comme une protection, comme un rempart pour les masses fondamentales [...]. Cette unité qui a commencé à se tisser entre les mineurs et plusieurs catégories d'intellectuels a desserré l'étau de la bourgeoisie sur les mineurs et combattu la peur de la répression chez les mineurs* » (1). A la liquidation du vieil intellectuel qui devait se taire pour laisser parler la voix du peuple succède une nouvelle figure de l'intellectuel porte-parole ou protecteur de la parole du peuple. L'intellectuel, à nouveau nommé comme tel, est saisi selon deux déterminations : le prestige social qu'il met en jeu (gêne pour l'action répressive et capacité d'intervention pour créer une autre opinion publique) et sa compétence propre, celle notamment des ingénieurs et des médecins qui préparèrent le Tribunal de Lens. Cette utilisation des compétences répond à une dimension spécifique du militantisme de Mai et de l'après-Mai : la mise en crise des institutions et des professions intellectuelles, la constitution dans un certain nombre de secteurs (magistrature, médecine, etc.) de ce qu'on pourrait appeler des **gauches institutionnelles**, disponibles pour un travail militant lié à leur pratique professionnelle et prolongeant la critique de leur institution. Or la mobilisation des intellectuels de renom et des travailleurs intellectuels radicalisés donna à leur action un double caractère : d'une part l'addition des « fractions du peuple » entrant à leur tour dans l'action (ce fut l'époque où l'on rêva de manifestations où les ingénieurs, les artistes, les médecins, etc. porteraient chacun la pancarte de leur corporation) ; d'autre part la tâche traditionnelle de l'intellectuel défenseur de la vérité et de la liberté, amené seulement à reconnaître plus clairement que la défense de ses valeurs passait par l'union avec la positivité populaire :

(1) *Cahiers Prolétariens*, « Elargir la résistance » – janvier 1971, n° 1, p. 67.

«À mesure que le prolétariat et les masses populaires relèvent la tête, attaquent le patronat et dénoncent ses crimes, une autre réalité se fait jour pour les intellectuels et dont ils sont radicalement coupés. Et plus cette réalité nouvelle, faite de sang, de larmes et de luttes s'impose, plus la contradiction dans laquelle se trouve l'intellectuel s'exacerbe. L'essentiel de la réalité lui échappe, alors que de par la conscience qu'il a de sa fonction, il est celui qui maîtrise, qui comprend la réalité. C'est pourquoi lorsqu'il se rebelle contre le mensonge, pour la justice et la liberté d'expression, il est nécessairement obligé de se mettre au service des masses, c'est-à-dire au service de la réalité, de la vérité. Pour l'intellectuel, les masses c'est l'avenir, et s'unir à elles c'est emprunter le chemin de la démocratie authentique» (1).

La spécificité des pratiques sociales/idéologiques des intellectuels et de leurs crises est renvoyée ici à l'image du spécialiste de l'universel, ne pouvant accéder à la **maîtrise** impliquée par sa spécialité que par l'union avec le peuple, seul susceptible de faire de cet universel un universel **concret**. Le thème de l'intellectuel coupé de la vie change alors de sens. On ne lui demande plus seulement de renoncer à sa position sociale, on lui promet en échange – ne serait-ce que pour amorcer sa transformation – une maîtrise idéologique. La transformation de l'intellectuel commence à se déplacer de l'ascèse du vieil homme à dépouiller au marché qui promet que, la boucle bouclée, la maîtrise se retrouvera avec une plus-value de savoir.

Analyse rétrospective ? Dans les années 70-71 l'intellectuel-démocrate qui se bat pour la *Cause du Peuple* ou va intervenir aux portes des usines a plus de coups à recevoir que de plus-value théorique ou politique à gagner. Même quand elle a le cœur à gauche et l'esprit déférent pour les grands penseurs, la grande presse d'opinion en vient vite à l'indifférence ou au sourire devant les interventions de Sartre aux portes ou à l'intérieur des usines, et elle oblige Foucault à payer en publicité la diffusion du témoignage de la psychiatre de la prison révoltée de Toul. Mais justement c'est le rapport entre les contradictions d'alors et l'image après-coup du philosophe-militant qui est significative. Si aujourd'hui la même presse traite Foucault en oracle à l'intervention constamment sollicitée, se sert d'une interview de Sartre pour justifier la remise en ordre d'une chaîne de radio ou invite les anciens porte-parole maoïstes à participer au concert de la bonne opinion publique contre le terrorisme, ce n'est pas simplement que les uns et les autres auraient renoncé à traîner du côté des usines ou des prisons pour reprendre, dans le calme de leur cabinet, leur honorabilité de chercheurs austères du vrai. C'est en fonction de l'image du **philosophe dans la rue**, ayant acquis l'investiture des masses, que peut fonctionner l'actuelle figure impériale de l'intellectuel-dissident officiel. La maîtrise alors promise c'est maintenant qu'elle fonctionne, comme double légitimité de l'intellectuel qui dit par profession une vérité insouciant des mesquineries du pouvoir et du militant qui, plongé au cœur des masses, a vu la vérité dans sa matérialité. La photo-souvenir des philosophes montre le moment où le rapport triangulaire intellectuels/militants/masses bascule vers l'investiture « militante-populaire » de l'intellectuel.

(1) *Cahiers Prolétariens* — janvier 1971, p. 61.

Le furet du pouvoir

Du triangle militant au triangle philosophique : Sartre, Foucault, Glucksmann. Entre Sartre dont la présence muette suffit à faire témoignage et Glucksmann dont la présence est celle du contrôle militant, c'est Foucault qui, sur la photo, tient le porte-voix. Symbole peut-être de ce moment de transition mais aussi manifestation de ce qu'il a de contradictoire. La présence de Sartre aux côtés de Foucault dans la rue est la rencontre de deux discours, de deux modes d'intervention de l'intellectuel apparemment antagoniques, même s'ils peuvent se retrouver dans la fonction de donner la parole aux masses. L'intervention de Sartre, dans la mesure où elle se propose la transformation du vieil intellectuel, reste suspendue à une définition des tâches de l'intellectuel conçu comme sujet ayant pour fonction d'énoncer la vérité. La critique de la « mauvaise conscience » du vieil intellectuel, du rapport d'extériorité entre son travail et son engagement militant est pensée à l'intérieur de ce cadre (1). La sortie de la mauvaise conscience réside en ce que l'intellectuel, **technicien** de l'universel, se mette « *en liaison directe avec ceux qui réclament une société universelle, c'est-à-dire avec les masses* » (2). Mais en nommant avec tant de certitude l'universel comme l'objet de la volonté des masses, l'intellectuel ne se rend-il pas en quelque façon – et au moment même où il l'abdique – le pouvoir de dire ce que veulent les masses – comme sujet indifférencié –, de parler en leur nom ? Cette union entre la forme (intellectuelle) et le contenu (populaire) de l'universel dessine une certaine figure de la rencontre intellectuels/masses qui est celle de la mobilisation « vérité/justice » – structure qui masque et les contradictions au sein des masses et les contradictions entre les aspirations de la contestation intellectuelle et celle des différents mouvements populaires. Sur cette base se définissent deux grandes fonctions de **vérité** de l'intellectuel exemplaire : en direction de la nouvelle opinion publique à constituer – récepteur massif et diffus pour lequel il globalise les paroles de lutte en dépassant leur spécificité, en même temps qu'il amplifie la portée du discours militant. En direction des masses auxquelles l'intellectuel-procureur renvoie leur savoir transformé en pouvoir de juger (Tribunal de Lens). Cette fonction pivotale de l'intellectuel porteur de vérité dans la pensée militante de la justice populaire et de la nouvelle opinion publique s'entoure, il est vrai, d'une double garantie : du côté de la liaison aux masses qui donne au seul intellectuel transformé par elle ce pouvoir ; du côté de la vérité que l'intellectuel se réserve le devoir de représenter en face de la tendance militante spontanée au mensonge (3). Mais c'est justement cette double garantie qui fait glisser la guérilla idéologique du côté de la représentation, de la reconnaissance en miroir de l'intellectuel et du militant. La transformation, jadis requise de l'intellectuel de base comme mise au silence, tend à devenir un rôle que l'intellectuel exemplaire doit perpétuellement représenter, pour le seul compte des militants. Du coup la pratique militante gauchiste des actions symboliques se déplace de l'objet vers le sujet, la valeur de dénonciation et d'incitation de l'action passant

(1) cf. l'interview de Sartre « (L'ami du peuple) » dans *l'Idiot international*, n° 10, sept. 70.

(2) *Ibid.*, p. 34.

(3) « *C'est qu'ils ne veulent pas la vérité, les révolutionnaires. On leur a bourré le mou* ». Sartre, *ibid.*, p. 35.

moins désormais par l'exemplarité de la cible ou de la façon dont elle est visée que par la personnalité ou le statut social des intervenants. Le désir de transformation de l'intellectuel, une première fois piégé dans la figure de la soumission au pouvoir militant, l'est une seconde fois dans la constitution de cet espace de représentation où le pouvoir militant garantit la transformation de l'intellectuel qu'il lie aux masses, tandis que l'intellectuel, de par son rapport ancien au vrai et son rapport nouveau aux masses, confirme que le pouvoir militant est dans la vérité. Ce n'est pas la parole de Sartre qui restaure le pouvoir de l'intellectuel, c'est cette double représentation, cette reconnaissance réciproque du pouvoir militant lié aux masses et du pouvoir de la vérité. C'est dans la forme du *dialogue* que se constitue la figure de l'intellectuel-résistant. L'année-tournant du gauchisme, 1972 est l'année des grands dialogues où se recode le sens du militantisme de l'après-Mai et de l'intervention des intellectuels (dialogues Sartre-Victor, Foucault-Victor, Deleuze-Foucault) (1).

À cette remise en scène semblait pourtant s'opposer la conception des intellectuels mise en œuvre, autour de Foucault, dans le *Groupe d'information sur les prisons*. Il ne s'agissait plus là d'organiser la rencontre des masses et de l'intellectuel-procureur sur le terrain de la vérité et de la justice, dans un tribunal utilisé comme lieu de révélation de l'oppression sociale et lieu du premier retournement de cette oppression. Il ne s'agissait pas de se battre pour la justice (de l'intellectuel et des masses) mais **contre la Justice** (de l'État) conçue comme forme de pouvoir constitutive de l'oppression politique. Et du même coup la vérité n'était pas perçue comme le savoir de l'intellectuel ou le désir des masses mais comme l'enjeu d'une lutte toujours locale : la lutte pour le pouvoir de parler sur une forme d'oppression donnée. Aussi l'union des intellectuels et des masses prenait-elle la figure d'une lutte contre une oppression déterminée, unissant aux opprimés d'un certain système de pouvoir/savoir (la prison, l'hôpital, l'information) ses servants intellectuels en révolte contre leur statut : « *Ceux qui sont chargés de distribuer la justice, la santé, le savoir, l'information commencent à ressentir dans ce qu'ils font eux-mêmes l'oppression d'un pouvoir politique* » (2). D'où une pratique s'adressant non plus à l'intellectuel déchiré pour lui faire retrouver dans les masses son universel perdu, mais aux travailleurs intellectuels des différentes professions et institutions traversées par la crise de Mai, appelés à subvertir leur position en s'unissant aux victimes de leur système spécifique de pouvoir. Cette pratique devait trouver sa figuration théorico-politique dans l'entretien Deleuze-Foucault (2), récusant toutes les figures de l'intellectuel représentant, disant le vrai ou apportant la conscience, refusant toute tâche générale de la vérité au profit d'une pratique investie dans les rapports de pouvoir et de lutte, d'une théorie conçue comme relais entre deux pratiques.

À voir aujourd'hui se produire un discours revendiquant haut une action subversive des intellectuels en tant que tels, hérauts de la vérité face à tout pouvoir, on pourrait penser que c'est la figure sartrienne de l'intellectuel à vocation universelle qui l'a

(1) cf. Philippe Gavi, Jean-Paul Sartre, Pierre Victor, *On a raison de se révolter*, Mercure de France, 1973 ; "Sur la justice populaire" in *Les Temps Modernes*, n° 310 bis, et *L'Arc*, n° 49.

(2) *Enquête dans vingt prisons*, 1971, p. 3.

(3) *L'Arc* n° 49.

emporté sur la conception des luttes locales concernant le régime de pouvoir de la vérité. Or c'est d'abord sur le discours et l'intervention de Foucault que s'appuient aujourd'hui les nouvelles figures magistrales et prophétiques de l'intellectuel : c'est comme application d'une théorie générale du savoir/pouvoir que se donne l'analyse du système concentrationnaire soviétique comme réalisation du savoir des maîtres-penseurs. Et c'est de même sur les analyses de Foucault que s'appuient ceux qui prophétisent la venue de l'Ange, la révolution culturelle libérée par l'évanouissement du vieux savoir de l'Homme ou la barbarie d'un pouvoir co-extensif à l'ordre social. C'est d'un discours appliqué à récuser le tribunal et la prophétie que se réclament les procureurs et les prophètes, que s'instaure, à la place des luttes aux articulations des savoirs et des pouvoirs, la double et massive figure du maître-penseur et du dissident. Malentendu ou effet d'un déplacement d'abord imperceptible, effectué dans le recodage théorique ultérieur des luttes contre le système pénitentiaire, dans leur ré-inscription sur la scène de la représentation du militantisme ? Le célèbre Entretien entre Deleuze et Foucault inaugure cette ré-inscription en remettant en scène les deux catégories générales que la pensée initiale du G.I.P. semblait devoir congédier : les Intellectuels et le Pouvoir. Mais ce recentrement se fait d'une manière très spécifique : par une double dénégation. « *Pour nous, dit Deleuze, l'intellectuel théoricien a cessé d'être un sujet, une conscience représentante ou représentative [...] il n'y a plus de représentation, il n'y a plus que de l'action* » (1). Cet apparent dépouillement des privilèges de l'intellectuel n'est-il pas surtout un déchargement de ses embarras ? Affirmer qu'il ne « représente » plus, n'est-ce pas liquider le rapport toujours problématique aux masses au profit d'un rapport idéal de l'intellectuel au pouvoir, partenaire que la suite devait montrer beaucoup plus favorable aux manipulations conceptuelles ? À la dénégation de la « représentation » correspond l'affirmation de la multiplicité des pouvoirs, du caractère toujours local des luttes pour la vérité et de l'intervention des intellectuels. Mais cet éclatement du pouvoir est peut-être justement le lieu d'une inversion. Il semble d'abord renvoyer à la positivité de foyers de pouvoir dont le fonctionnement est parfaitement connu par les masses concernées qui ont seulement besoin que les intellectuels interviennent pour forcer le barrage opposé à l'expression de ce savoir : « *Si désigner les foyers, en parler publiquement, c'est une lutte, ce n'est pas parce que personne n'en avait encore conscience, mais c'est parce que prendre la parole à ce sujet, forcer le réseau de l'information institutionnelle, nommer, dire qui a fait quoi, désigner la cible, c'est un premier retournement de pouvoir [...]. Le discours de lutte ne s'oppose pas à l'inconscient ; il s'oppose au secret* ». (2)

Mais simultanément ce bien-connu du pouvoir s'inverse en énigme, sa localisation devient le lieu de son évanouissement : « *C'est le grand inconnu actuellement. Qui exerce le pouvoir ? Et où l'exerce-t-il ?* » (3). Deux discours se superposent ainsi dont l'un va recouvrir l'autre, introduisant à la place de la multiplicité des foyers de pouvoir et de savoir l'ubiquité insaisissable d'un pouvoir qui, comme le furet, est passé par ici et repassera par là, sans jamais être nulle part. Ce vacillement du multiple

(1) *L'Arc* n° 49, p. 4.

(2) *L'Arc* n° 49, p. 8.

(3) *L'Arc* n° 49, p. 8.

dans le non-être, du savoir des masses dans l'ignorance générale rend à l'intellectuel la maîtrise que la fin de la « représentation » disait supprimer. L'objet-pouvoir présenté dans sa globalité comme champ d'investigation spécifique le remet à son point central d'observation. Par rapport au savoir des opprimés la théorie du pouvoir comme affaire du nouvel intellectuel militant prend un peu la place de la théorie marxiste de l'exploitation face au savoir des revendications ouvrières (produisant par voie de conséquence une *doxa* nouvelle où la lutte contre le pouvoir deviendra bientôt le *flatus vocis*, successeur de la lutte des classes, dans la bouche de ceux qui veulent à moindres frais se situer du bon côté). **L'énigme du pouvoir** définit une position de l'intellectuel plus semblable qu'elle ne voudrait à la position marxiste qui se définit à partir de **l'énigme de la plus-value** : lieu où l'enjeu du combat et du savoir quotidien des dominants et des dominés se transforme en mystère – fantasmagorie ou non-savoir – dont la vérité ne se révèle finalement que dans le travail de l'intellectuel ; lieu aussi d'un retournement où le savoir et le combat des masses donnent à l'intellectuel l'investiture qui l'installe dans un face-à-face privilégié avec le savoir de la domination – économique ou politique – et les porteurs de ce savoir. La critique de la « représentation » et de la centralité marxiste a peut-être d'abord fonction de dénégation, permettant l'instauration d'une nouvelle légende de l'intellectuel attachée à la figure de ce pouvoir qui est à la fois partout et nulle part. On voit alors se former cette figure où l'intellectuel participa à la fois de l'évanescence du pouvoir, devenant inassignable à un quelconque lieu de pouvoir et de son universalité qui fait de lui, dans l'immédiateté de sa parole, l'objecteur du pouvoir. Au moment où la diversité des foyers et des formes de lutte met en cause le traditionnel substitutisme « prolétarien », on voit se reforger, dans la pensée même qui veut prendre en compte cet éclatement, une nouvelle réduction de cette multiplicité dans la globalité de la lutte contre le pouvoir et dans la remise en scène d'un **rôle** de l'intellectuel, préparant de nouveaux substitutismes et de nouvelles formes de représentation. La figure de l'intellectuel, sujet universel, se trouve moins détruite que déniée, mise de côté, par la figure de l'intellectuel comme l'Autre du pouvoir. Et sa restauration future bénéficie peut-être de cette translation qui lui donne pour vis-à-vis non plus les **masses** mais un pouvoir qu'elle lui laisse finalement le soin de définir, de focaliser. La contradiction des figures de l'intellectuel aboutira à un cumul, autorisant la représentation actuelle de l'intellectuel énonciateur de vérité et individu souffrant de la passion des masses, institution idéologique officielle et vagabond aux semelles de vent.

Entendons-nous bien : ce ne sont ni les discours ni les pratiques des intellectuels militants qui ont pu restaurer le pouvoir de l'intellectuel sur les ruines de l'idée de révolution idéologique. Du Tribunal de Lens aux révoltes des prisons, ils ont fonctionné dans le sens d'une mise en crise de l'ordre idéologique et d'une lutte pour rendre la parole à ceux qui ne l'avaient pas. Si leur discours est ambigu, c'est qu'une réflexion sur les tentatives des intellectuels pour subvertir leur position l'était nécessairement si elle voulait tenir compte des contradictions objectives, refuser la position magistrale de l'intellectuel coupé des luttes populaires et prendre en compte la spécificité des mouvements de contestation qui avaient parcouru

depuis 68 la jeunesse et les différentes catégories de travailleurs intellectuels. Mais aussi ces discours et ces dialogues en représentation laissent voir les points à partir desquels l'expérience militante a pu être retranscrite dans la légende édifiante, les points d'ancrage de ce travail de recodage qui, passé le temps des révoltes, ou de la foi des intellectuels dans les révoltes populaires, définit le sens d'une histoire, fixe une image du pouvoir et de la subversion, confère des titres d'héritage. Sans doute cette ré-inscription est-elle la conséquence des échecs extérieurs et des contradictions internes de l'action militante. Mais aussi elle les recouvre aussitôt. C'est le travail qui s'opère à partir de 1972, année-tournant pour le mouvement maoïste : celle de la mort de Pierre Overney, traumatisante et par elle-même et par l'absence de réaction ouvrière chez Renault, marquant la fin d'une certaine espérance en la possibilité de constituer dans les usines une nouvelle force ouvrière révolutionnaire ; celle de l'affaire de Bruay, mettant en question l'alliance intellectuels/masses populaires sur le terrain de la « justice populaire », portant à un point de divorce visible les contradictions entre les aspirations portées par la révolte anti-autoritaire et les normes de la conscience prolétarienne à partir desquelles se proférait l'accusation populaire. Double impasse de ce qui voulait être une **révolution idéologique**, dans ce que sa stratégie impliquait d'équilibre contrôlé entre la violence matérielle et la violence idéologique, de fusion entre les aspirations des luttes ouvrières et populaires et celles de la contestation des jeunes et des intellectuels. Par là était en question tout le système militant de la révolution idéologique en tant qu'elle s'efforçait à faire de la contestation, à travers la définition des cibles symboliques et l'instauration d'une discipline de la guérilla idéologique, l'élément d'une stratégie, assignant des rapports entre les couches en lutte, des étapes dans le processus révolutionnaire, la mise sur pieds d'une pyramide organisationnelle. Or on peut dire qu'aucun bilan n'a été fait de cette **dramaturgie** de l'action symbolique et de la révolution idéologique, des formes de pouvoir qu'elle impliquait, des coups de force nécessaires pour résoudre les contradictions qui la minaient : entre le peuple imaginé et le peuple rencontré, mais aussi entre la provocation minoritaire et le rassemblement majoritaire, le secret de la hiérarchie militante et la parole de la démocratie contestataire, la violence et la fête, la division du travail refusée et l'utilisation des compétences. À la place d'une réflexion sur toutes les formes de savoir et de pouvoir en jeu s'est imposé un simple – et simpliste – recodage fait par en-haut, où les anciens stratèges de la révolution idéologique se sont transformés, pour ne pas avoir à penser leur propre pouvoir, en théoriciens de la révolution spirituelle. Cette gestion de l'héritage qui prolonge le pouvoir militant en pouvoir idéologique de représentation, s'est faite autour du procès du marxisme : l'histoire du gauchisme et en particulier de la Gauche prolétarienne aurait été marquée par la contradiction entre la vieille structure marxiste autoritaire et les aspirations libertaires portées par la révolution essentiellement **spirituelle** de Mai. Contradiction dénouée par l'exemple de luttes « locales » capables de devenir, par la valeur exemplaire d'une action communautaire, des pôles de rassemblement de la contestation (Lip, Larzac) ; par l'auto-critique du pouvoir militant ensuite ; par la prise de conscience enfin de l'équation Marxisme = Goulag à partir du témoignage de Soljenitsyne. Retrouvailles donc, dans une pensée dissidente, plurielle, communielle de l'esprit de Mai, un temps contrarié par le poids des

schémas du pouvoir marxiste. Dans l'image ainsi donnée de la continuité et de la rupture, est-ce qu'il n'y a pas toute une occultation de l'histoire militante ? Derrière la mise en cause du pouvoir marxiste, est-ce qu'il n'y a pas le refus de mettre en cause le pouvoir politique qu'on a exercé (les formes de maîtrise impliquées par la dramaturgie des actions symboliques ont-elles grand-chose à voir avec les stratégies marxistes de la révolution ?) et le pouvoir intellectuel qu'on exerce dans la gestion d'une histoire militante et l'utilisation des médias dominants ? Et le désespoir proclamé quant au marxisme ne vient-il pas cacher un désespoir plus profond quant au pouvoir de transformation du monde des révoltes populaires ? Publié en 1969, *l'Archipel du Goulag* aurait tout au plus apporté un témoignage sur le marxisme et le socialisme **que nous ne voulions pas**, sans changer l'image de celui que nous dessinions à partir des séquestrations ouvrières, des luttes lycéennes, des grèves dans les foyers immigrés ou des exemples qui venaient d'ailleurs ; luttes italiennes pour « prendre la ville », mouvement étudiant américain ou allemand, guerre populaire des Palestiniens ou des Black Panthers... C'est la succession des désillusions sur ces terrains beaucoup plus qu'une prise de conscience tardive des horreurs du marxisme qui permet la lecture glucksmanienne de Soljenitsyne. Montrer la révolution socialiste comme une idée mise par les maîtres-penseurs dans la tête des ouvriers à leurs fins de domination universelle, c'est peut-être le meilleur moyen de ne plus s'interroger sur le contenu des mouvements populaires, leurs racines et leurs idéaux, sur l'histoire d'en-bas du mouvement révolutionnaire, ni sur les illusions ou désillusions formées dans la rencontre entre les intellectuels révolutionnaires et les luttes populaires. Peut-être la critique « *gauchiste* » du marxisme a-t-elle pour enjeu beaucoup moins la question de l'oppression à l'Est ou la menace ici du pouvoir marxiste que la liquidation – au sens juridique – de l'histoire de Mai et de l'après-Mai. La « critique du pouvoir marxiste » est sans doute aujourd'hui, pour les anciens intellectuels militants, le seul moyen de continuer à s'affirmer dans le sillon de l'espérance de Mai, le seul moyen d'effectuer une reconversion – pas forcément joyeuse ou cynique – sur la nouvelle scène du pouvoir intellectuel. En concentrant dans le savoir-pouvoir marxiste l'efficace des formes modernes de la domination, le penseur anti-marxiste fait *ipso-facto* de sa réfutation un combat contre la domination et de la place où il parle le lieu du non-pouvoir.

C'est dans les *Maîtres Penseurs* qu'on voit le mieux comment la dénonciation du marxisme opère par dénégation et fait fonctionner le jeu de furet de l'intellectuel et du pouvoir. À première vue le livre apparaît comme une application caricaturale du rapport établi par Foucault entre savoir et pouvoir. L'enquête-lutte pour la dénonciation locale des savoirs/pouvoirs qui définissent une forme spécifique d'oppression, prend, dans sa ré-inscription philosophique, la forme du procès dénonçant massivement la complicité d'une doctrine dans les méfaits d'un pouvoir. Procès où l'évidence des effets fait preuve à l'avance, autorisant l'invérifiable des causes – à la fois gagné d'avance au lieu où il se profère et sans effet aucun au lieu où s'exerce l'oppression dont il parle. Dénonciation dérisoire d'un secret connu de tous et dont la divulgation, loin d'avoir le moindre barrage à lever est encouragée par tous les médias de l'opinion dominante, affrontement imaginaire d'un pouvoir là où il ne

s'exerce pas (1). Mais cette apparente caricature fait justement fonctionner dans toute son ampleur le jeu du furet, la double représentation d'un pouvoir ubiquiste, définissable simultanément par son centre et par son absence de centre. D'un côté la conception de la multiplicité des pouvoirs sert à réfuter la thèse marxiste du Capital comme pouvoir unificateur et de l'État comme instrument de la classe dominante. Mais de l'autre la conception panoptique du pouvoir ubiquiste autorise la disparition de toutes les structures, les relais, les contradictions du pouvoir soviétique dans la seule figure de l'État-maître-penseur, enfermant tout un peuple dans le cercle de son regard. Et cela par le jeu d'une logique bien connue des enfants, celle qui affirme : « c'est celui qui le dit qui l'est ». Puisque la centralité de la domination n'existe pas, celui qui la nomme, qui désigne le pouvoir du Capital, la centralisation des moyens de production aux mains d'une classe, détentrice du pouvoir d'État, se trahit par là : s'il nomme le pouvoir du Capital, c'est qu'il le veut pour lui, et c'est cette volonté que le Goulag réalise. Et inversement bien sûr s'il ne nomme pas l'État, c'est aussi pour mieux cacher qu'il le veut. À tous les coups, l'on gagne au jeu du furet. La contradiction qui semblait exister entre le discours de Foucault pulvérisant le pouvoir et sa production dans les ramifications du tissu social et celui de Glucksmann faisant dépendre toutes les formes d'oppression d'un grand projet panoptique de domination, entre une théorie faisant venir le pouvoir d'en-bas et une théorie le faisant tomber d'en-haut n'était qu'apparente. Ce jeu de renversements se fonde dans le jeu de furet qui fait du pouvoir à la fois le **rien** et le **nom du Tout**, la simple appellation d'un équilibre de forces et le centre panoptique qui embrasse tout l'espace de la domination. L'application de ce jeu de furet à la critique du marxisme donne à l'intellectuel héritier du gauchisme un triple profit : s'il n'y a pas de centre, donc pas d'idéologie dominante, il peut considérer les médias dominants comme le pur lieu de transmission de la vérité, dénier sa présence à tout lieu de pouvoir ; s'il s'avère que la théorie de l'idéologie dominante n'est qu'une ruse du marxisme pour cacher sa domination, bref que c'est que le marxisme qui est la véritable idéologie dominante, sa place se définit comme celle de la lutte contre le pouvoir ; si ce pouvoir est pensé dans la forme du panoptique sa place de dissident devient la place royale d'où l'on voit le panoptique. Pouvoir intellectuel qui est au fond la transposition des vieux pouvoirs de la dramaturgie des chefs militants, le pouvoir de reconnaître la main du pouvoir, de désigner les coupables dont les pensées secrètes ou les bonnes intentions mal éclairées conspirent avec le mal, de soutenir les incertitudes de son argumentation du poids incontestable des souffrances et des morts populaires. C'est la transposition philosophique de la paranoïa politique qui vient couronner la légende du nouveau maître-penseur.

(1) Cela ne veut pas dire que des pouvoirs ne s'exercent pas ici au nom du marxisme en de multiples lieux — municipalités, syndicats, universités, etc. — Mais précisément tandis que la pratique militante dénonçait ces pouvoirs là où ils s'exerçaient (par exemple dans le rapport des municipalités communistes aux travailleurs immigrés ou dans la pratique des professeurs-gestionnaires marxistes), la dénonciation d'aujourd'hui ne se produit que dans les lieux qui lui sont spontanément offerts par le pouvoir concurrent (et pour l'instant dominant).

Dans cet **happy end** de la légende des philosophes, l'enjeu ici n'est pas la dénonciation ou la défense du marxisme. Il est aussi futile de vouloir tirer le Goulag des pages de Marx que de vouloir laver le marxisme des millions de morts des pouvoirs marxistes. La seule critique réelle du marxisme c'est la lutte des peuples et des individus opprimés par la raison d'État marxiste. Ce qui peut se dire ici y a peu de poids. L'enjeu pour nous réside dans cette occultation de l'histoire militante que produit le discours sur le Goulag : occultation de la conjonction des luttes étudiantes et populaires, de la rencontre des intellectuels militants et des masses, des tentatives pour mettre en cause le mécanisme de la représentation : à la place apparaît la figure d'une **plèbe** que l'intellectuel représente comme il représentait hier le prolétariat, mais d'une manière qui justement dénie la représentation, la plèbe signifiant à la fois toute la positivité des souffrances et des rires populaires et la part de refus, de négativité que chacun porte en lui, réalisant l'unité immédiate de l'intellectuel et du peuple ; liquidation par simple dénégation des objectifs et des aspirations des luttes ainsi que des problèmes rencontrés : à la place d'une réflexion sur la volonté de supprimer la rigidité des places sociales, apparaît une critique de la critique marxiste de la division du travail. Celle-ci nous est montrée comme l'aspiration du cogito-maître-penseur à supprimer les divisions qui font obstacle à sa maîtrise. L'argument illustré du fait que sa « spécialisation » musicale ne rendait pas Mozart trop malheureux et ne l'empêchait pas de regarder la peinture de Raphaël (1), produit un effet très remarquable : il escamote et les tentatives pour subvertir l'institution du savoir et la mutilation des capacités de millions d'individus dans l'astreinte à un travail qui n'est pas précisément celui de Mozart ou de Raphaël.

À la place des tentatives et des interrogations de tous ceux qui ont pu vouloir le changement de toutes les formes d'oppression par le travail divisé, il restaure la thèse des dominants (blancs ou rouges) : la division du travail – avec ses inévitables effets de hiérarchie et de limitation des capacités – est une bonne chose. Mais il la restaure sans le dire, par la simple critique de son contraire qui laisse le lecteur de *Libération* et le lecteur de *Valeurs Actuelles* parvenir par leurs voies propres à la même conclusion. Plus habile que le vieux **sophiste**, le nouveau philosophe sait user du non-être, du jeu du furet, pour ne jamais dire ce qu'il dit. De la même façon, il ne dira pas que la propriété privée des moyens de production est une bonne chose mais seulement que les maîtres-penseurs ont lié cette critique de la propriété privée à la valorisation du pouvoir d'État ; il ne dira pas que le Capital est une bonne chose, mais qu'il n'existe pas, puisque, comme tout le monde peut le constater, les capitaux mènent une existence dispersée. Bref ce Candide-Pangloss ne dira pas que nous vivons dans le meilleur des mondes mais nous laissera juger si, à l'Est comme à l'Ouest, il est possible de lui faire violence sans catastrophes nouvelles.

(1) N'était l'occasion supposée facile de tourner le texte de Marx en dérision, Glucksmann eût pu choisir un exemple plus judicieux que celui du musicien qui entre tous eut à souffrir de la division existante du travail et du statut de laquais ou de crève-la-faim qu'elle laissait choisir au musicien.

Vieille sagesse. Et il est vrai que les vieilles sagesse méritent aussi l'attention. Mais peut-être justement faudrait-il plus clairement les confronter aux anciennes et aux nouvelles espérances du changement, affronter, sans le médium commode de la dénonciation du marxisme, les luttes, les tentatives de transformation et les échecs de ces dix dernières années. Le discours de la philosophie nouvelle est moins important par ce qu'il dit que par ce qu'il empêche de regarder, prolongeant ainsi une maîtrise politique en maîtrise idéologique. Contre sa légende nous devons d'abord essayer de réapprendre notre histoire*.

* Des événements récents ont bien montré qu'il ne s'agissait pas là d'un souci propriétaire mais d'empêcher que cette histoire serve à légitimer une version gauchiste du consensus dominant. Que certains poussent l'interprétation de l'histoire maoïste jusqu'aux contre-vérités les plus évidentes (par exemple M. Le Bris déclarant dans *Le Point*: «*Nous n'avons jamais participé au discours sur la nécessité de la violence*») pourrait n'engager qu'une appréciation individuelle d'infidélité. Mais quand ces déclarations servent à opposer la bonne Gauche prolétarienne, morale et pacifique, aux vilains terroristes de la R.A.F; il s'agit d'autre chose. L'affaire Baader-Croissant a été particulièrement éclairante quant aux effets politiques réels de la philosophie nouvelle et de sa confiscation de l'héritage maoïste: la constitution d'une énonciation gauchiste de l'opinion dominante et la division des forces susceptibles de résister aux nouveaux dispositifs répressifs.

LA RAISON SYNDICALE

L'après-68 politique a son avant- 78 électoral. Dans cet horizon 78 tout à la fois fin de l'après-Lip, retombée de la subversion de masse, et aspect crépusculaire (décadent) des grandes retrouvailles à gauche des manifs saisonnières (printemps-automne) qui ruinent l'autonomie et l'initiative ouvrières. Retournement des idées-force d'en-bas en une pratique d'appareil sans force. Imagination en-bas où les idées et les pratiques des masses ne sont plus relayées par une idéologie de la révolution, qui a perdu tout ancrage territorial ou considération, mais par des sirènes produisant un pessimisme sans arme ou annonçant un ralliement adulte ; inversement en haut l'optimisme, des pratiques des lendemains qui chantent, se tient derrière les événements pour en éteindre la portée et en ramasser les cendres pouvant servir de poudre aux yeux ou de légitimité, comme on veut.

A la croisée de ces problèmes, que représente aujourd'hui le syndicalisme ouvrier ? Et son appendice basiste le militantisme gauchiste entre deux périodes et deux choix ?

Dans l'expérience du mouvement ouvrier en faillite idéologique ou dans sa réduction sous forme de programme commun de collaboration se dessine une barbarie industrielle nouvelle pour un capital consommé en commun ; les deux grands sacrifiés, sur lesquels s'est fondé l'idéal ouvrier d'émancipation : le producteur et la lutte des classes. Le syndicalisme comme moyen (contre-pouvoir ouvrier) tend à devenir un but (appareil dans l'appareil d'état), retournant son idée militante en une stratégie de pouvoir de remplacement. De cette tendance la CFDT entend se démarquer en proposant une autre stratégie, un autre militantisme, en affirmant sa différence. Lorsqu'on essaye de cerner cette différence précisément, il apparaît que la CFDT occupe une position stratégique dans le dispositif d'une éventuelle majorité de gauche au pouvoir. Cette situation-clé, elle la doit d'une part à sa combativité, à la capacité, qu'elle a montrée à plusieurs reprises, à porter les revendications ouvrières plus loin que ne le fait la tactique rituelle de la CGT, et d'autre part à la démocratie qu'elle revendique, tant pour l'avenir socialiste que dans la conduite des grèves. L'image de marque de la CFDT repose ainsi sur les deux aspects complémentaires d'une idéologie propre (l'autogestion) . et d'une pratique originale

I – UN TICKET ALLER ET RETOUR : tribulations gauchistes dans les appareils syndicaux

La syndicalisation de la pensée gauchiste depuis 68 a connu plusieurs moments : subversion/intégration.

Enracinement syndical dans les bases ouvrières où on travaille les syndicats dans les sections CGT de Citroën-Balard, Renault-Flins, devenues «syndicalistes prolétariennes», où la résistance ouvrière est mise en avant pour briser la loi de l'usine patron-syndicat par des actions spectaculaires qui s'appuient sur l'instinct de révolte des OS : sabotage, séquestration, cassage de gueule des petits chefs...

« Les propositions d'action doivent venir des syndicats, donc finalement des travailleurs eux-mêmes (...). Les travailleurs ne souhaitent pas pour autant la violence systématique envers la maîtrise. » Cfdt-Renault - Mars 1972.

La dynamique de l'organisation externe aux syndicats excède le discours syndical et prend la forme de comités d'action ou de lutte.

C'est pour les militants anti-autoritaires un lieu de parole libre où «du pouvoir est arraché», période pour promouvoir l'intelligence et l'indépendance d'esprit, l'autonomie ouvrière...

«Dire que le Comité de Lutte était reconnu comme CL à Renault, ce n'est pas vrai. Il ny a pas eu de reconnaissance. Simplement par l'extérieur. Mais c'était bien aussi. Il y a un côté positif. Par rapport à l'extérieur, il y a eu une force. Les chefs se disent : si on leur fait ça, leurs amis à l'extérieur vont nous casser la gueule.

Le CL fonctionnait par rapport à l'information. Aux réunions du samedi chacun donnait des informations sur ce qui s'était passé dans son coin. Il donnait l'information à l'extérieur, et c'est l'extérieur qui prend l'initiative, par exemple de faire un tract... L'action vient de l'extérieur. Mais cette force à l'extérieur n'a pas fonctionné. Après la mort de Pierre Overney, c'est l'enterrement de tout. Comme une bombe qui éclate : tous les éclats volent partout.

Le Comité de lutte s'est cassé la gueule tout de suite parce que le patron ne se laisse pas faire : il faut tuer s'il le faut, mais ne pas accepter. Un mort et tout le monde se recule. Après la mort de Pierre Overney, tous les sympathisants se sont reculé. D'où vient cette peur ? Parce que ça a été trop vite. Les mecs ne sont reculés et on ne les a jamais revus.» (1)

(1) Un ancien ouvrier du Comité de Lutte Renault.

... Passée l'offensive gépiste, pratique sauvage du syndicalisme, les éléments gauchistes de la lutte (parole/fête...) se mettent à perdre de leur créativité et en même temps à servir l'étayage théorico-pratique de la CFDT pendant que la fraction jeune radicalisée revient sur son «sectarisme militant» (2) pour reconnaître le courant progressiste qui traverse la centrale de Maire par le biais de l'orientation autogestionnaire et surtout l'expérience Lip. «Alors? Lip est-il une exception? Le syndicalisme a-t-il changé? Devons-nous changer?» (2)

Cette pratique nouvelle de la Cfdt lui assure la sympathie d'une bonne partie de l'opinion gauchiste, avec la fm du rêve gauchiste d'une autonomie ouvrière. Dans un certain nombre de luttes, au premier rang desquelles Lip, la Cfdt apparaît comme le syndicat du qualitatif-dur favorisant l'expression ouvrière. La reprise dans un appareil syndical de thèmes et de pratiques naguère portés par le gauchisme, loin d'apparaître comme une récupération, a été comprise comme le cheval de Troie dans le syndicalisme qui permet de faire passer des idées. Face au blocage du gauchisme qui n'arrivait pas à faire sa percée décisive dans la classe ouvrière, la Cfdt est devenue l'opérateur privilégié de la subversion, le moyen idéal pour réaliser la rencontre des gauchistes et des ouvriers sans l'inconvénient du marginalisme: la possibilité enfin trouvée de prendre pied dans le sérieux du mouvement ouvrier, d'être enfin reconnu comme interlocuteur valable tout en piégeant le syndicalisme sur son propre terrain.

Avec Lip la période d'accompagnement est à nouveau possible. Cette intégration, dans les rangs cégétistes décorés aux couleurs de Lip, ne pouvait être réussie par l'orthodoxie cégétiste, peu favorable aux militants anti-autoritaires. C'est au tournant de Lip que l'image d'un «syndicat de la différence» prend corps dans les luttes. Au basisme de la CFDT correspond une proximité des luttes de base qui s'enrichit en retour d'un illégalisme porté par des conflits radicalisés sur la défense de l'emploi, contre les licenciements... Ces mouvements, par ce que font les ouvriers, arrivent à être en porte-à-faux avec les appareils syndicaux (CGT mais aussi CFDT: voir le problème de la coordination horizontale): c'est un moment de la lutte de masse contre les appareils réformistes...

« Les syndicats à l'origine n'ont pas été créés avec un but artificiel ou en serrant la main; quand même, si on regarde l'histoire de la CGT, elle a été créée avec des luttes. Les organisations syndicales ont mené une lutte et ont continué à leur manière et selon leur politique mais le mouvement mao n'a pas continué. Sinon il y aurait des sections des Comités de Lutte dans les petites boîtes qui seraient représentatifs petit à petit. Depuis combien de temps existe la CGT? Il y a encore des entreprises sans syndicats... Il y a une lutte dure, même la CGT a été créée avec des luttes et de la force. Bien sûr aujourd'hui les syndicats sont assis sur une chaise: ils essaient d'attraper le patron et de ne pas le perdre, d'attraper l'ouvrier et de ne pas le perdre. C'est-à-dire ils font la balance. Mais à la création, il y a eu des sacrifices. Le Comité de lutte aussi a été créé avec des sacrifices. S'il

(2) Cahiers Prolétariens. «Mai 68- Lip 73. Et maintenant que faire?» - janvier 1974.

avait continué, il y aurait peut-être aujourd'hui une chaise libre pour s'asseoir. L'occupation des maisons vides, sans organisation il n'en aurait pas eu. Grâce au mouvement plein de trucs ont été faits, mais ça n'a pas continué. Il y a eu des choses de faites, bien : la bataille de la carte de travail, etc... Mais tu arrives à désespérer, tu arrives tout le temps à pas de victoire.» (cf. 1).

La CFDT séduit dans les moments de lutte «avancée», et évidemment pas dans la gestion quotidienne de son organisation. D'après le témoignage de postiers (ex-CFDT, anarchistes) dans la routine rien ne différencie la CFDT d'une quelconque autre organisation bureaucratique où la «démocratie» repose sur le truquage, le forçage et la magouille; ainsi aux PTT, où la CFDT se comporte de la façon la plus conforme à la tradition du syndicalisme de la fonction publique: «*La grève de l'automne 1974, c'est d'abord cela : le combat de tous les travailleurs des PTT pour doter leur entreprise publique des moyens lui permettant de remplir sa mission au service de tous, non au bénéfice d'une minorité déjà privilégiée.*» (3).

A l'opposé, Lip, comme exemple, est porteur de nouveauté: conduisant la lutte, une section syndicale a activité «basiste» met la masse dans le coup, invente, ouvre l'usine sur l'extérieur, collabore avec les gauchistes... Lip a été le meilleur agent publicitaire de la CFDT. Et pourtant les rapports entre la section syndicale de Lip et la hiérarchie de la confédération ne sont pas toujours faciles. La section Lip, élargie au Comité d'action, a dû batailler pour préserver son indépendance et le soutien de la Fédé n'est pas toujours allé de soi. L'initiative d'une coordination des luttes, permettant des échanges d'expérience directs d'entreprises à entreprises, régionale-ment et au niveau national, a été perçue comme venant doubler la structure syndicale et donc comme une remise en cause de l'appareil.

Dans cette situation les Réo annoncèrent un jour qu'ils se retiraient de la coordination «*pour montrer à la confédération et à la hiérarchie syndicale qu'ils faisaient un geste de bonne volonté et qu'ils lui demandaient de prendre, de manière plus forte, le problème en charge*» (4).

Dans d'autres cas, les militants, se sentant plus forts, choisirent de se battre dans la structure syndicale pour y imposer leur point de vue. Par exemple à la SCPC: «*Dans nos organisations syndicales on s'est bagarré. Moi je suis à la CFDT et je pense qu'il faut que ça avance. Les centrales ne proposent rien. Mais c'est facile à dire. Tout le monde reste au coin de son feu et on fait la révolution le soir après le match! On s'est battu dans nos centrales. La section CGT a été virée. Pour la CFDT, nous on est combattifs depuis des années. Pour la coordination, il y avait des opposants : mais c'est nous qui nous bagarrons. Donc nous avons eu un soutien total au niveau régional.*

(3) Emile Le Beller. Préface à: «*Des idiots par milliers*». Fédé-PTT-CFDT. Paris, Maspero 1975, p. 6.

(4) Lip-Unité, 2ème série, n° 7.

Au niveau national : je suis au BN de la Chimie CFDT. Quand j'ai parlé coordination, en septembre, on a demandé mon exclusion du BN. Tout le monde sourit ! mais c'est vrai ! Dans la CFDT, quand quelque chose de neuf se passe, on dit : mais qu'est-ce qui arrive ? Des copains ont dit : c'est un truc gauchiste, il faut les exclure. On a expliqué la lutte et les camarades du BN savent que depuis des années on est combat tifs, on a mené des grèves avec jusqu'à dix semaines d'occupation. Après ces explications il n'y a pas eu d'exclusion et le BN au contraire à 90 % a maintenu son mandat.

Mais il fallait aller plus loin. J'ai demandé que la Chimie soutienne officiellement la coordination. La Chimie a hésité. Quand la Bretagne l'a demandé, elle a voté contre. Au BN suivant je me suis battu avec tous les mandats de l'Auvergne et des autres boîtes : je ne suis pas d'accord, ça correspond à ce qu'on dit. Les copains n'ont pas osé désavouer le BN. J'étais minoritaire. Bon, qu'est-ce qu'il y a au-dessus du BN ? Le CN ! On l'a convoqué et il a désavoué le BN. Et ainsi il y a un mois le BN a dit : il faut soutenir la coordination et que la Confédé la prenne en charge. Tout ça pour dire qu'il y a des positions qu'on peut changer par notre lutte.» (5).

Outre la politique d'appareil qui tend à réduire la liberté d'une section un peu trop remuante à son gré (6), les remarques à propos de Lip-conflit-exemplaire présentées dans *CFDT-Aujourd'hui* n° 4, 9, 15 permettent de saisir – peut-être – une opération de réduction « théorique ».

Après Lip 200 entreprises en un an ont été occupées, quelques-unes lançant une production sauvage. Nouveauté intéressante par ce qui se produisait à l'intérieur de ces entreprises et l'effet de masse.

Or la caractéristique économique de ces luttes c'est qu'elles ont toutes été menées dans des PME et que « *les luttes avec occupation dans les PME sont autant les enfants de la crise que les enfants de Lip* » (n° 15).

Vu d'abord comme événement produisant le même effet que Mai 68 (n° 4) Lip n'est plus que le plus exemplaire d'une foule de conflits provoqués par la déliquescence de secteurs industriels en perte de vitesse, bradés par un « *patronat d'abandon* » (n° 15), Lip étant le premier dans ce cas.

La nouveauté alors, dans ce cadre de la restructuration économique à l'échelle mondiale, c'est que les ouvriers de ces PME en général peu syndiqués ou peu actifs (mais ce n'était pas vraiment le cas à Lip) se précipitent dans l'action syndicale, et de façon peu traditionnelle, puisque sans traditions de lutte.

Aussi « peut-on comparer les formes de lutte employées dans une grande entreprise fortement syndicalisée où le syndicat s'exprime presque quotidiennement, lutte

(5) Intervention aux « journées portes ouvertes », Lip, 18-19 juin 1977.

(6) A Annecy le stand des Lip n'a pas été autorisé à s'installer avec les autres dans l'enceinte du Congrès – mais au-delà des barrières.

tous les jours, et les moyens d'action choisis dans une PME où la prise de *conscience s'éveille avec les menaces de licenciements*»? (n° 15). Non bien sûr.

L'imagination démocratique, l'inventivité ouvrière seraient donc inversement proportionnelles à la conscience de classe : une nouvelle loi de la lutte des classes qui complique la stratégie d'une action efficace permettant de rationaliser les grèves... (7).

Ainsi Lip- 73, qui a succédé à l'activisme pour la libération de la parole, l'autogestion de la lutte (démocratie ouvrière, mobilisation populaire de Besançon ou du Lanac), le dépassement du respect de la propriété capitaliste (occupation et ventes sauvages), refus collectifs des licenciements, a relancé et a fait renaître une autre idée syndicale, qui a trouvé sa place recodée dans la stratégie syndicale cédétiste.

L'autonomie ouvrière, l'idéal ouvrier du producteur qui cherche à s'émanciper, a trouvé dans Lip un moment son expression, moment de rupture dans l'idéologie du Capital. Les idéaux ouvriers de démocratie des producteurs se sont retrouvés sur la voie de la lutte des classes dans une pratique qui a secoué l'idéologie syndicale. Le moment d'avancée, de rupture passé, cette dernière a su se donner la représentation que se font les ouvriers de ce qu'ils veulent, mettant entre parenthèses, dans l'alternative électorale de 78, l'idéologie ouvrière autonome de la révolution, la capacité des masses à faire un monde nouveau.

Cette radicalité n'est pas prise en compte pour ce qu'elle est, mais pour ce qu'elle n'est pas, dans le syndicat. Tous les moyens de résorption sont bons, sous un double langage (ou l'étrangeté au mouvement syndical : l'exil des coucous).

– Celui d'E. Maire qui, contre *«la radicalité de l'action directe qui s'exprime dans les usines, le textile, la métallurgie»* (8) préconise trois réformes (heure d'information dans l'entreprise, réforme du droit de licenciement ou de celui de négociation) aux pouvoirs publics : *«les vraies solutions leur appartiennent s'ils veulent que les choses se passent autrement»*. Avertissement vers le haut. Mais aussi vers le bas : *«nous estimons qu'il serait préférable, pour l'avancée collective des revendications et de la conscience des travailleurs, de pouvoir faire avancer cette volonté d'action, cette révolte enfouie, par un dialogue régulier (...) pour élaborer les meilleures revendications et les meilleures formes d'action»* (8). Et de réclamer au gouvernement un pouvoir de négociation qui obligerait les entreprises et de déplorer qu'il n'existe rien en France qui ressemble aux USA (sic).

– Ou celui de F. Krumnoff : *«d'ailleurs l'ultra-gauche ne fleurit-elle pas souvent sur les insuffisances des organisations de classe?»* (9) qui envisage d'**unifier**,

(7) Voir : *CFDT-Aujourd'hui*, n° 19 : «l'Action syndicale : aspects de la grève.»

(8) La CFDT face à la presse et à l'actualité. *Syndicalisme-hebdo* n° 1327- 28/1/1971.

(9) Commission exécutive – 22 octobre 1971.

pour élargir les luttes, tout ce qui exprime une sensibilité radicale : femmes, inunigrés, jeunes, paysans, soldats... , dans l'élan de la direction.

Les deux discours coexistent à deux niveaux stratégiques, celui d'une base confédérale dynamique et celui d'un sommet responsable. « *Je dis que l'action spontanée ça n'existe pas, si à certains moments ça explose et que ça paraît inattendu aux organisations syndicales, c'est que tout simplement ces dernières n'ont pas vraiment pris en charge les problèmes des travailleurs* » (10).

Le responsable du secteur « action revendicative » demandait d'ouvrir l'œil, de prêter une oreille, à la capacité d'initiative et d'innovation des masses, aux tendances marginales, qui peuvent être canalisées ; il faut coller aux masses ou plutôt coller les masses derrière l'organisation. Pour le secrétaire général, soucieux d'accords au sommet, la base de masse lui permet l'unité d'action.

Les deux responsables, division du travail obligée, se retrouvent dans une pratique de domestication des luttes, homogénéisation et stérilisation, dans un rêve unitaire d'appareil centralisé et planificateur qui a une idée syndicale démocratique.

CONTESTATION :

« *La CFDT est assez libérale pour que la contestation puisse s'exprimer. La CFDT est assez forte pour la supporter.* » A. Detraz.

« *C'en est bien fini aujourd'hui de cette existence marginale qui (...) a longtemps caractérisé la CFDT.* » (11).

« *Désormais sortie de l'adolescence* » (12) la CFDT cherche à élargir sa représentativité : sur la surface du corps social en intervenant sur les problèmes des travailleurs hors de l'usine, dans la profondeur des couches exploitées en prenant « *en charge la situation des femmes, des immigrés, des OS, des jeunes, des techniciens et des cadres dominés* » (13), couches sociales – à l'exception des cadres et des techniciens – réunies plus tard sous l'appellation de marginaux.

Le voisinage est curieux et hétéroclite : il doit bien exister des jeunes cadres (dominés), des jeunes-femmes-OS-inunigrées !

La désignation « à la marge » renverse complètement la perspective, car si les femmes, inunigrés, etc... , sont marginaux dans leur représentation institutionnelle, et notamment dans leur appartenance syndicale, c'est tout autant le syndicalisme qui est marginal par rapport à ces catégories sociales.

(10) F. Krumnov au Conseil de la Fédération des services 1971, cité in : « *CFDT au cœur* », Syros.

(11) Maire-Juillard, *La CFDT aujourd'hui*, Seuil, 1975, p. 17.

(12) *Ibid.*

(13) Detraz-Krumnov-Maire, *La CFDT et l'autogestion*, CERF, 1973, p. 17.

Aussi Maire-Julliard peuvent-ils affirmer leur « *solidarité fondamentale avec tous les marginaux* » et la nécessité de « *changer la norme* » (14); *CFDT-Aujourd'hui* (n° 1) refuser une conception du syndicalisme-assistante-sociale et toute tentative de normaliser les marginaux... Tout ce que peut proposer la CFDT c'est... d'adhérer à la Confédération, qui a mis sur pied des commissions jeunes, immigrés. Car à l'extérieur du syndicat « *ces catégories restent passives ou se regroupent dans des organisations parallèles où elles ne font que renforcer leur position marginale, insister sur leurs différences et s'exclure encore plus du reste de la société* »...

Il y a un peu de retard en ce qui concerne les femmes mais il sera bientôt comblé (15). Ohé! la moitié du ciel! Prenez en main votre destin, la CFDT installe une Commission femmes!

JEUNE :

«... tout garçon ou fille qui n'est pas totalement dépendant, économiquement ou idéologiquement, de sa famille mais qui n'a pas encore acquis cependant sa totale autonomie et qui n'a pas encore trouvé sa place dans son environnement. Ce qui caractérise les jeunes c'est indiscutablement l'incertitude de leur futur et de leur demain...» (16).

«L'essentiel réside à notre sens dans le fait qu'un jeune est une personne qui se trouve dans une période d'instabilité (idéologique, culturelle, matérielle, etc...) qui progresse vers une certaine autonomie et qui n'a pas encore trouvé sa place dans la société... Lorsqu'il trouve sa place, il engage sa période de «stabilisation» qui le fait devenir un adulte comme un autre».

Les camarades adultes de la CFDT connaissent bien aussi ce phénomène de la vie syndicale qui voit des militants jeunes évoluer au cours des années et mûrir comme il est dit fréquemment (Op. cit. p. 20). Encore un effort camarades et vous en ferez un travailleur syndiqué et responsable.

Il n'est aucun domaine où la CFDT ne le cède à personne, et singulièrement où se manifeste une contestation nouvelle.

(14) Maire-Julliard, op. cit., p. 153.

(15) Mais ça n'ira pas tout seul: « On faisait un petit journal, «Le lien du postier». On avait trouvé bon de faire un article sur les femmes. Il n'y a que quelques femmes au tri et elles ne sont pas syndiquées. Mais il y avait eu un petit incident: FO vendait un calendrier dans lequel il y avait des photos de femmes à poil, pour en vendre plus... Nous on avait dénoncé ça, tous les gars ou presque de la section étaient d'accord. On avait pris pour référence le livre de Jeannette qui est militante CFDT «Une stratégie pour les femmes». Eh bien un membre du CERES (qui a voté l'exclusion) a rétorqué qu'on ferait mieux de s'occuper des effectifs plutôt que du porno... ». Interview d'un postier exclu de la CFDT à Lyon-Gare.
Libération, 21 octobre 1977.

(16) « *Pour une politique d'action de la CFDT dans la jeunesse* », rapport présenté par le Bureau national. Chapitre 2: La jeunesse qu'est-ce que c'est?

De «*l'apparition des phénomènes nouveaux*» (chap. 24, op. cit.) dans la jeunesse, la CFDT dit qu'elle provient de la tranche d'âge la plus critique vis-à-vis du système actuel, jeunes lycéens, étudiants. «*De plus en plus cette critique est devenue révolte, parfois combat politique mais aussi refus de la société, de ses valeurs, du mode d'existence qu'elle impose (travail, mariage...).* Cette attitude dont se nourrit le marginalisme est d'abord existentielle et se définit surtout comme un projet négatif (ne pas vivre comme la société l'impose)...». Du côté des jeunes travailleurs la CFDT note une tendance marquante dans le changement d'attitude face au travail et à la notion de travail. Au travail absurde, parcellisé, correspond, toujours selon la CFDT, la disparition de la conscience professionnelle, un turn-over important, un absentéisme et pour certains marginaux un refus du travail.

A ce stade de la réflexion sur les phénomènes nouveaux le dynamisme de l'action de la CFDT dans la jeunesse n'est pas le mieux partagé «*Il est clair que cette tendance (critique) tend à croître rapidement et va certainement nous poser des problèmes importants. En effet, si le patronat est conscient de l'importance des problèmes qui lui sont posés, nos organisations elles aussi vont connaître de plus en plus de difficultés dans la syndicalisation, l'animation de la vie syndicale quotidienne et des SSE du fait de la mobilité croissante d'un certain nombre de jeunes travailleurs. Parallèlement va se trouver posée la question du militantisme car une tendance nouvelle là aussi apparaît qui tend à remettre en cause la forme de l'activité militante. Et si les jeunes se mobilisent plus spontanément sur des «coups», ils se démobilisent au moins aussi vite, ce qui ne facilite pas la permanence dont doit jouir l'activité syndicale.*»

B. D. et fondue :

La réponse à cette situation embarrassante est dans le développement de l'action syndicale dans la jeunesse au moyen «*d'un accueil spécifique dès l'arrivée dans l'entreprise, si possible par une équipe de jeunes militants*», «*d'un matériel spécifique tels que tracts en bande-dessinées ou avec romans-photos «trafiqués»... d'une formation initiale adaptée tant dans son organisation, ses thèmes que ses formes aux jeunes travailleurs et travailleuses. Elle devrait être ouverte, y compris parfois à des non-syndiqués, et tenter de jumeler détente et formation-débat. Ainsi un week-end formation-fondue sur la CFDT ou un rallye-formation sur le mouvement ouvrier peuvent être suivis dans la mesure où les jeunes sont souvent disponibles et aiment se retrouver ensemble dans leurs activités...*» (17).

Action syndicale ou scoutisme syndical qui cherche à se faire aimer par les jeunes ?

(17) Op. cit.

Image de marque et marques de l'image.

Au bout du compte la CFDT semble plus souffrir que bénéficier de l'image de marque qu'elle a su se donner en 68 puis consolider en 73 et 74 en soutenant les mouvements lycéen et des « appelés ». *« Pendant les événements de mai, la CFDT a très vite su se situer et assurer les étudiants de sa pleine solidarité. Ses prises de positions successives et son action confortèrent chez les jeunes une « image de marque » favorable en ce qui la concerne. Depuis si la « lune de miel » avec la jeunesse a connu des hauts et des bas, la CFDT jouit toujours d'une certaine sympathie dans la jeunesse. »* (17). Sur cette réputation d'ubiquité militante la CFDT a acquis un prestige de séduction suivi d'un courant de sympathie grandissant sur le terrain des luttes... Rapide évolution d'un syndicat, de ses pratiques mal maîtrisées au sommet, trop rapide au fil de l'actualité sous l'impulsion d'une nouvelle génération de syndiqués : *« l'afflux de jeunes adhérents et militants issus de mai 68 amenait de fait à privilégier notre action avec les plus radicalisés des jeunes. Cela aurait naturellement été très bénéfique si la même progression s'était faite chez les jeunes qui représentent la grande masse de la jeunesse. Or très souvent l'action dans cette direction, l'implantation dans ce milieu était peu effectuée ou pas assez adaptée. D'où des « trous » dans notre action et notre implantation dans ce domaine. Les conséquences étaient importantes et hypothéquaient toute action spécifique... »* (Chapitre : Une remise en cause profonde de l'action de la CFDT dans la jeunesse).

C'est alors que la question de l'organisation de ces mouvements, *« que la mobilisation renouvelée en 74 et 75 des lycéens percuta de plein fouet amène la CFDT depuis lors à s'interroger sur l'action à mener »* (18), sur la mise en place de structures d'action, sur ses conditions. *« La prise de conscience de l'acuité de ces questions est récente et n'est pas encore généralisée même si un certain nombre de phénomènes l'ont aidée (participation des jeunes aux grèves, impact des gauchistes, trou dans la syndicalisation). »* (18) (Chapitre : des problèmes importants pour l'action).

En prenant l'initiative de l'action dans la jeunesse l'organisation syndicale définissait à l'avenir la stratégie et les moyens de cette stratégie, les adhérents jeunes qui avaient apporté au syndicat des formes nouvelles de contestation perdaient leur politisation au change de l'organisation qui garantissait l'apparat de leur lutte. *« Sur des terrains très sensibles pour les jeunes, la question de la forme de cette mobilisation est déterminante (ouverte, imaginative). Mais il faut envisager les formes d'organisation qui à partir des structures existantes permettraient cette action (groupes jeunes par exemple). »* (Chapitre : Créer les conditions de l'action dans la jeunesse).

Ainsi les idées de mai ont été entendues et le courant de 68 s'est avéré fructueux pour le syndicalisme cédétiste qui s'y est abreuvé. La contestation inassimilable a pris des cours souterrains quand elle n'a pas changé de lit.

(17) Op. cit.

(18) Op. cit.

Mais les temps électoraux sont durs et dans la perspective de 1978 la CFDT risque de faire tomber les illusions. Fini le temps des encouragements à l'innovation, de la permissivité affichée et du laisser-faire-la base. La CFDT a réalisé sa percée sur la scène de la gauche ; il lui faut maintenant gérer, de façon responsable, son capital idéologique et préserver les forces qu'elle a accumulées. Crédible aux yeux des travailleurs, reconnue par le PCGT, inquiétante pour le patronat, la CFDT doit maintenant faire la preuve de ses capacités d'encadrement. *« Elle reste capable de se mettre en cause et de se critiquer au fur et à mesure de la place croissante qu'elle prend dans les grands événements de la vie sociale et nationale (...). Murie par sa longue marche, elle est maintenant dans la force de l'âge : il lui faut tenir ses promesses. »* (19).

L'opération CFDT se montre alors pour ce qu'elle est : au sein de la gauche se faire une place en se différenciant des autres formations. C'est une stratégie d'appareil des plus classiques, visant à se donner une personnalité propre et à recruter des troupes pour pouvoir peser d'un bon poids dans l'alliance gouvernementale de gauche.

II – CFDT : DEUX OU TROIS CHOSES QUE L'ON SAIT D'ELLE

L'AUTOGESTION

L'autogestion est le concept central qui définit la société socialiste que projette la CFDT. Revendiquant hautement l'héritage du syndicalisme révolutionnaire, la CFDT propose une vision du socialisme qui lui est propre et reproche à sa partenaire CGT de n'avoir que celle que lui souffle le PCF. Attachée à l'autonomie syndicale, la CFDT se refuse aussi bien à une alliance tactique où elle se subordonnerait à l'action des partis, qu'à une conception d'ensemble de la société qui n'émanerait pas d'elle : ainsi *« on a la sentiment profond de faire directement l'histoire »* (20).

L'indépendance à l'égard des partis se fonde aussi sur les risques que ferait courir la soumission « aux aléas de l'exercice du pouvoir » : la CFDT refuse *« des contrats contraignants à durée déterminée. Dans des pays voisins, c'est parce que des contrats de ce type sont signés que des grèves sauvages éclatent ; si leur situation se dégrade en cours de contrat les travailleurs reprochent à leur direction syndicale de ne plus les défendre et de passer du côté du pouvoir. Ils n'ont plus alors d'autres recours que de déclencher des grèves de leur propre chef. S'engager à soutenir et respecter un programme conçu et signé pour cinq ans, c'est se refuser pendant tout ce temps à exprimer les aspirations nouvelles des travailleurs »*. (21).

(19) E. Maire, J. Julliard : *La CFDT Aujourd'hui*, Seuil, 1975, p. 17.

(20) E. Maire, Interview dans *CFDT-Aujourd'hui* n° 17.

(21) Ibid. p. 140-141.

Paradoxe apparent : la préservation jalouse de son indépendance conduit en fait la CFDT à maintenir la distribution traditionnelle des rôles entre partis et syndicats. Si le syndicat ne doit pas être la courroie de transmission d'un parti quelconque, il ne doit pas être non plus un syndicat-parti. Comme « l'autogestion est indissociable, dans le projet de la CFDT, de la planification démocratique, donc d'un pouvoir central », aux partis de la conduire, aux syndicats de la soutenir, et d'être l'organe vigilant des travailleurs : développer l'action de masse pour appuyer et entraîner le gouvernement de gauche, donc en veillant à éviter tout débordement.

Tel est le projet socialiste de la CFDT : « *Notre ambition n'était pas de lui (la gauche) apporter un supplément de force dont elle avait grand besoin. Notre longue marche vers le socialisme avait un autre sens : le réveiller dans l'esprit même de ceux qui s'en estimaient les propriétaires légitimes* » (22).

C'est l'autogestion qui est investie de cette vertu d'éveil, tout à la fois idéal qu'on poursuit et méthode pour y parvenir. L'autogestion propose de rendre à chacun la propriété de sa vie en socialisant les propriétés du pouvoir : par la démocratie rendre à chacun dans sa collectivité (de travail, de logement, etc...) la maîtrise de son destin. « *L'autogestion se définit comme exercice collectif de la décision, possibilité d'intervention directe de chacun dans les problèmes qui le concernent. Elle se conçoit ainsi comme la pratique vivante d'une démocratie véritable.* » (23). La question du pouvoir est au centre de la réflexion autogestionnaire dont la tâche urgente est de construire une « théorie d'ensemble du pouvoir » qui a fâcheusement manqué au socialisme du XIX^e siècle. « *Avec l'autogestion le socialisme devient politique et cesse donc enfin d'être utopique* » (24), – utopie de ses variantes saint-simonienne, marxiste et léniniste, toutes traversées d'un positivisme scientiste aveugle à la question centrale : non pas rêver d'une administration des choses (c'est le fait même du capitalisme de chosifier), mais construire un (auto) gouvernement des hommes.

Le réalisme autogestionnaire s'appuie sur une analyse (enrichie par les apports récents des sciences humaines) des conditions du temps présent qui le rendent possible. Par exemple la place croissante, dans nos sociétés, de l'information en général (25) et de l'informatique en particulier qui permet de prévoir et de calculer les conséquences de l'expérimentation sociale. (D'où la question que se pose *CFDT-Aujourd'hui* n° 10 : Socialisme = autogestion + ordinateur ?).

(22) E. Maire - J. Julliard, *La CFDT d'Aujourd'hui*, Paris, Le Seuil, 1975, p. 195. (23)

P. Rosanvallon, *L'Age de l'autogestion*. Le Seuil, 1976, p. 51

(24) Ibid. p. 49.

(25) Cf. *CFDT-Aujourd'hui*, n° 10 : « L'information, clef pour l'autogestion ». »

Autre condition favorable : les transformations de l'appareil productif. «*La machine industrielle avait besoin hier de serviteurs dociles et passifs, aujourd'hui elle a de plus en plus besoin d'être contrôlée par des hommes capables d'initiative. Ce qui implique un niveau de connaissance élevé, l'aptitude au travail en équipe, le goût de l'invention et du risque. Autant de choses qui contredisent les fondements de l'organisation capitaliste du travail : tâches répétitives et insignifiantes, autorité et hiérarchie, secret des décisions, etc...*» (26).

Outre que cette analyse reprend purement et simplement le schéma marxiste «mécaniste» du développement des forces productives qui entrent irrésistiblement en contradiction avec les rapports de production enclenchant ainsi le processus révolutionnaire, elle ne voit pas que c'est le contrôle qui produit d'un autre côté aussi le travail répétitif et déqualifié, que c'est la logique actuelle du capitalisme et nullement un phénomène qui le contredit.

Mais pour la CFDT la conjonction de ces modifications dans l'organisation du travail, de l'élévation du niveau intellectuel des ouvriers et de leur interdépendance croissante dans le processus de travail favorise le choix autogestionnaire par collectivisation d'une aspiration au changement qui ne peut plus se réaliser individuellement.

L'autogestion, ce «*véritable socialisme scientifique*» (27), ce «réalisme démocratique», est donc possible et dès aujourd'hui. Car, processus, elle est aussi un apprentissage et tous, ouvriers acculturés, militants et dirigeants syndicaux doivent se mettre à son école.

Les ouvriers d'abord, qui risquent de trouver les raisins trop verts. Bien que porteurs dans nos sociétés modernes d'une conscience de classe plus affinée, plus cultivés et contraints par leur place dans les rapports de production à penser collectivement, rien n'assure qu'ils ne seront pas davantage tentés par un «égoïsme collectif d'entreprise» au paradis autogestionnaire ou qu'ils ne se laisseront pas pousser par la tradition à privilégier la sécurité sur l'innovation : en effet, l'autogestion des luttes «*c'est l'acceptation du risque, de l'incertitude, de l'insécurité intellectuelle. Il n'est pas évident que les travailleurs se dirigent spontanément vers un tel style de société, d'autant plus que l'insécurité matérielle et la privation de toute responsabilité les ont habitués à faire de la revendication à la sécurité un fondement du progrès politique et social.*» (28).

Redoutable incertitude qui hante le projet autogestionnaire : que ses premiers bénéficiaires ne soient pas à la hauteur ! En cela la CFDT renoue avec la tradition, «*aussi vieille que le mouvement ouvrier*» (29), celle du pessimisme des élites à l'égard des capacités réelles de la base qu'elles représentent.

En découle une tâche primordiale pour le syndicat, tout aussi traditionnelle : l'éducation, des masses et des militants.

(26) Maire-Julliard, *La CFDT d'aujourd'hui*.

(27) Rosanvallon, *op. cit.*, p. 57.

(28) Maire-Julliard, p. 186.

(29) Detraz, Krumnov, Maire, *La CFDT et l'Autogestion*, CERF, 1973, p. 31.,

D'où quelques rappels: «*l'autogestion ce n'est pas la pagaille*» (30) et les travailleurs «*ne pourront pas décider n'importe quoi*» (31); la théorie du pouvoir est bien centrale, il faut réaliser le meurtre du Père-Autorité comme nous l'indiquent Reich et Mendel mais «*Est-ce à dire que la société autogestionnaire dissout toute autorité dans la société? Nous ne le pensons pas*» (32) car «*l'objectif n'est pas la suppression de toute autorité, mais la transformation de ses fondements et des modalités de son exercice*» (33); l'autogestion n'est pas la démocratie directe, car celle-ci n'est pas «*une véritable forme de pouvoir, une pratique de gestion*» (34); il s'agit de «*socialiser l'Etat... de transformer le carcan étatique en une institution volontaire*» (35), etc...

Il faut en même temps apprendre dans la conduite des luttes à ne pas se tromper de cibles: ne pas attaquer les cadres, même de commandement; ne pas commettre de «*violences sur les personnes: enlèvements, séquestrations, attentats, comme sur le matériel: détériorations et sabotages*» (36).

Cette éducation doit permettre un déconditionnement, car le capitalisme «*impose son idéologie, sa façon de voir les choses afin de conditionner l'individu*» (37): «*Le syndicat est à la fois un instrument de lutte et un instrument de déconditionnement*» (Detraz, etc..., p. 17).

Les militants peuvent alors commencer à «*vivre demain dans les luttes d'aujourd'hui*» (slogan CFDT), – mais en gardant la tête froide. Car l'autogestion n'est pas plus possible dans une seule usine que dans un seul pays: impossible «*d'envisager d'entamer la construction socialiste autogestionnaire dans notre pays au sein d'une Europe soumise à la logique capitaliste*» (38) alors que «*l'Europe seule peut être ce lieu d'une autogestion réaliste*» (39).

L'autogestion possible dès aujourd'hui n'est donc pas pour demain. L'impatience n'est pas une vertu autogestionnaire. Tous ceux qui voulaient pratiquer l'autogestion au pied de la lettre, en commençant dans leur section syndicale, en ont fait la cruelle expérience depuis le Congrès d'Annecy (40). Il est vrai que «*le caractère vague de l'autogestion fait aussi sa force*» (41), – et qu'elle peut s'entendre en plusieurs sens.

(30) Ibid. p. 30.

(31) Ibid. p. 29.

(32) Rosanvallon, op. cit., p. 72.

(33) Maire-Julliard, op. cit.

(34) Rosanvallon, op. cit., p. 65.

(35) Maire-Julliard, p. 185.

(36) Ibid. cf. *CFDT. Aujourd'hui* n° 8, p. 103.

(37) Detraz, etc... op. cit. p. 38.

(38) Maire-Julliard, op. cit.

(39) Rosanvallon op. cit., p. 78.

(40) Plusieurs militants, a'entreprises différentes, nous en ont fait le récit. Ils ont souhaité que nous ne publions pas leur témoignage, voulant prouver par là leur attachement à la «*démocratie syndicale.*»

(41) Rosanvallon, op. cit., p. 13.

ADHESIONS :

« Comment une section CFDT, l'UP des Métaux, a fait des adhésions en masse... tracts imprimés en plusieurs langues... distribués à la cantine... propagande intense lors des élections professionnelles, suit citation du secrétaire de section de General Motors de Gennevilliers, Pierre Cabaret :

Pour faire un syndicat de masse, pour qu'il soit l'affaire des travailleurs, les adhésions doivent refléter l'audience de la CFDT dans les élections professionnelles et dans l'action. »

(La CFDT qu'est-ce que c'est ? S-hebdo n° 1442 mai 73)

« S'il est nécessaire de maintenir l'autonomie dans les décisions de chaque organisation confédérée à la CFDT pour le dynamisme même de notre syndicalisme il faut envisager la limite :

Unité sur les problèmes (les travailleurs ne font pas tant de distinction, il faut en tenir compte) pour :

– que tout le monde tire dans le même sens,

– la vraie solidarité dans la centrale,

– un taux de cotisation en rapport avec le salaire : 1 heure de salaire pour tous quelque soit la région ou la profession.

Le développement syndical étant l'objectif premier, nous devons tout mettre en œuvre pour développer les structures syndicales à la base (...). Nous rejetons un syndicalisme à leader compétent qui décide en « haut » un syndicalisme trop technique de « tête pensante » un syndicalisme qui ne sort pas des contraintes économiques de système. Nous voulons un syndicalisme de masse, c'est-à-dire ouvert à tous, partant des problèmes journaliers, pour une prise de conscience des aliénations, contraintes et inégalités actuelles et pour la découverte que les changements sont possibles. Un syndicat simple (non pas simpliste) donc accessible au plus grand nombre (...).

(« Renforçons notre syndicalisme démocratique », Op. cit., p. 2).

JE DECIDE D'ADHERER A LA CFDT

« C'est dans une manifestation pour l'emploi le 11 mai 68 où je défilai avec les cadres CFDT que j'ai pris conscience de l'ampleur du chômage, du sous-emploi, d'une exploitation des travailleurs et me suis senti en solidarité avec tous ceux qui manifestaient ainsi dans la dignité (...) en accord avec les positions de la CFDT, lorsque pour ce qu'il est convenu d'appeler « les événements de mai » grâce à l'appui d'un militant cadre appartenant à cette organisation, ainsi qu'avec les permanents syndicaux locaux, nous avons fait procéder à un vote qui a abouti à déclencher la grève. Cela n'a pas été seul, car ce fut laborieux. Un premier cahier de revendications, établi avec un syndiqué CGT promu pour la circonstance « délégué » par ses camarades, portait principalement sur les questions d'intendance : douches, lavabos, vestiaires, etc. Avec la CFDT nous avons alors essayé d'établir un cahier de revendications plus sérieux..., respect de la personne humaine, réduction du temps de travail, la non hiérarchisation intégrale des augmentations de salaires, etc.

Ce fut alors une information intensive pour **faire comprendre** les problèmes à l'ensemble du personnel (...), **l'exploitation** dont ils sont l'objet (...). Mal organisés pour l'instant, **nous ne pouvons empêcher 6 ouvriers et 1 agent de maîtrise de travailler**. C'est alors que je décide d'adhérer à la CFDT. A la reprise, l'élection des délégués du personnel ne va pas sans mal. Battu au vote par des manœuvres patronales, le syndicat me désigne comme délégué syndical.

(...) la leçon que je retire de tout cela c'est que **grâce à la CFDT** nous avons pu continuer quelque chose tous ensemble, ébauche d'une société plus humaine, d'hommes plus libres et responsables (...) Je suis décidé à continuer l'action au sein de la CFDT pour **faire valoir le milieu** «cadre» et l'aider à prendre conscience de ses devoirs et de ses obligations vis-à-vis des autres catégories de travailleurs, aidé en cela par la **formation reçue au syndicat**.» (42).

De ce «témoignage» de circonstance il ressort que :

- 1) les cadres de gauche, fougueux et disciplinés, sont à la pointe de l'action «minoritaire» cela en accord avec la hiérarchie syndicale et accidentellement contre les ouvriers.
- 2) les cadres qui ne passent pas à la douche ni au lavabo ni au vestiaire rêvent dans leur bain bleu moussant.
- 3) les contradictions de classe émergent sous une phraséologie militante cadriste malgré l'influence lénitive de l'exercice de l'école syndicale ; valorisé par l'appareil ce «revival» donne la démarche exemplaire de la fusion des cadres aux autres travailleurs : «unifier les luttes des travailleurs, ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs, c'est accepter que l'analyse syndicale soit enrichie, que la pratique syndicale soit modifiée par l'apport de salariés qui n'ont pas la même expérience collective du monde du travail. **La CFDT a choisi cette voie**, plus difficile, mais qui, seule, permettra de changer fondamentalement la condition ouvrière et de remporter des victoires décisives.» (43).

• Séduction cédétiste en direction des cadres et nécessaire différence avec les propositions cégétistes.

«(...) le rapprochement CGT-CGC a un caractère essentiellement tactique. Quant au contenu du document (février 74), d'après ce que l'on sait, sa coloration est assez conservatrice sur bien des problèmes : défense de la hiérarchie des salaires telle qu'elle est actuellement, refus du statut unique du manœuvre à l'ingénieur, défense des intérêts strictement catégoriels, autant de choix qui ne peuvent qu'aboutir à une **division** des salariés en deux blocs. C'est pourquoi l'UCC-CFDT ne peut s'associer à une telle plateforme (...) Pour la CFDT il s'agit de tendre à **l'unification** du statut social des uns et des autres. C'est à cela que nous voulons travailler dans l'intérêt des cadres eux-mêmes (...)» (44).

(42) p. V .D.H., ingénieur chimiste CFDT ; «mai 1968 vécu par un ingénieur» une page du n° 1225 de *Syndicalisme-hebdo* du 6-2-69.

(43) Conclusion aux «propositions et actions de la CFDT pour les cadres» in *Syndicalisme-hebdo* n° 1487 du 14-3-74.

(44) Ibid. page 6, note 2.

- La CFDT est-elle contre les cadres ?

(réponses à quelques questions sur les orientations de la CFDT)

«– la CFDT est la 2ème organisation syndicale dans les Ingénieurs et les Cadres, derrière la CGC, c'est-à-dire qu'elle n'est pas contre les cadres... Les cadres ont donc toute leur place dans l'action des sections et syndicats CFDT. Ils participent à la réflexion et à la lutte commune et **leurs problèmes** doivent être pris en charge et défendus par tous après une confrontation qui ne peut être que fructueuse.» (45).

Syllogisme qui appelle des propositions et une définition.

«Dans une société en pleine évolution, marquée de contradictions graves les ingénieurs et les cadres sont à la recherche du sens de cette évolution, à la recherche de ce que peut être leur place dans la société (...) Dans cette situation l'UCC-CFDT se sent une responsabilité particulière et veut proposer au milieu des cadres une démarche syndicale qui lui permette de **sortir de son isolement**, de **jouer un rôle actif**, de **retrouver la sécurité** (...).

L'UCC-CFDT propose aux cadres de conquérir le contrôle de la formation économique et sociale indispensable qui est aussi un **enjeu idéologique** du patronat...» (46).

- Cadres, attention, infarctus !

«Les cadres sont à la fois victimes et prisonniers de rapports hiérarchiques consfruits sur un modèle d'organisation monarchique de l'entreprise... Désormais l'autorité se mérite. Elle est acceptée ou refusée.

Les cadres peuvent être mobilisés sur des objectifs revendicatifs adaptés, reliés à ceux des autres catégories. L'infarctus à 50 ans ne s'achète pas.

Les cadres expriment, **plus explicitement peut-être que d'autres**, le besoin d'être informés sur ce qui se passe dans leur entreprise, sur le lien entre ce qu'ils font et la politique de la firme.» (47).

Passons sur ce qui relève ici de la dialectique cédétiste du cadre et de l'ouvrier en société capitaliste qui trouvera sa solution idéologique en société «autogestionnaire» dans l'amour, mérite, du cadre de gauche actif et sécurisé.

Cadres devancez l'appel léniniste pour assurer l'essor de la productivité socialiste de demain, l'usine vous appartient.

• RECHERCHE DE LA BASE ET DU SOMMET :

Dans le système capitaliste, les conflits se règlent par des rapportS de force. «Dans une société socialiste : autogestionnaire, il en ira autrement. En effet qu'est-ce que le syndicat ? Rien d'autre en fin de compte qu'un moyen d'organisation que se sont donné les travailleurs. Si l'autogestion est réellement mise en œuvre, c'est-à-dire

(45) «La CFDT qu'est-ce que c'est» numéro mensuel de S-H. 1442, mai 1973.

(46) Conférence de presse de l'UCC-CFDT du 11-12-70 in S-H. 1321 (17-12-70).

(47) «Les propositions et l'action de la CFDT pour les cadres». S-H. 1487 (14-3-74).

si les travailleurs ont le pouvoir, on voit mal comment ils pourraient s'opposer fondamentalement à eux-mêmes. Le syndicat agira donc dans le cadre d'une organisation générale de la société acceptée dans ses fondements.» (48).

Attendons donc ces lendemains qui chanteront la petite musique totalitaire de l'égalité enfin instaurée: Etat = syndicat = travailleurs. Et si le syndicat y conservera son droit à la contestation, on voit mal en effet contre quoi il pourra s'exercer, – peut-être contre la tendance spontanée des ouvriers à privilégier la sécurité (sur l'innovation) ou le risque qu'ils ne développent «un égoïsme collectif d'entreprise».

Pour hâter l'avènement de ce règne de l'identité, il faut développer l'action syndicale, et renforcer l'organisation. «*Comme toutes les Confédérations françaises, (la CFDT) a surtout fait porter cet effort (d'implantation) auprès des ouvriers professionnels: ce sont eux en effet qui constituent l'ossature du mouvement ouvrier français*» (49).

La CFDT s'inscrit donc dans la tradition tout en essayant de la transfonner, par exemple en essayant de recruter des non-Français, non-blancs, non-hommes, non-qualifiés. Ce faisant elle témoigne de sa capacité à innover, à être à l'écoute de la base: «*elle parvient à exprimer au mieux, quitte à déranger ou à scandaliser tout d'abord, les aspirations de la base. Le danger... é mousser, sous la pression des prêcheurs de sagesse, la vertu de scandale que véhicule toute revendication nouvelle mais profondément ressentie par les masses*». Le danger de gauche, c'est le basisme, «*corporatisme activiste, action (...) myope, sinon aveugle... néfaste si elle aboutit à l'isolement des travailleurs en grève, à l'affrontement entre grévistes et non grévistes, aux rivalités des organisations syndicales les unes contre les autres*» (50). Ainsi il ne s'agira pas de substituer un comité de grève à la section syndicale: «*La question n'est pas de savoir s'il doit y avoir constitution ou non d'un comité de grève – il y en a toujours eu dans l'histoire du mouvement ouvrier –, mais de savoir si oui ou non l'organisation syndicale est à même de donner aux travailleurs des informations utiles à leur lutte, d'organiser les débats, de mener une négociation, de donner son avis et de prendre ses responsabilités au moment de la conclusion du conflit*» (51).

Le syndicat sait prendre ses responsabilités en connaissance de cause car si l'ouvrier en sait plus que le cadre sur l'organisation du travail (52), il en sait moins sur son entreprise que les syndicalistes: «*un secrétaire de section syndicale connaît souvent plus la réalité de la condition salariale dans une entreprise que n'importe lequel des travailleurs pris isolément et le permanent fédéral, qui connaît les sections actives*

(48) *La CFDT et l'Autogestion*, CERF, 1973, p. 52.

(49) *La CFDT Aujourd'hui*, Maire, Julliard, 1975, p. 27-8.

(50) *Ibid.*

(51) *La CFDT Aujourd'hui*, p. 58.

(52) *CFDT-Aujourd'hui n° 2*: «Des OS accusent» et aussi E. Maire: «*Le travailleur est le*

seul expert en ce qui concerne son travail», Les Dégâts du progrès, Le Seuil 1977, p. 7 et celles où il ne se passe rien, sans compter les entreprises sans organisation syndicale, n'est en rien déconnecté de la réalité ouvrière» (53). Tel est le privilège du point de vue d'ensemble que garantit l'appareil, centrale de renseignements où la montée en grade assure un plus de savoir.

C'est pourquoi, même s'il peut y avoir contradiction à renforcer une organisation qui se donne pour objectif l'autogestion (54), il convient de réaliser l'accumulation sous tous ses aspects: information et troupes, expérience et réflexion. Fort de ce capital, il devient possible de gérer les luttes avec une imagination sage, disciplinant la sauvagerie, évitant les débordements, traduisant dans le langage de la revendication le mécontentement ouvrier, lui donnant sa formule correcte: *«écouter et traduire en revendications simples et claires tout ce que les travailleurs ressentent confusément et fortement à la fois»* (55), – dans les cas de grève spontanée; quand la grève est planifiée, objectifs et mot d'ordre sont inscrits au plan depuis belle lurette... La bonne parole syndicale permet alors de négocier dans de bonnes conditions, car il ne faut pas oublier *«qu'il n'y a pas de véritable droit à la négociation pour les travailleurs dans ce pays»* (56) et que la grève, hélas! reste bien souvent le seul recours nécessaire à leur ouverture.

L'objectif «sociologique» à long terme du syndicalisme c'est la reconnaissance, grâce à celle du droit syndical, et après le droit au travail, du droit à la négociation. Mais droit à négocier les revendications, et non pas les rapports sociaux. Preuve supplémentaire (les autres étant: l'action de masse, l'élargissement de la lutte, la stratégie d'ensemble) que le syndicalisme n'est pas un appareil idéologique d'État comme le prétendent certains critiques qui décrivent *«les syndicats comme instruments de régulation sociale, destinés à amortir l'amplitude excessive du pendule revendicatif. Au total, des rouages fort utiles à la conservation du système existant. D'autres diraient des appareils idéologiques d'État»* (57).

Or la CFDT est révolutionnaire, elle vise «la suppression du patronat et du salariat», – l'autogestion. C.Q.F.D.

(53) *La CFDT Aujourd'hui*, p. 59

(54) *La CFDT d'Aujourd'hui*, Maire - Julliard, p. 187.

(55) J. Laot, *CFDT-Aujourd'hui*, n° 19, même idée in E. Maire op. cit., p. 54: *«Opérer le passage du mécontentement à la revendication, telle est la tâche du syndicat.»*

(56) J. Laot, *ibid.*

(57) Maire - Julliard, p. 185.

III – VERS L'ETAT SYNDICAL

- De la rue de la Grange-aux-Belles à la rue Montholon :

«L'idée de faire du prolétariat, organisé en « sociétés de résistance », l'agent de la révolution sociale fut l'idée mère, l'idée fondamentale de la grande Association internationale des travailleurs fondée à Londres en 1864. La devise de l'Internationale était, vous vous en souvenez : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » – et c'est encore notre devise, à nous les partisans de l'action directe et adversaires du parlementarisme.» (58).

... «Avec l'autogestion à tous les niveaux, il ne s'agit pas que tout le monde commande, mais à tous d'être responsables (...) il s'agit avant tout d'être très nombreux, très nombreux à croire, à lutter vers les mêmes perspectives (...) pour renforcer notre syndicalisme démocratique il faut multiplier les adhésions en créant des sections syndicales dans toutes les entreprises, en renforçant nos structures de base (...) avec des moyens simples et rapides et accrochant pour la masse...» (59).

Le besoin de coalition des ouvriers, « associés » dans une même pensée de résistance à l'oppression capitaliste, né de la lutte « véritable guerre civile » a trouvé dans un siècle d'histoire du mouvement ouvrier son encadrement et sa représentation dans une institution gardienne de la légitimité ouvrière et responsable du devenir des masses.

«Avant la guerre, le mouvement syndical français ne brillait point par le nombre de ses adhérents. C'était une vérité reconnue. Nous nous consolions en pensant qu'en Angleterre et en Allemagne les masses étaient groupées tandis que chez nous c'étaient les minorités agissantes et que ceci valait bien cela. Au cours de ces deux années et demi de guerre, je me suis demandé souvent, si à défaut de la quantité qui nous manquait incontestablement, nous avions réellement la qualité. Je ne me le demande plus. Peu à peu je suis arrivé à la conviction que nous n'avions ni l'une ni l'autre.» (60).

(58) Discours de Pierre Monatte, le 28 août 1907 au Congrès anarchiste d'Amsterdam.

(59) Réflexion du Syndicat CFDT des métaux des Deux-Sèvres. Tribune dans *Syndicalisme-hebdo* n° 288 du 23-4-70 accompagnée d'une autre de l'U.R. du syndicat des mineurs du Nord-Pas-de-Calais intitulée : « Pour une extension du Pouvoir Syndical ».

(60) In «*La lutte syndicale*» de Pierre Monatte, présentation de Colette Chambelland ; chap.7 : réflexions sur l'avenir syndical ; 25-2-1917. (F. Maspero éditeur).

Le syndicalisme a été amené à définir une certaine règle du jeu face aux patrons, une invention pour mettre hors jeu un certain nombre de pratiques minoritaires ou élitistes d'un autre temps et du même coup a pu gagner, dans cet ordre, la confiance du patronat moderne et sa reconnaissance d'interlocuteur privilégié.

«... Je suis le premier à reconnaître que, au mois de Mai, ce sont les syndicats qui ont, avec courage et sang-froid et une détermination admirables, empêché que les mouvements ne débouchent sur le terrain politique et Dieu sait combien nous avons été inquiets dans ce pays, au moment où nous avons cru que les troupes échappaient emmenées par je ne sais quels enragés» (61).

«Dans quelle situation aurions-nous été au moi de Mai et Juin si nous n'avions trouvé un interlocuteur organisé, dans quelle situation les employeurs eux-mêmes se seraient-ils trouvés s'ils avaient eu aucun interlocuteur organisé? Ce n'est pas seulement mon avis mais l'avis des organisations patronales que j'exprime» (62).

«Le jour où la CGT a six millions d'adhérents est-il possible qu'elle renonce à toutes ses espérances de jeunesse? C'est-à-dire qu'elle ne veuille plus l'émancipation complète des travailleurs et qu'elle ne croie plus que cette émancipation ne pourra être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.» (63).

Les accords de 45 puis ceux de Grenelle en 68 ont réitéré la pratique de plus de pouvoir et d'autorité sur les travailleurs, les accords conclus sur les cendres des barricades et dans l'évacuation des usines succèdent à la «bousculade inorganisée» et la résistance armée: passé le mouvement social il s'agit d'accroître la représentation du peuple-travailleur par l'augmentation du droit syndical et de la parole déléguée des travailleurs dans l'entreprise et de leur bien être dans l'espace du travail. Système de prérogatives de l'organisation syndicale, des moyens d'expression, de liberté, appropriés à ses pratiques centralisatrices du pouvoir.

«Ceux qui gueulent actuellement, comme nous on gueule actuellement en disant: les syndicats c'est de la merde... Et nous qu'est-ce qu'on fait par rapport à ça? Eux sont là et sont reconnus. On gueule et qu'est-ce qu'on propose? Rien. Eux au moins sont tout le temps là.

Par exemple, là où je bosse actuellement. Avant je disais: la CGT s'arrange avec les patrons. Dans ma boîte, il n'y a pas de syndicat et je m'aperçois que le syndicat est indispensable. Il est là pour freiner l'action du patron. Sans syndicat, le patron a tout le pouvoir. S'il te fout à la porte, tu peux l'attaquer en Prud'hommes,

(61) Mr Dailly, CNPF.

(62) Mr Shuman, déc. 1968, cit. in document «Pourquoi nous quittons la CFDT». Un groupe de travailleurs PTT d'Inter-Archives et de Turbigo - Avril-Mai 1977. (63) in brochure de Pierre Monatte: «Où va la CGT? Lettre d'un ancien à quelques jeunes syndiqués sans galons», mai 1946.

mais il trouve, même chez les ouvriers qui bossent avec toi, un prétexte pour qu'ils viennent témoigner contre toi. S'il n'y a pas de syndicat, il ny a pas de preuve, tu n'as aucune chance.» (64).

Ce pouvoir d'établissement dans les entreprises, qui institue pour le meilleur et pour le pire une légalisation durable de la fonction négociatrice dans les conflits entre ouvriers et patrons n'est pas machiavélique dans toutes les circonstances. Si l'information et la défense, que dispense le syndicat à l'adhérent-cotisant-qui se conduit bien-carte-en-main devant le délégué syndical (quelquefois contremaître : fonction publique, entreprises nationalisées...) sont honorables, en outre elles garantissent le recrutement et servent d'unique conviction dans la chasse à l'adhérent. Adhérent suiviste et docile qui ne se double pas d'un militant mais que ménage la sécurisation que procure la carte syndicale et le besoin d'identification à la cause qui promet la défense de son salaire et de ses intérêts particuliers. En retour se constitue, dans la hiérarchie et la bureaucratie syndicale, des experts et des chefs, un système stable de canalisation du mécontentement qui codifie les choix des masses et met en place les rouages et les roueries de la lutte syndicale organisée. Cautèle dans le jeu des partenaires sociaux où le rôle auto-répressif revient aux organisations syndicales sous forme de gendarmerie, protectrice et revalorisatrice de la force du travail certes mais, gardiennes de l'ordre social, les organisations syndicales conservant pour le moment l'essentiel : le capital travail.

La discipline des corps des prolétaires à l'ordre capitaliste pour mieux vivre sa productivité rigidifie la conception syndicale à la mesure de la division du travail consentie.

« Dans le domaine syndical, la prise du pouvoir syndical passe par un syndicalisme de masse. Indispensable, celui-ci ne vise pas seulement à organiser en son sein le plus grand nombre possible de travailleurs, mais doit surtout être capable de les mobiliser à partir de revendications et de perspectives qui traduisent leurs aspirations et d'organiser ses structures pour que le plus grand nombre possible participent à l'élaboration des décisions, et se donnent ensuite les moyens de les appliquer (...)» (65).

Mise en garde des militants aux Etats Major sur l'effet-adhésion. Syndicalisme de masse souhaité en bas et stratégies unitaires au sommet, deux slogans pour « une démarche syndicale pour tous » développée par les publicistes d'appareils soucieux d'accroître leur force et leur présence sur toutes les couches salariées où un espace revendicatif peut-être occupé. Syndicalisation de tous les intérêts qui renforce le salariat, front de tous les mécontents qui englobe aussi bien les ouvriers que les cadres. Cette massification du syndicat, sur des aspirations réformistes, sur le besoin des masses défini comme besoin de consommation populaire, ou sur des

(64) Interview d'un ouvrier, ancien du Comité de lutte Renault.

(65) Positions de l'UD.CFDT du Rhône in *Synd-hebdo* n° 1285 du 2.04.70, « syndicalisme et lutte des classes ».

revendications propres à des catégories diverses et contradictoires de travailleurs, constitue la faiblesse syndicale de syndicats qui par leur idéologie et leur structure se donnent comme syndicats de masse mais qui en même temps n'en sont pas.

• P.P.C.M. et P.G.C.D. (66)

L'idéal à la sauce P.P.C.M. et les pratiques P.G.C.D. se rencontrent à l'horizon 78.

Programmes politiques et syndicaux dans leur spécialité unis derrière « l'action, union, programme commun » avec sa variante gauchiste de queue de cortège : « action, union, révolution » ou gauche autogestionnaire : « programme commun autogéré » (slogan SNCF/manif. 28 avril). Projets économiques de gestion globale, de la société mieux rationalisée avec les nationalisations, service public protégé, qui associe la défense des intérêts des travailleurs à celui de l'Etat-Patron-de-Gauche. C'est la participation ouvrière à la reconstruction de la France aux couleurs du socialisme. Cette assurance de la protection de la force de travail et du développement de la productivité acceptée par la majorité des travailleurs s'accompagne de programmes d'austérité de gauche nécessaires à la reprise de la production dans un capitalisme en crise et plus encore, d'une conversion de l'ancien idéal du XIX^{ème} siècle (cf. Syndicalisme et collaboration, *Révoltes Logiques* n° 4).

C'est l'idéologie du travail dans une économie nationale où l'avenir social est mis sur le terrain du réalisme capitaliste. Travail intensifié, produire plus et mieux avec la participation des travailleurs et cadres à la planification démocratique. Abondance et dressage dans une collaboration à un système qui ne dit pas son nom et qui œuvre de toute façon pour l'intérêt commun. « *En 78 je saurai pour qui je travaille et je fais travailler.* » (Témoignage personnel d'un encadrant-délégué-cégétiste à des subalternes quelque peu je-m'en-foutistes aujourd'hui). Pratique gestionnaire, à tous les niveaux de retour à l'ordre de l'Etat syndical, avec un vent alizéen autogestionnaire, entendu à la base comme réponse aux normes de production dans une discipline commune, dans laquelle le travail prend une valeur d'intérêt commun socialiste contrôlé par chacun regardant sur le travail de l'autre.

Renaissance de la concurrence, nouvelle morale du travail (qui n'est pas possible maintenant parce que la valeur capitaliste du travail n'est pas investie dans l'idéal de la masse syndiquée) nouvel ordre productiviste de guerre du programme commun contre l'encercllement capitaliste. « Un changement politique avec la gauche » (slogan Hacuitex-CFDT mai- 77) suffisait pour redonner du courage.

Mais pour qui travaillera-t-on en 1978 ?

Pierre SAINT-GERMAIN

Michel SOULETIE

Octobre 1977.

(66) p .P .C.M.: plus petit commun multiple; P .G.C.D.: plus grand commun diviseur.

LA SOLITUDE VOLONTAIRE (à propos d'une politique des femmes)

*“Les femmes coupées en elles-mêmes et séparées les
unes des autres ne peuvent rien”.*

Carmen Castillo, pour Béatriz Allende
Libération, 15-16 octobre 1977

- Notre mouvement a une histoire, disent-elles.
- Construisons le mouvement autonome, nous répond-on
- à partir de notre histoire ?

Les lieux et les moments du mouvement des femmes se suivent et se ressemblent parfois, pas souvent, pas toujours. Des grands rassemblements à la Mutualité (oppression, viol) ou à Vincennes (rencontre internationale) à l'éparpillement des groupes de quartier, d'affinités, d'entreprise en passant par les querelles officielles (les éditions des femmes et leurs procès, le “mouvement autonome” et son refus des féministes-petites bourgeoises-sexistes) se pose et s'impose la question : qu'est-ce que le mouvement des femmes aujourd'hui ? Il a été marginal, unique, unitaire ; il est devenu symptôme ou mauvaise conscience, dernier-né ou refoulé des politiques de gauche mixtes, traditionnelles ou extrémistes, **instituées** en tous cas ; il cherche aussi maintenant à s'imposer face à ces groupes comme force autonome. Etait-ce notre but et notre avenir ?

Il faut alors poser à la fois le problème de la, d'une, des politiques des femmes différentes et nouvelles, novatrices par les sujets de ces politiques (nous-mêmes enfin sujettes sans maître) et la question de l'interpellation ou de la récupération auxquelles le mouvement des femmes contraint la gauche et l'extrême-gauche en France. D'où une double interrogation : y-a-t-il une politique des femmes à définir comme telle, quel est l'enjeu du féminisme à gauche ?

Avoir cru à une “année zéro” (1) de la libération des femmes nous a mises d'emblée hors de la problématique d'une juste ligne. Le mouvement des femmes est né sans avoir été programmé et devant le peu d'enthousiasme à nous accueillir, l'affirmation de notre réalité a toujours eu autant d'importance que nos objets de

(1) Libération des femmes, année zéro - Partisans n° 54-55 - 1970.

lutte. Comment ne pas comprendre alors qu'on refusait les alternatives et les priorités, les contradictions premières et les contradictions secondaires ? Puis, face à des choix impossibles où se mettaient en balance la volonté de lutter et la peur du pouvoir, il y eut des moments d'impuissance, blocage né de contradictions et d'antagonismes qu'il ne s'agissait pas d'éliminer ; certaines se sont épuisées à s'en tenir aux premiers élans du mouvement, d'autres se sont organisées.

Ce qui se passe aujourd'hui se veut très différent, en rupture avec les premières années du mouvement ; et chaque groupe, chaque tendance reconstruit une histoire sélective depuis 70. Au lieu de cela, je préfère restituer quelques choix (1), et beaucoup de problèmes...

Dire mouvement et non organisation implique nécessairement, où que l'on soit **dans** le mouvement, une reconnaissance, à des degrés divers, d'une liberté de structures. On n'adhère pas au mouvement comme à un parti et je continue à croire qu'une femme qui se révolte, ici ou ailleurs, se retrouve féministe, et qu'être féministe, c'est participer au mouvement des femmes. Il suffit pour cela de ne pas se laisser pénétrer par les images des médias. En même temps, ce terme, volontairement vague, établit des confusions entre droite et gauche, gauche et extrême gauche. Chacune d'entre nous apporte ses propres choix politiques et les subvertit en même temps puisqu'ils sont tous inopérants dans la lutte des femmes : voter ou ne pas voter, aller vers le PS ou être anarchiste, ce n'est pas cela qui nous fait choisir notre attitude face au viol... Le mouvement des femmes ce sont des femmes en mouvement disait-on ; mais comment ça marche ? Le refus des structures, c'est aussi se laisser prendre entre l'inventivité des initiatives (sous forme imagée : la couleur des slogans et la vie des manifestations) et l'éventualité du terrorisme (circuits de décision occultes parce que sans garantie institutionnelle ; les AG ont toujours plus ou moins mal masqué les réseaux d'influence...)

La liberté de structures est un certain désordre mais n'anéantit pas la politique classique qui nous rappelle à l'ordre ou nous guette dans notre désordre même : l'invention redevient tradition et inversement ; on se vit bien parfois dans l'héritage du militantisme gauchiste (parler à la place des autres, agir pour les autres) ou de l'assistantat féministe (la même chose, versant féminin ?) : il faut soutenir Barbara, et pas seulement en occupant la librairie Des femmes ; aider Hélène Vernet à résister à son expulsion, etc. A l'inverse, la dérision, la polémique et l'humour s'imposent comme démarche politique : ridiculiser l'année internationale de la femme en chantant et dansant la manifestation du 8 mars 75, caricaturer Giroud dans le film *Miso et Maso*.

(1) Il faudrait dire aussi qu'il y a **des** mouvements de femmes. Entre le nous et le je, je n'ai évidemment aucun don d'ubiquité sereine... Si l'on n'appartient pas à un groupe qui porte un nom, il y a toujours, à Paris en tous cas, des groupes informels, réseaux d'affinités et d'histoires communes. Je voudrais que ce texte soit proche des quelques dizaines de copines rencontrées, retrouvées de réunions en réunions et qu'il ressemble aussi aux discussions de ce petit groupe de l'hiver 76 qui s'appelait "espace politique".

Dans l'un et l'autre cas, c'est l'événement qui est privilégié, aussi enfoui dans le quotidien soit-il ; comme si la politique découlait de notre sentiment des responsabilités et des urgences où la présence du mouvement s'impose comme nécessité pour que l'oppression éclate. L'histoire du mouvement est tissée d'initiatives et de structures ponctuelles : "mobilisation" sur le viol, la prostitution, le fascisme... Le MLF a toujours posé ces urgences sans les transformer en interpellation politique permanente. Les campagnes du mouvement sont lancées par certaines et reprises par d'autres ou plutôt, il se produit un glissement de structures (cf. l'avortement et le MLAC, même si ce sont **aussi** les mêmes femmes). Que veut dire ce déplacement lorsqu'il s'agit d'assumer les répercussions sociales d'une initiative ? Faut-il dire que les organisations "gèrent" les révoltes ou bien que le sens d'une lutte se transforme en devenant publique ? Il paraît effectivement simple de faire exploser le statu quo d'une oppression (l'avortement) depuis longtemps refoulée et occultée ; tout se complique une fois faite la dénonciation : si on s'en tient aux refus des priorités stratégiques, comment ne pas se sentir paralysées pour agir ? Comment libérer l'avortement si ce n'est pour libérer les corps ? Quelle politique de la natalité se joue dans cette lutte ?

Ordre/désordre, continuité/ponctualité, ces oppositions appartiennent au mouvement des femmes parce qu'elles représentent notre va-et-vient entre nos repères dans l'éventail politique classique et leur importance dérisoire face à nos problèmes de femmes. Mais ces oppositions répètent un vieux débat entre la réforme et la révolte où on se sent renvoyées dos-à-dos.

Il existe bien sûr des groupes déclarés, de la librairie Des femmes à "Choisir", mais ils restent minoritaires par rapport à la sensibilisation/mobilisation de toutes les femmes qu'on rencontre. On pourrait plutôt dire que cette façon d'être partout et nulle part au travers de démonstrations spectaculaires nous oblige au parasitage : se servir des organisations des autres ; à l'image de la réalité parisienne du mouvement : difficultés pour une maison des femmes, pour un journal féministe. Nous restons plus dans la mixité que nous voulons bien le croire... Dans le discours, au niveau des mots, il y a "nous", et "les mecs", opposition farouche où se ferait tout à coup l'unité si ce n'est entre toutes les femmes, du moins contre tous les hommes ; non pas pour leur déclarer la guerre, comme on aime le dire à droite et à gauche, mais parce que je crois qu'être femme aujourd'hui dans la politique, peut et doit s'entendre comme tel. En même temps, lorsqu'on ne confine pas le féminisme aux problèmes de "bonnes femmes", l'opposition homme/femme peut disparaître dans le concret et nous retrouvons certains "mecs" en accord avec ce qui nous apparaissait nouveau, spécifique à une expression, une volonté féministe. Qu'est-ce qui nous fait tenir alors à l'entre-femmes pour la politique, si ce n'est ce vécu qui nous colle à la peau, oppression et exploitation, qui nous a fait naître au mouvement et nous fait croire que nous pouvons créer une autre façon de faire de la politique ? Carmen Castillo le dit clairement à propos de Béatriz Allende : il faut cesser d'être soit femme, soit militante ; plus même, ce sont les femmes, au nom du quotidien, qui transformeront le rapport à la politique.

Les hommes de qui nous sommes proches n'ont pas ce rapport immédiat aux choses politiques : ils "font" de la politique, rencontrant, c'est possible, des bouts de vécu (armée, prison) ; mais ils peuvent très bien être d'abord spectateurs de l'oppression des autres, identifiés à une exploitation. Notre place est alors confortable : il fallait faire le chemin de refuser de parler pour les autres ; nous pouvons maintenant nous installer dans la légitimation de parler pour soi...

C'est de là que le MLF a tiré sa force : si on nous reproche si facilement, du côté de l'extrême-gauche, d'être des intellectuelles petites bourgeoises, il semble quand même que, pour une fois, la situation d'intellectuelles ne nous plaçait pas hors du champ de l'exploitation et de l'oppression, derrière le paravent de notre fonction sociale. L'avortement, le viol, la discrimination dans le travail. nous touchent indépendamment de notre statut social même si le mouvement et la situation des femmes restent traversés par des clivages de classe. Je crois que c'est ce qui a permis qu'un large groupe d'intellectuelles ait pu, pendant plusieurs années, avoir une force militante réelle, radicalement neuve par rapport à l'histoire politique des intellectuels : nous n'intervenons pas sur une scène, ailleurs ; nous étions sur scène... Il ne pouvait pas y avoir de mouvement des femmes sans MLF ; encore faudrait-il en tenir compte aujourd'hui si l'on ne veut pas que le mouvement des femmes répète tranquillement les impasses masculines.

Je ne voudrais pas invoquer la simplicité et la naturalité du vécu des femmes comme une définition de leur politique. Nous arrivons au mouvement avec des révoltes, positif de tout ce négatif accumulé dans nos histoires individuelles et l'entre-femme qui nous paraît évident à vivre pour lutter créer un nouveau vécu : la solidarité qu'on nous propose pour sortir de l'isolement concurrentiel, la sororité, c'est aussi bien la violence, qui s'exerce à contrejour des euphories et des rires, que l'amour sororal semblable à un mythe qui masque les luttes de pouvoir et les partages de classe. Etre entre femmes, c'est y mettre quelque chose de sa vie, c'est plus qu'agir ou militer ; c'est mêler, et pas seulement lier, vie privée et vie politique, c'est aussi mettre à une certaine place la mixité quotidienne (de travail ou/et d'amour ; homo/hétérosexualité). Vivre proches dans des groupes de femmes qui vont de la prise de conscience au militantisme, ce n'est pas se faciliter la vie politique : la critique devient agression et la peur de la violence, souffrance insupportable, refoule les questions exigeantes ; à la différence des groupes mixtes aux affrontements apparemment plus dialectiques, aux lignes de fuite plus nettes en cas de conflit...

Question de nature des femmes où la tête ne sait pas vivre sans corps, question d'histoire des femmes où se retrouver ne peut se faire sans la résurgence de la haine inculquée ?

Certaines parlent non seulement de nouvelles pratiques politiques, d'une autre définition du politique, mais d'une nouvelle culture... Pas facile de marquer la rupture, de faire le partage entre l'invention ou la réappropriation en positif de ce qui fut minorisé. Ce qui est sûr, c'est que nous avons maintenant des mythes, seule

façon sans doute dont les médias digèrent un mouvement de révolte : la télévision propose un féminisme raisonnable et décoloré quand Benoîte Groult, dans le film sur sa vie, nous démontre comment notre bonheur d'aujourd'hui, nous femmes, passe par un féminisme qui rénove, et la famille, et le statut social bourgeois (1). Agnès Varda, à qui on n'a pas envie de prêter d'intention conservatrice, nous montre dans *L'une chante, l'autre pas*, une sororité sans conflit, la liberté pour chacune d'accéder au degré de libération qui lui convient, fut-il le plus adéquat aux valeurs traditionnelles, un féminisme qui inclut la lutte pour l'avortement et la contraception mais qui n'entraîne aucune contestation politique de la société. Alors, le féminisme, une valeur sûre pour s'épanouir dès aujourd'hui sans avoir besoin de lendemains différents ?

Pendant plusieurs années, le mouvement des femmes a vécu de petits groupes éparpillés, qui coexistaient ou s'affrontaient, mais qui n'auraient jamais renoncé à être parties prenantes du mouvement des femmes. Puis, certains groupes n'ont plus supporté les actions ponctuelles qui sautaient de manifestations en campagnes ; certaines ont voulu que l'imaginaire revendiqué s'inscrive dans la réalité quotidienne : le désordre du MLF fut taxé de comportement bourgeois et élitaire. Aujourd'hui, la tendance "lutte de classes" du mouvement, ou encore le "mouvement autonome" se veut en rupture avec ce passé.

Par sa démarche même le MLF rejette la femme "ordinaire", celle-qui-est mariée-travaille-et-vit-en-banlieue. L'argument n'est pas nouveau et pourquoi ignorer que les luttes des femmes font souvent éclater la vie privée de chacune, que ce qui se déplace dans nos vies est aussi bien cause que conséquence de notre arrivée au mouvement des femmes. C'est à partir de soi et non à partir d'une autre qu'on se décide à lutter. Mais le mouvement autonome préfère se dire étranger au MLF et affirmer que le MLF est étranger au gauchisme, c'est-à-dire bourgeois ou petit-bourgeois. On lit effectivement dans différentes brochures (2), à la rubrique "historique", que le MLF est une pure abstraction et que toutes les luttes des femmes depuis 7 ans lui sont lointaines puisqu'il ne vit que de groupes de conscience : de Psyk et Po aux Féministes révolutionnaires on ignore le système social, les analyses sont a-historiques (nous aussi sans doute !)

D'autre disent différemment : le MLF a servi de détonateur, il a induit une prise de conscience nécessaire ; mais au lieu de faire tache d'huile, il est devenu peau de chagrin, ghetto de marginales aux subtils débats théoriques (3).

(1) 11 septembre 1977- FR3 "L'homme en question".

(2) Rencontre nationale d'ouvrières et d'employées nov. 75 (Femmes travailleuses en lutte) Femmes, osons lutter - oct. 76 - Cahiers pour le Communisme n° 9.

(3) Brève histoire du MLF. Pour un féminisme autogestionnaire. Savelli 1976.

Et pourtant, comment couper le mouvement des groupes de femmes qui naissent un peu partout, comment ne pas voir que si le MLF fonctionne comme un repoussoir (en grande partie grâce aux médias) il a aussi permis la naissance de tous ces groupes de femmes. Seulement voilà, il s'est diffusé sans les maillons d'une organisation, il a utilisé la télégraphie sans fil de la révolte. Donc on peut continuer à penser que le MLF c'est 300 folles intellectuelles parisiennes.

D'ailleurs c'est **aussi** vrai. Qui sont-elles ? Elles sont souvent passées par le gauchisme ; comment font-elles pour ne pas s'entendre avec le gauchisme d'aujourd'hui ? Elles n'en gardent pas un bon souvenir et le MLF, quand on le fait surgir de l'atmosphère de 68, s'est construit dans l'agressivité à l'égard des groupes gauchistes mixtes, Rouge, Gauche prolétarienne, Vive la révolution. C'est bien ce qui les sépare des gauchistes d'aujourd'hui.

Si les différents groupes du mouvement autonome se disent plus dans l'héritage du mouvement ouvrier que dans le lignage du MLF, c'est au prix d'une méconnaissance dont la charge est explosive : elles réduisent l'histoire du féminisme à un problème de droit, de suffragisme ; elles parlent de nos grands-mères comme de bourgeoises revendicatrices. Or l'histoire des femmes en lutte ne se partage pas entre les grèves de femmes et les socialistes-femmes d'un côté, et les conquêtes de droits, les féministes bourgeoises de l'autre. L'histoire du féminisme, c'est aussi et beaucoup l'histoire des féministes socialistes (et pas seulement des socialistes-féministes). L'ignorer ou le minimiser permet de ne pas penser l'histoire des conflits entre ces femmes et le mouvement ouvrier (des saint-simoniennes aux pacifistes du XX^e siècle) et de ne pas trop dire que le mouvement ouvrier s'est servi du pouvoir patriarcal comme les capitalistes et les bourgeois. L'admettre n'implique pas nécessairement qu'on tombe dans l'excès inverse, remplacer la lutte des classes par la lutte des sexes ; là encore, on peut peut-être s'éviter les priorités stratégiques, celles qui obligent à refouler des problèmes.

Mais il y a au moins deux raisons pour que cela soit impossible : le mouvement autonome ne réclame cette autonomie que parce qu'il est justement absorbé par sa dépendance à l'égard de la gauche, syndicale ou organisationnelle (pêle-mêle : la CFDT, le PSU, Rouge, l'OCT...) et même si les groupes femmes de ces organisations se heurtent indéfiniment à la hiérarchie masculine, il y a des mises en cause qu'ils ne peuvent pas faire. Attaquer les ouvriers et les délégués des ouvriers aux organisations militantes c'est introduire la division. A l'inverse, on nous taxe tout de suite de confusionisme si on ne spécifie pas que les femmes du peuple sont le moteur de la lutte des femmes. Pour le mouvement autonome, l'axiome du MLF c'est : "nous sommes toutes sœurs" (c'est-à-dire la lutte des sexes passe avant la lutte des classes) ; ce qui est mettre sur le même plan l'oppression de la femme riche et l'exploitation de la femme pauvre (1). N'est-ce pas là encore simplifier ? Il est loin d'être sûr que le marxisme suffise à rendre compte de la situation et de la révolte des femmes ;

(1) L'exploitation est de l'ordre du travail, et l'oppression renvoie à l'idéologie (de l'avoriement au viol).

je ne sais pas toujours très bien faire le partage, dans un cas concret entre ce qui relève de l'oppression ou de l'exploitation. "Matérialisme hystérique" (1) disaient-elles sans se sentir coupables vis-à-vis des théories masculines ; ne faut-il pas justement établir des confusions explosives ?

Était-ce faire du gauchisme de gauchisme ? Il est sûr que le MLF fut un des premiers à poser la question de la figure hiérarchique, du pouvoir et de l'organisation face à l'image idéalisée de la société future. Il est certain aussi que les femmes, partout dans le mouvement, redisent sans cesse que les prises de parole de la "super-militante" et les rapports de force les renvoient à leur oppression de femmes et mettent en suspens le sens de leur libération (2). Ces plaintes et ces reproches sont sûrement entendus mais de quel poids pèsent-ils face à une certaine ambition du mouvement autonome ? Ambition de compter dans la balance des syndicats et des partis, de s'en donner la possibilité par un pouvoir de coordination. Là se joue alors un jeu très compliqué où il faut en même temps structurer l'ensemble du mouvement sans renier son appartenance politique (3), où il vaut mieux, même, pouvoir se réclamer d'un groupe/tendance/parti plutôt que de se réclamer de rien du tout : *l'information des femmes*, bulletin de liaison et d'information de tous les groupes, proche du mouvement autonome, oublie sa critique de bourgeoisisme pourvu qu'il y ait une référence à un parti de gauche (4). Dans la pratique, **elles aussi** subvertissent les familles politiques au nom du mouvement des femmes ; "sororité" réelle mais dont je vois mal comment elle se vit ailleurs que sur le papier : les AG de coordination suscitent des débats de tendances et les "organisées", occupées à faire passer une ligne, obligent nécessairement aux rapports de force et au pouvoir structuré.

Comment les femmes voient-elles leur lien, le parallèle avec ce qui est nécessairement nommé le mouvement ouvrier ? (c'est le seul terme possible pour faire le lien avec le mouvement des femmes). Si l'on scande : "pas de libération des femmes sans socialisme, pas de socialisme sans libération des femmes", slogan qui a ses variantes (on peut remplacer socialisme par autogestion, anarchie, etc.) on suppose que le féminisme était en puissance dans ces diverses théories et pratiques politiques ; mais dites-moi alors pourquoi cette vérité n'a pas surgi avant ? Il y a déjà un siècle qu'ils sont là...

(1) Semaine de la pensée marxiste, printemps 75, un slogan qui a horrifié la tribune.

(2) *L'information des femmes* n° 13, février 77, p. 5 ; communiqué des groupes femmes Marseille.

(3) Cf le débat entre Femmes Travailleuses en Lutte et Pétroleuses, in *Rencontre nationale d'ouvrières et d'employées*, 29 et 30 novembre 75 et la réponse dans *Les Pétroleuses* n° 5.

(4) Cf. l'annonce pour le MIFAS, mouvement d'intégration des femmes à l'action socialiste dont le programme se veut semblable aux autres groupes : autonomie et rapport de force avec la maison-père, le PS. Intégration/autonomie : que de gymnastique en perspective !

On me répondra que c'est une affaire de complétude, que la lutte des femmes parachève les théories socialistes et révolutionnaires : ce qui était en puissance s'avère être l'ultime étape d'un processus, ce qui revient au même. On découvre tout-à-coup que la révolution sera imparfaite si on oublie la moitié du ciel, plus même, qu'il sera impossible de la mener à bien sans le concours des femmes. Utiles à l'ombre des luttes, nous nous retrouvons au cœur du combat ; cela a de quoi susciter l'ironie. Mais ce qui me gêne plus encore, c'est l'insistance à vouloir **démontrer** la justesse de notre démarche, les tracts et les textes qui disent, lors des heurts avec le service d'ordre de la CGT par exemple, que nous sommes de leur côté et qu'il est vraiment triste qu'ils ne le comprennent pas. Pourquoi irions-nous leur prouver que nos luttes "unifient" (1) la classe ouvrière ? Quel sens politique cela a-t-il de vouloir les **aider** à comprendre ?

Dans les deux derniers cortèges du 1^{er} Mai, des femmes furent partagées entre leur envie de défiler avec les groupes femmes et leur insertion dans leur section syndicale. Etaient-elles d'abord travailleuses, femmes en lutte ensuite, ou l'inverse ? Cette question ne soulève pas seulement un problème de place mais met en jeu toute l'analyse du mouvement des femmes. Jeannette Laot explique que du point de vue des syndicats en tous cas (la CFDT) c'est la situation des travailleuses, seule, qui les concerne (2). Admettons que le syndicat ne puisse pas prendre en compte la femme du militant coincée à son foyer ; mais que dire des groupes d'extrême-gauche qui affirment que poser les problèmes des travailleuses c'est englober nécessairement les problèmes de toutes les femmes ? Est-il vraiment certain que l'œil de l'ouvrière voit plus juste que celui de la ménagère, de la femme au foyer, de l'employée mère de famille... ? (3) Autre question, même problème : quelles sont les luttes des femmes ? Là encore faut-il faire des partages ? Entre les problèmes de l'emploi et du chômage et les problèmes d'avortement et de viol, il n'est pas facile d'ordonner les priorités ; témoin la rencontre internationale de Vincennes de Mai 77 où si le projet de départ concernait le travail et l'emploi des femmes, la réalité des commissions fit largement état de tous les problèmes, et ce fut certainement la cause de sa réussite*. Sans doute faut-il dire, avec le mouvement autonome, que ce ne sont pas les objectifs des luttes qui séparent les différentes tendances du mouvement des femmes mais les démarches utilisées (démonstrations spectaculaires ou travail de commissions) ; mais est-ce vraiment une alternative ?

(1) *L'information des femmes*, n° 7, p. 16 et n° 10, p. 12 : tracts de Toulouse.

(2) Côté militantisme, il est sans doute difficile de se situer d'emblée comme femme. Ne faut-il pas d'abord faire ses preuves de bonne militante asexuée avant de pouvoir s'impliquer dans les commissions-femmes ? Le livre de Jeannette Laot *Stratégie pour les femmes* en témoigne ; les militantes de 77, moins isolées, ne semble pas dire autre chose... Qu'est-ce qui se renforce au lieu de se libérer ?

(3) *Femmes Travailleuses en lutte*, rencontre nationale. p. 16.

* Il faut quand même dire qu'un certain nombre de groupes étrangers ont refusé cette rencontre par rejet du dogmatisme "lutte de classe" et qu'une autre rencontre eut lieu, à Amsterdam, en Juin 77 – cf. *L'Information des femmes* n° 18.

Là se boucle le cercle des questions ; non pas que tous les problèmes soient abordés, mais parce que je suis revenue au point de départ. Un certain MLF est mort. Un autre a surgi un peu partout dans des groupes multiples, organisés ou non. Il s'étend et se répand pendant qu'une certaine dynamique se perd et qu'apparaît la répétition. Mais comment faire autrement ? L'oppression se répète et nos dénonciations successives ont fini peu à peu par nommer publiquement tous les mécanismes cachés de ces oppressions (après le viol, que dénoncer, si ce n'est à nouveau le travail et l'éducation des femmes, les conditions de l'avortement ou celles de notre vie quotidienne ?) Devons-nous pour autant nous réinsérer dans la machinerie politique traditionnelle ? Certaines femmes s'y refusent, et avec obstination ; que proposent-elles alors ?

Elles disent que si c'est à partir d'elles-mêmes qu'elles arrivent au mouvement des femmes, seul l'échange des luttes, confrontation réciproque, peut avoir un sens (des ouvrières aux mères célibataires et des prostituées aux employées) (1).

Elles voudraient une coordination **horizontale**, hostile à une organisation centralisatrice, des groupes féministes ; espoir d'un mouvement des femmes définitivement étranger à la violence des institutions patriarcales (2).

Elles se contenteraient, et ce n'est pas facile, de parler d'**antagonisme** pour définir nos liens conflictuels avec les forces de subversion sociale ; étant entendu qu'il n'y a ni liaison naturelle et spontanée, ni indifférence agressive à l'égard des autres luttes sociales (3).

Si nous ne nous reconnaissons pas dans ces exigences, l'après-MLF risque d'être un enterrement de plus. Quand on sait que l'histoire du féminisme depuis 1830 est une suite d'émergences et de disparitions, on ne peut qu'avoir peur que nos révoltes se perdent dans les dédales des institutions politiques ou de la récupération commerciale. Marcuse disait : on ne peut pas s'attendre à ce que la libération soit un sous-produit de nouvelles institutions, elle doit naître dans les individus eux-mêmes (*Libération* 15 Mai 74, débat à Vincennes). Libération/institutions : est-ce un antagonisme irréductible ? auquel on ne peut échapper ? En tous cas, les femmes du MLF ne voulaient plus militer comme les gauchistes pour la classe ouvrière ; ou pour les femmes de la classe ouvrière. Mais à la différence des gauchistes, les femmes du mouvement autonome ont rencontré beaucoup de femmes, ouvrières ou pas ; du coup, elles ne sont pas aussi sages que leur organisation le souhaitait, elles ont une dynamique qui déborde les structures ossifiées. De l'OCT à Rouge, les femmes de ces organisations se sont donné, de fait, une indépendance, qui est devenue, à l'intérieur de ces organisations, une véritable force politique. Il se produit alors comme un balancement entre l'inféodation à la ligne "*d'en haut*" et la

(1) Le rire des femmes, *Magazine littéraire*, Mai 76.

(2) *L'information des femmes*, act. 77, p. 19, appel de 18 femmes pour une coordination horizontale.

(3) Cf. le très bel éditorial du n° 1 de *La revue d'en face*.

possibilité acquise d'un pouvoir de manipulation ; entre l'excès de subordination et la volonté de pouvoir. Certaines se sont vues piégées dans cette alternative et se proposent d'être les "*dissidentes*" des institutions d'extrême-gauche, de se regrouper comme telles. De l'autre côté, même radicalisation : certaines apparaissent définitivement bourgeoises. F Magazine ne fait même pas semblant d'être féministe mais a grand besoin d'utiliser des femmes féministes. L'ère de la gestion de ce qui fut commence. Dans ces extrêmes, nous rencontrerons-nous encore ?

La politique des femmes est née dans la dénonciation des crimes contre les femmes et avec la prise en charge de notre défense ; elle ne peut pas s'en tenir là. Elle nous ouvre un espace où ne s'accumulent pas seulement les problèmes-femmes mais où tous les faits politiques se questionnent : nous ne voulons pas nous enfermer dans les problèmes femmes, compartiment spécifique des luttes globales et il nous est difficile, en même temps, de faire une analyse féminine et féministe de n'importe quel événement politique : le terrorisme allemand nous touche comme n'importe quel "*mec*" et en même temps nous avons d'autres questions : comment les médias partagent le monde des femmes entre égéries terroristes et femmes mineures (les otages) comptées avec les enfants et les malades ? Analyse, question politique différente... Et la pratique ? y aura-t-il un ailleurs où s'apprendrait la réconciliation du quotidien et de la scène politico-sociale ?

Geneviève FRAISSE.

Libération

MON AMOUR ?

Depuis plusieurs années *Libération* quotidiennement donne le point de vue du gauchisme inorganisé sur l'actualité de la contestation, et est ainsi devenu la dernière – et principale – forme organisée de ce gauchisme, issu pour l'essentiel du militantisme dans la mouvance maoïste... En ce sens, « *parler de Libé aujourd'hui, c'est parler de l'histoire du mouvement, de l'après-68* » (P. Gavi). Dans l'évolution de *Libération* il est possible de lire les transformations d'une certaine pensée gauchiste, centrée autour de l'idée mao-gépiste : « on a raison de se révolter ».

Cette histoire, qui nous est en grande partie commune, nous n'avons pas voulu la faire simplement de l'extérieur, en tant que consommateurs insatisfaits ; nous avons tenu à interroger quelques-uns (1) de ceux qui font *Libération*, pour avoir le « point de vue de l'intérieur » sur l'évolution du journal et de ceux qui le fabriquent. Et, au-delà, nous ne pouvions rester indifférents à la mise en représentation dans *Libé* de cette histoire du gauchisme, qui est aussi en grande partie la nôtre, à son utilisation et aux conclusions qu'il faudrait, nous dit-on, en tirer .

Libération au départ se donne comme le projet d'un journal de contre-information sur la France d'en-bas, donnant la parole au peuple et lui permettant d'en garder le contrôle par l'institution des Comités-Libération. « *Que Libération vive et ce sera la preuve que le secret de Libération c'est tout simplement la démocratie. La population veut exercer son pouvoir de contrôle, aussi, sur l'information... Notre pauvreté c'est aussi paradoxalement peut-être notre force. Celle de pouvoir tout dire. Celle d'être le porte-voix de la population, de ses débats, de ses contradictions comme de ses espoirs, de ses inventions comme de ses révoltes... la France d'en-bas, celle des grands ensembles, des champs et des usines, celle du métro et des tramways, prend la parole* » (n° 12).

Cette volonté de faire un journal gauchiste-populaire a manifestement échoué. Progressivement le France des HLM, des champs et du métro a disparu du journal, et la France des usines n'y occupe plus qu'une place très réduite. C'est qu'aujourd'hui *Libé* est devenu tout à la fois une entreprise de presse, une institution culturelle, un appareil idéologique. Sur ce constat, tous ceux qui font *Libé* sont d'accord, sans d'ailleurs s'en satisfaire. Mais en même temps ces trois aspects sont sans cesse

(1) J. Beth, P. Gavi, T. Haupaïs, S. July, B. Mei.

renvoyés l'un à l'autre : les nécessités de la production renforcent le côté institutionnel ; l'institution exige un certain type d'organisation du travail ; l'idéologie combat les effets négatifs de la division du travail et de l'institutionnalisation professionnelle et tout à la fois les suppose. D'où une insatisfaction générale et dans le même mouvement la possibilité de toujours se justifier.

– I –

Comme entreprise de presse, *Libé* a rapidement rencontré les contraintes de la production. L'amateurisme n'est pas de mise lorsqu'il s'agit de sortir une édition tous les jours et les rythmes de travail, qui pèsent sur tous les fabricants, exigent en retour qu'ils disposent d'un bon outil. Lequel suppose d'être servi par de bons ouvriers. Le passage à *Libération* signifie l'apprentissage du métier de journaliste permettant de livrer au lecteur le meilleur produit possible. Il n'est pas question de critiquer le professionnalisme en ce qu'il permettrait, avec de meilleures conditions de travail et l'acquisition d'une compétence, d'améliorer le journal ; il s'agit de critiquer les effets qu'il produit.

Sans doute existe-t-il de grandes différences entre les rédacteurs de *Libé*. Mais progressivement, dans son histoire, la fonction de journaliste s'est transformée en même temps que l'équipe se stabilisait : on était journaliste par militantisme, on devient journaliste de profession. « *On conserve des liens historiques avec le mouvement qui nous a donné naissance, avec certains tics, certaines manières d'interpréter les événements, certains points de culpabilité, mais néanmoins on rentre dans une autre tranche que je caractériserai par le Club de la Presse où S. July interviendra chaque semaine sans le moindre contrôle de la rédaction, par les éditoriaux qui ne sont plus contradictoires, par la naissance du concept d'une direction politique, par une sorte d'admiration pour les journalistes professionnels, Ferniot, Colombani ou J. Daniel, par toute une série de tentatives de professionnalisation* » (P.G.).

« *C'est une contradiction dans Libé, c'est tout* » (T.H.). Seulement elle risque de se payer en retour par un désengagement politique, elle conduit en tout cas à la mise en place de formes précises d'organisation et de division du travail, tant à l'intérieur de l'équipe rédactionnelle (hiérarchie, contrôle, etc...) qu'à l'intérieur de l'ensemble du personnel. Il y a ainsi une coupure nette entre fabrication et rédaction, alors qu'au départ les militants s'étaient simplement partagé le travail. Aujourd'hui les deux secteurs ne se connaissent pas, ceux qui fabriquent le journal le soir ne rencontrant pratiquement jamais ceux qui l'écrivent dans la journée. Pourtant l'accès au Comité de rédaction est ouvert à tous les membres du journal, la rotation sur les postes de travail est admise en principe mais compliquée à faire passer dans les faits.

La fabrication a essayé plusieurs fois de réagir contre cette situation. La rédaction est essentiellement masculine et le clavier féminin.

Une tentative de fonder un groupe femmes à l'intérieur de *Libé*, et qui aurait regroupé toutes les femmes du journal, a été rejetée en assemblée générale par un vote qui présentait cette originalité unique dans l'histoire du quotidien : le droit de véto, effectivement appliqué par trois hommes avec l'argumentation suivante : alors qu'on met en place une structure démocratique inconnue dans la presse : le comité de rédaction ouvert à tous, la constitution d'un groupe de pression serait la négation du pouvoir de débat et de décision de cette assemblée générale quotidienne !

B.M., ancienne claviste : « *Un jour, nous avons voulu faire paraître dans le journal quatre pages sur la fabrication. Sur, et non pas de la fabrication, puisqu'il y a les mêmes clivages que dans la rédaction. Ils n'ont pas supporté qu'on raconte simplement comment ça se passe dans le journal : on a failli se battre, certains ont même menacé de quitter le journal si c'était publié, voir de l'arrêter (et de quel droit, pourtant ?). Par exemple, un claviste avait écrit un texte qui comparait le bruit que faisait le clavier et le concert de Keith Jarrett à Cologne : ce n'est jamais passé. Ce qui les faisait chier, c'est qu'était porté sur le journal un regard qu'ils n'avaient pas. Ce n'était pas pour eux une analyse politique du journal...* ».

A un autre niveau, et par provocation, apparurent les notes de clavistes qui provoquèrent au début l'indignation de certains rédacteurs.

– II –

Obligé de se soumettre aux exigences de la production, *Libé* a rejoint le groupe des journaux sérieux. « *Il y a un vieillissement normal : on passe du radicalisme au journalisme professionnel de l'extrême-gauche. Mais ça ne m'effraie plus de penser que Libé est un quotidien parmi les quotidiens* » (T.H.). *Libé* devient ainsi une institution, reconnue par les autres institutions, – même avec un léger sourire. Le bon journaliste (ou directeur) de *Libé* est désormais un interlocuteur valable auprès des autres médias et mérite d'être invité au Club de la Presse d'Europe 1, où il jouera le rôle qu'on attend de lui, en posant à G. Marchais par exemple une question sur l'homosexualité vue par les communistes, ou la drogue. Entre tous les organes de presse s'effectue ainsi une sorte de partage des tâches et de répartition des compétences. *Libé* est une institution qui gère une partie de la surface sociale, bien plus qualifiée qu'aucune autre pour en exprimer les mouvements profonds : « *Ces détails c'est peut-être les seuls qui nous soient laissés, puisque la politique politicienne échappe à Libération, dans ce cas là il y a une sorte de répartition des tâches, et ça je crois que Libé en est très conscient, à chacun sa spécialité ; en termes de marketing, on dirait : à chacun sa cible, à chacun son terrain. Notre terrain, c'est celui de la marginalité, celui en plus où on fonctionne le mieux, et je dirais même à la limite que les journalistes professionnels d'autres journaux, c'est ça qu'ils attendent de Libération, qu'on couvre ce terrain là, ils demandent pas qu'on couvre d'autres terrains, ils trouvent que dans notre terrain, on ouvre une fenêtre sur ce monde qu'eux ne connaissent pas.* » (P.G.)

C'est ainsi que T. H. voit l'originalité de *Libé* en général, et dans son secteur (culture-musique-pop) en particulier. *«Je ne parle pas des pop-stars, mais des gens originaux dans ce qu'ils font, dans ce qu'ils écrivent, dans leur organisation. Aucun autre journal n'en parle. Au niveau culturel Libé est un tremplin énorme. Mais à double tranchant: il sert à rendre célèbres des gens qui peut-être après pou-ont dans le show-business. Mais aucun autre journal ne le fait: traiter ainsi la culture, ou le viol.»*

Le journal se professionnalise en même temps que le gauchisme entre en crise. Ainsi *«au fil des années de la création de Libé, le branchement organique qu'on pouvait avoir avec le monde militant va complètement se dissoudre simultanément avec la dissolution des formes les plus spectaculaires de ce mouvement.»* (P.G.)

«Si un jour des trucs éclatent dans tous les sens, ça va transformer Libé. Mais s'il ne se passe rien? Il y a un appauvrissement autour de nous: à Libé on a le sentiment d'être très seuls. On casse du sucre sur le dos de Libé et c'est parfois très justifié. Mais on n'est pas en dehors de l'histoire.» (T. H.).

Comme l'histoire est celle de la désagrégation du militantisme et de la méfiance à l'égard de «l'idéal militant», il y a un rejet de tous ceux qui semblent encore attirés par le vieux monde: *«à partir du moment où il y a eu des militants, pas des anciens dirigeants, mais de simples militants, avec leur langage d'ailleurs complètement rétro, qui sont venus à des comités de rédaction, il y a une sorte de réaction collective de peur par rapport à eux qui se traduit très souvent par une agressivité et une manière de leur parler qu'un cadre supérieur n'aurait peut-être pas par rapport à un ouvrier.»* (P.G.)

Au-delà, la traversée de la crise de la pensée gauchiste modifie le rôle de *Libé*: *«Les gens considèrent Libé comme une forme de poursuite de l'extrême-gauche dans les années 70. Or ce n'est rien d'autre qu'un quotidien, même s'il est démarqué par rapport aux autres quotidiens... Il n'y a pas d'unité idéologique à Libé, mais au contraire de nombreux désaccords entre les gens qui y travaillent. Ce n'est pas une organisation et ça n'a pas à l'être. C'est un journal»* (T.H.)

Libé se retrouve ainsi suspendu un peu en l'air à sa pure fonction journalistique. Nouvelle situation qui retentit sur la conception même de l'information qu'il lui revient de traiter.

Renvoyé à sa fonction journalistique, *Libé* passe de la formule donner la parole au peuple à donner des informations. Il s'agit moins d'informer sur la France d'en-bas, que d'informer tout simplement. S. July *«peut se demander si les camarades de Libération, en devenant plus journalistes, n'ont pas la tendance classique, elle, à fuir la France et ses profondeurs laissant croire en fin de compte, qu'en France on s'emmerde, qu'il ne se passe pas grand chose»* (numéro 1000), la réponse est claire: il ne se passe pas grand chose et les journalistes du secteur social, par exemple, sont fatigués d'avoir à rendre compte de conflits toujours semblables... En conséquence l'évolution de la vie rencontre les nécessités de la fabrication d'un journal d'in-

formation : « *l'actualité, tu dois la traiter. C'est le point de vue de l'information, comme dans tout journal. C'est un combat financier.* » (T.H.)

Une information à la fois classique (comme tout journal) et à la marge, et qui suppose la liberté d'infonner.

Symbole de l'institutionnalisation, quand *Libé* rencontre ses occupants et refuse de se plier à leur diktat au nom de son indépendance : face à d'ex-gépistes, jadis grands artisans de l'occupation-pression sur la presse, rêvant de l'irruption au *Monde*, image du journal indépendant fabricant d'opinion publique, vénéneux ou silencieux, mais malgré tout proche, – une nouvelle génération de dénonciateurs de la « presse pourrie »...

– III –

Libé est représentatif d'une opinion marquée par la crise de la pensée gauchiste et en particulier par son aspect le plus à la mode, la remise en cause du marxisme comme pensée totalitaire. Aussi les temps présents sont-ils caractérisés comme annonçant la fin des certitudes tranquilles. Pas un modèle, pas une référence qui puissent autoriser la construction d'une vision du monde cohérente et positive. A la naissance de *Libé*, dit S. July, « *il y avait une aspiration démocratique qui s'exprimait dans le fait d'échapper au discours de la ligne, de l'orientation, de la stratégie, en tant que renvoyant à une totalité fermée, pour l'essentiel à une organisation ou à une autre. La question de la crédibilité du journal, et dans un premier temps essentiellement par rapport aux lecteurs, s'est posée en ces termes : que Libé soit effectivement vécu, appréhendé, utilisé par les lecteurs potentiels ou réguliers comme étant réellement indépendant. Indépendant ça veut dire : prenant comme base l'ensemble des crises qui déterminent le moment idéologique, la crise de la stratégie, de l'idéologie, la crise organisationnelle pour un groupe.* »

« *Au fur et à mesure des années les certitudes acquises sont remplacées par des interrogations... Si je ne mets rien en question je suis stalinien... je suis obsédé par l'idée de faire bouger les choses de poser des interrogations. On n'a plus de modèle de société à proposer. On est en recherche continue d'une société vivable où les individus soient responsables d'eux-mêmes, où les formes de travail, d'habitat, etc..., soient transformées. Pour ça il faut passer sur le corps du capitalisme comme du socialisme. Nos utopies sont complètement ailleurs* » (T.H.)

Entre temps le paysage idéologique s'est transformé. *Libé* apparaît au moment où l'union de la gauche commence à devenir hégémonique, « *ce qui a pour effet d'exclure tout ce qui s'y refuse, tout ce qui reste marginal par rapport à ça* » (S.J.). Toutefois, bien que *Libé* se définisse au départ contre l'union de la gauche, il n'en prendra pas moins parti pour son candidat aux élections de 1974. De même, face à la remontée du syndicalisme, l'équipe qui couvre actuellement le social, à son entrée en fonctions, reproche à ses prédécesseurs de ne pas s'intéresser suffisamment aux grandes centrales ouvrières puis s'efforce de rester en bons termes avec elles, « *pour préserver ses sources d'information* ».

En même temps que la gauche se refait une jeunesse, les idées gauchistes sont «récupérées» par les gestionnaires du management politique et contribuent à alimenter le modernisme idéologique.

Dans ces conditions *Libé* a bien du mal pour continuer à «*penser de façon originale*» (T.H.)

En particulier il lui est difficile de penser les phénomènes massifs du syndicalisme ou de la critique. «*Le discours dominant (dans le journal) au niveau idéologique est très marcusien : embourgeoisement et encadrement de la classe ouvrière qui lui permet rarement d'échapper à sa domination idéologique... La majorité de l'équipe se désintéresse du social. Mais quand il y a brèche, il y a intérêt, comme dans le cas de la grève des pendules à Dubigeon. S'il ne s'agit que d'une grève banale avec occupation, délégués, etc..., c'est vrai que personne n'a envie d'y aller.*» (S. J.)

«*Il n'y a plus d'alternative du côté de la classe ouvrière. La vision de la classe ouvrière s'est complètement modifiée, les gens s'en sont détachés pour plein de raisons. Terminées l'histoire de la prise du pouvoir, une certaine vision du socialisme, etc... Il y a désormais une meilleure appréhension des contradictions au sein du peuple qui fait qu'à un certain moment tu en arrives à le détester ou à ne pas l'aimer... En outre il n'y a pas de théorie alternative comme il y en avait avec les maos, etc... Tout mouvement dont on voulait montrer les côtés novateurs illustre quelque chose, une théorie alternative de la révolte... Résultat : le journaliste de *Libé* ne sait pas ce qu'il va mettre en avant, il n'est dans aucun mouvement, il ne se sent porté par rien.*» (P.G.). En outre, «*les grèves, ça ne fait pas vendre : les lecteurs ne lisent plus sur les grèves. Le secteur social de *Libé* n'existe plus. Même s'il se passe des choses très riches encore, *Libé* est fatigué de les mettre en valeur et elles se passent de plus dans un autre contexte, le contexte syndical.*» (P.G.).

Incapable de réfléchir la situation nouvelle, mais obligé d'en traiter, *Libé*, par réaction, adopte un ton qui le caractérise, celui de la dérision face au «sérieux» de la politique, Ainsi «*par rapport à la solution de la gauche, *Libé* est à côté. On en fait une critique je m'en-foutiste, dérisoire. Ce n'est pas un sujet qui nous intéresse beaucoup. On n'a pas d'espoir de changement par là*» (T.H.), «*ça me fait chier comme tout le monde à *Libé**» (B.M.). Sauf que la dérision et la grosse rigolade n'aident pas à comprendre comment on en arrive là, pourquoi ça marche, et permettent finalement de s'accomoder de la situation plutôt que de la combattre.

D'un autre côté P. Gavi estime que «*mettre à l'écart la politique politicienne est aussi stupide que ne faire que ça car macrostructures et microstructures se combinent, il faut savoir comment se jouent les rapports de force, de pouvoir*» et S. July pense que «*le journal ne doit pas être indifférent par rapport à ces événements*». Ce qui introduit, à côté de la dérision, un autre traitement, à la professionnelle cette fois, privilège le plus souvent du rédacteur en chef : l'éditorial, pâle imitation des confrères, qui est d'ailleurs critiquée à l'intérieur de l'équipe : «*Faire un éditorial à*

la une de Libé qui n'est pas signé par le journal, mais par quelqu'un qui est la direction, c'est rentrer dans une forme elle-même politicienne» (P.G.).

Face aux grandes machineries politiques, aux grands appareils, *Libé* prête toute son attention au moléculaire, au subjectif, à l'individuel.

«Donner la parole au peuple était une entreprise démagogique, c'était se substituer aux gens. Aujourd'hui dans Libé ce sont des individus qui parlent, qui écrivent» (T.H.) et cette situation interne reflète la situation à l'extérieur du journal, l'éclatement du gauchisme ayant amené la dispersion des gens qui, pour certains, continuent à tenter de changer la vie dans le quotidien, à leur simple niveau. Dès lors *Libé* se pense moins comme un collectif produisant un minimum de pensée commune, que comme un rassemblement d'individus intéressés par tel ou tel sujet et en parlant.

Par conséquent, et même si de toutes les voix individuelles il résulte un accord d'ensemble, l'irréductibilité des individus conduit à privilégier par principe l'incohérence, la contradiction dans la fabrication du journal, seul moyen de respecter les opinions de chacun. Cette attitude est évidemment liée au rejet d'une pensée selon la ligne politique à laquelle tous doivent se soumettre, puisqu'il n'existe plus de modèle à appliquer. Mais elle se fonde sur une théorie de la contradiction comme principe de description de la réalité, et non d'analyse et de transformation. Sur ce principe de respecter les contradictions tous sont d'accord pour préserver leurs désaccords. S.J.: *«Ce qui m'intéresse c'est la contradiction»*, T.H.: *«il n'y a pas d'unité idéologique à Libé mais de nombreux désaccords entre les gens qui y travaillent»*, P.G.: *«il n'y a pas de ligne, on accepte les contradictions, du jour au lendemain on peut changer de position, je me suis toujours battu pour cette sorte d'incohérence, pour extirper cette vocation à l'exclusion qui est propre au monde politique. On y a réussi, mais ça peut toujours être remis en question.»*

Tout est vu par la grille de la contradiction. *Libé* est contradictoire. Une de ses contradictions tient ainsi aux différences d'âge : c'est pourquoi les anciens (S. July, Kravetz, etc...) n'écrivent pas comme leurs cadets nés à la politique en 1968, expérience que cette fois les benjamins style Bazooka n'ont pas vécue... Une des contradictions du quotidien, c'est qu'il doit paraître tous les jours (*«Parfois on se dit : pourquoi sortir aujourd'hui alors qu'on a rien à dire ? Mais c'est une question absurde, car tel est le système de presse et il n'y en a pas d'autre»*). Une des contradictions du journaliste, c'est qu'il doit parler de choses qui ne l'intéressent pas, et souvent il n'en parle pas, ainsi le secteur social. Cette obligation contredit naturellement le devoir d'implication du journaliste, devoir perçu par certains comme seul garde-fou contre la professionnalisation. (*«Hust, quand il écrit un article, il s'implique. On peut critiquer ce qu'il écrit, en tout cas il ne s'intéresse pas à couvrir un événement, mais à ce que ça change pour lui. En ce sens ce n'est pas un journaliste.»* B.M.).

De même «l'affaire Bazooka» révèle les contradictions entre les gens qui font le

journal en mettant le doigt sur une contradiction du journal («*entre sa forme et son contenu*» S.J.).

Avec un tel principe *Libé* devient inattaquable. Quoiqu'il dise il peut toujours se retrancher derrière la réalité contradictoire des choses. Et celle-ci ne se limite pas à la petite sphère du journal : la vie, l'existence quotidienne des gens sont grosses de contradictions.

Exemple, le viol, qui n'est pas un problème simple qu'une bonne conscience gauchiste ordinaire peut régler d'un seul mot d'ordre bien senti. Des positions s'affrontent : Assises ou pas Assises ? recours à la justice bourgeoise ou auto-défense des femmes ? misère sexuelle des immigrés ou vérité de la domination sexuelle ? *Libé* présente tous les points de vue, laisse le débat ouvert et le renvoie à la page «*Courrier des lecteurs*».

Sur l'affaire Tramoni, *Libé* procède de la même façon : présentation d'un large éventail de points de vue d'individus travaillant au journal ou à l'extérieur, et majoritairement contre, et renvoi au courrier des lecteurs pour la poursuite du débat, par principe interminable et qui ne cessera que par la lassitude et le changement de préoccupation de ceux qui écrivent. Dans le numéro 1000, S. July regrettera d'ailleurs la timidité de *Libé* à cette occasion : «*Le traitement du meurtre de Tramoni est à cet égard révélateur, comme s'il était impossible de se coltiner les questions de la violence après des années d'attentats, de guerre civile, de lutte armée, de tentatives et d'échecs de guerillas urbaines. Il est possible, à mon avis, de dire aujourd'hui pourquoi l'on est contre cet acte. Libé n'a pas osé...*».

«*L'affaire allemande*» permettra cette audace, tout en conservant le système maintenant bien au point de délégation de la parole aux lecteurs. Le ton est donné avec le premier article de l'envoyé spécial, F. Germain, titré «*le spectacle allemand*» : «*le début d'admiration devant le coup était immédiatement refroidi par les détails du coup qui ne semblaient pas être des bavures. La fusillade, le sang, l'idée que des jeunes types massacrent d'autres jeunes types, à tour de rôle, les uns étant des soldats de l'ombre, les autres des soldats du pouvoir du jour... Si ça se trouve le jeune flic tué a écouté les mêmes disques des Beatles que celui qui la tué (etc...). Que dire sur ce genre d'événements ? Il fallait aller sur place. J'y suis allé, le cœur serré. Un spectacle. (Non le débilo humanisme n'est pas mort. Note spontanéiste du correcteur et du monteur)*»

Libé du 10-11 septembre 1977, p. 7,
partie de l'article non reproduite dans le dossier.

L'intervention spontanée de membres de la fabrication est suivie de celle des lecteurs dans la page qui leur est réservée. Puis vient la série d'articles de S. July et le titre à la une «*la guerre des monstres*» le matin même du «*suicide*» de Baader et de ses camarades, corrigé le lendemain par «*la mort dans l'âme*». L'éditorial qui le commente débute en un hommage grandiloquent : «*Vivants leur guerilla nous effrayait, morts leur vies nous bouleversent comme des personnages sortis de la légende du siècle*».

Les lecteurs ont aussitôt réagi.

« Avec les petites annonces, les pages du Courrier des lecteurs sont les seules pages qui ne passent pas par la centralisation. Nous avons reçu énormément de lettres sur le viol, Malville, Bilsky et Baader. On fait alors une double page. Ça permet à Libération de ne pas s'exprimer sur l'enjeu du débat, de ne pas prendre position. Lorsqu'il faut qu'ils s'engagent, ils passent le relais au lecteur. Pour l'affaire Baader, c'était significatif : pour prendre une certaine distance et ne pas apparaître comme trop liés à eux, on ne les a ni critiqués, ni soutenus. On reçoit un tas de lettres d'engeulages : du coup on va faire une double page courrier des lecteurs pour rétablir la balance. Comme ça on dira : Libé émotionnellement soutient la bande à Baader, bien que politiquement il la critique » (B.M.) (1).

Le courrier des lecteurs presque depuis son origine a été pris en charge par quelques personnes travaillant à la fabrication qui se fixaient pour objectif de rappeler les journalistes au réel, en leur montrant comment les lecteurs vivaient et réagissaient par rapport au journal. L'équipe rédactionnelle a très bien intégré cet apport et un partage des tâches s'est ainsi réalisé. En page 2 c'est la vie dans sa brutalité qui s'exprime, et qui réconcilie tous les gens qui font *Libé* et qui le lisent. Ainsi P. Gavi : *« dans Libé on voit de moins en moins, sauf dans le courrier des lecteurs, la vie telle qu'elle avec toutes ses contradictions dans la tête des gens, pas plus que la politique politicienne ».*

Telle est la fonction du courrier des lecteurs, comme de leur autre forme d'intervention, les petites annonces : donner la parole quand il devient gênant d'avoir soi-même à la prendre. Donner la parole au peuple, c'était parler à la place des gens ; donner la parole aux lecteurs fournit au journaliste une bonne occasion de se taire quand il devrait se prononcer sur une réalité contradictoire. Mieux vaut laisser s'exprimer des opinions dans le royaume de l'indécidable. De fait *Libé* n'a plus besoin d'avoir une pensée propre, bien que P. Gavi le regrette ; il lui suffit de refléter le cours des choses gauchistes, puisqu'il ne conçoit pas qu'il puisse avoir un rôle d'intervention politique. *« On pourrait résumer notre approche des événements par ce slogan : la vie n'est pas simple » (J.B.).*

Il ne reste plus qu'à s'incliner devant sa complexité. Ce qui malgré tout ne signifie pas s'interdire de prendre position. *Libé* critique le recours à la violence comme porteur de l'escalade terroriste et ainsi apporte une solidarité très timide aux militants emprisonnés pour l'affaire Tramoni, dont certains lui sont pourtant très proches. La mort de Baader et de ses camarades fournit à S. July l'occasion d'élargir sa réflexion à l'ensemble des années 1970, d'en tirer un premier bilan assaisonné d'une vision planétaire. *« Ce qui est au centre de la criminalité, petite ou grande, c'est une tentative de langage qui utilise la violence pour s'exprimer. Pas de « dialogue avec la victime » qui par définition est niée en tant que telle : volée, violée, blessée ou tuée. Cette parole est par essence oppressive. Si la séquestration des patrons est une tentative exemplaire pour obliger un homme à écouter, à répondre à d'autres*

(1) Interview réalisée deux jours avant l'occupation par les « autonomes »...

hommes, il n'est pas niable qu'entre cette prise d'otage symbolique et collective et la prise d'otage d'une caissière dans un hold-up raté par un jeune délinquant, il y ait un lien de parenté. Mieux ce sera peut-être le même homme qui participera aux deux actions. Et plus l'Etat criminalisera les formes de contestation, plus ce va et vient sera constant, et plus la norme fixée par lui sera vécue comme totalement aléatoire.» (Dossier Affaire allemande, p. 128-129).

Il y a peu «on avait raison de séquestrer les patrons». C'était là mettre le doigt dans un engrenage qui aurait pu conduire à l'impasse du terrorisme. C'est pourquoi les anciens gauchistes jadis partisans de la violence (symbolique) se sont empressés d'expliquer pourquoi ils n'avaient pas cédé au vertige, au risque d'ajouter leur voix à un concert douteux. *«On (Le Point) interroge S. July en lui laissant parfois le soin de raconter et d'expliquer mais en l'utilisant souvent de manière moralisatrice. Dans L'Express on l'accouple avec A. Glucksman et M. Lebris pour «stigmatiser ces terroristes qui trouvent dans la violence une sorte de paix». Dans le Nouvel Observateur on le coince entre A. Grosser et J. Daniel, on l'habille, mise en page aidant, en social-démocrate bon teint au cours d'une interview façon maison découpée et rédigée avec talent. July se sent refait, nous on se fend la gueule en lui répétant qu'il fera mieux la prochaine fois. Ça lui apprendra à frayer avec les bourgeois...»* G. Millet, *Libé*, 2 nov. 1977, p. 13.

Sous prétexte qu'il n'a plus à parler à la place des gens, *Libé* pour l'essentiel ne parle que de ce qui lui parle : la marge. On reste en famille.

Sous prétexte qu'il ne s'intéresse pas à la grande politique, *Libé* ne s'intéresse pas davantage à ce qui en permet la réussite et à ce qui pourrait en hâter l'échec.

Sous prétexte que le militantisme conduit à la négation de la vie, la vie est présentée comme la subversion, ce qui permet de faire l'économie d'une réflexion sur ce qui est vraiment subversif et ce qui ne fait que rencontrer d'autres logiques, celle de la consommation par exemple.

«Libé joue un rôle de diffuseur, mais des idées qui viennent d'ailleurs, dans une proportion modeste parce qu'on diffuse peu de pensée, mais des informations qui peuvent servir les gens, ça aide au regroupement, au rassemblement ou inversement à la molécularisation, qui joue autant dans nos informations que dans les petites annonces» (P.G.).

«Libé représente un moyen de porter un certain nombre d'idées, comme expérimentation sociale. Il peut-être un haut-parleur, un système de relais parfois» (T.H.).

Cette modestie n'est-elle pas l'envers d'un parti-pris : celui de se satisfaire de l'état de choses existant et de gérer un patrimoine idéologique, mis au goût du jour ?

Pierre SAINT-GERMAIN
Décembre 1977
(Enquête P. VERMEREN)

LA JEUNE GARDE (Collages)

Avoir 20 ans. Et un avenir immédiat de chômeur. Alors, l'utopie peut devenir marge et l'utopiste lecteur de *Libération*. Elle peut aussi devenir réalisme amer et *Avant-Garde* (1) peut prendre pour quelques-uns statut de "journal de chevet". Non plus le désir de révolution, mais l'espérance que quelque chose peut changer qui rendrait ces 20 ans possibles...

"Avoir 20 ans : quand j'en avais 15, j'en rêvais. Maintenant je vis ce rêve, enfin ce cauchemar. Oui ! Huit mois de chômage... mais rien. Maintenant à 20 ans je n'ose plus sortir de chez moi, parce que si je rencontre un copain je ne peux même pas lui offrir un demi. A 20 ans j'ai oublié ce que sont les distractions, faire un baby-foot, aller au cinéma (...). A vingt ans on ne peut même pas se déplacer tranquillement dans le métro sans se faire fouiller les mains au mur (...). Oui à 20 ans en 1977 sous l'ère capitaliste on ne vit pas. On est traqué comme une bête. On est humilié, sans arrêt, chômeur "le mot lui seul jette un froid" comme le mot mort" (2).

Ce n'est pas la révolte de Nizan. Et l'opposition marge/réalisme est schématique et écrase les différences. Tous les jeunes chômeurs enfin ne sont pas lecteurs de *Libération* ou d'*Avant-Garde*.

Mais, à lire le mensuel de la Jeunesse communiste, non seulement dans ses marges, mais aussi dans ses débats, on ne peut pas ne pas voir comment un gauchisme, celui qui a donné forme à un nouvel imaginaire social, est aujourd'hui passé dans les us et coutumes du PC, et tout particulièrement chez les jeunes communistes. Parler de récupération serait trop simpliste et de même n'y voir qu'une affaire de génération de lecteurs et d'adhérents. Plutôt préoccupations semblables, mise en forme recodée des sensibilités que le gauchisme a éveillées, et plus fortement dans la jeunesse.

(1) Mensuel du Mouvement de la Jeunesse communiste de France, transformé en hebdomadaire à partir du 1^{er} septembre 1977.

(2) Les textes cités sont tirés de lettres de lecteurs et d'interviews publiées dans *Avant-Garde* ou *Le nouveau Clarté* (organe de l'U.E.C.) entre mars 1975 et septembre 1977.

IMAGES PUBLICITAIRES : DU GAUCHISME AU COMMUNISME

Publicité du journal de la JC lorsqu'il devient hebdomadaire. *Avant-Garde Hebdo* comportera des petites annonces : "Pour trouver un copain ou une copine, pour s'en débarrasser (sic), pour vendre des objets que l'on trouve inutiles, une page hebdomadaire. Utile, non?". Le journal sera celui des lecteurs : "le courrier n'est plus en prison ! Il est partout, il éclate, les lecteurs ont la parole, questionnent, répondent, débattent !" Mêmes préoccupations du côté de la culture : "Un bal folk à Epinay-sur-Seine, un atelier de tissage dans un village de Normandie, le dernier spectacle de Planchon, tout cela sera dit chaque semaine". Et, en écho à ces affiches "psychédé-liqués" où Marx était transformé en motard, un dessin, à la page suivante, reprend le message : il représente le désormais classique personnage marginal des bandes dessinées américaines (pantalons étroits, blouson à surcoutures apparentes, lunettes noires, épingle à nourrice "transperçant" le pull-over (mais non la joue) déambulant dans les rues de la grande ville dans un décor d'immeubles étroits, hauts et penchés...

Discours de la rédaction du journal, ces appels à la jeunesse par l'exhibition de ses signes extérieurs de refus ? Et peut-être ces signes extérieurs de refus sont-ils l'unique forme dans laquelle aujourd'hui puisse se gérer l'imaginaire gauchiste ? Sans doute. Mais, dans la jeunesse, celle qui lit *Avant-Garde* les tient aussi. Soit sous la forme de l'approbation : "*Je pense que notre journal pour qu'il soit mieux apprécié des jeunes (non communistes) qui le considèrent uniquement comme un journal de politique, il faudrait qu'il soit plus vivant, plus de Bandes dessinées et d'articles sur la culture : théâtre, livre, cinéma*". Soit sous la forme d'un refus au nom de la politique : "*A.G. est incapable d'apporter une arme politique aux militants. Lorsqu'on sépare les articles sur "les motos, la musique, les concours et le coca-cola", il ne reste plus qu'un maigre squelette*".

Mais que l'accent soit mis sur l'appel à la jeunesse par ce qui la différencie immédiatement ou au contraire sur les nécessités de la politique ("Le journal A.G. doit rester un journal jeune mais qui aide à connaître les idées et les fondements du communisme. Ceci n'est pas une leçon de morale, mais une constatation, car bien des jeunes très "punk" ne seraient pas capables de résumer l'idéologie marxiste et léniniste"), la formulation des textes ou des lettres de lecteurs nous avertit que nous ne sommes décidément pas dans l'univers gauchiste. Ainsi, dans la lettre citée plus haut, ce qui voisine avec "les motos et la musique", ce sont "les concours et le coca-cola"... Sans doute, peut-on "fumer", mais on n'en parle guère dans le journal, fidèle à l'image des "enfants de Marx et de Coca-cola".

Ce décalage entre le gauchisme des origines et le recodage communiste se fera évidemment plus insistant quand on abordera les terres du "sérieux" : la publicité pour *Avant-Garde Hebdo* est en effet constituée d'une double page, avec, à droite, les petites annonces, la culture, le courrier, le coin du bricoleur, les régions, l'événement, et à gauche, encadrant "la lutte de la jeunesse" indiquée d'une manière passe-partout ("A.G. sera le soutien concret de la lutte des jeunes et des étudiants, les

animera”), “la connaissance et la découverte” et “la vérité”. Si, dans la page de droite, la présence politique ne se donnait à lire que d’une manière oblique, par la formulation par exemple, dans celle de gauche, c’est-à-dire la première, elle est clairement affichée : dans la rubrique “la vérité”, “A.G. expliquera pourquoi et comment nationaliser, pourquoi et comment l’indépendance nationale, les conditions du vrai changement”. Mais l’image de marque est corrigée par le raisonnable et le pratique de la rubrique “la connaissance” : Avant-Garde “c’est quand même mieux qu’un manuel scolaire !” On devine que ces distributions ne sont pas du goût de tous les lecteurs. en fonction sans doute de différences externes (classes sociales, statut d’étudiant ou non), mais surtout de différences internes à la JC et au PC, et en particulier de cette bipartition spécifique du PC et des syndicats en adhérents et militants. Au plan des débats, ce sont évidemment plutôt ces derniers que l’on peut lire. “*Avant-Garde* ne doit pas être le “Salut les Copains” de la politique”, dit l’un. Et un autre, en écho : “*Je ne comprends pas qu’un journal comme Avant-Garde qui devait* (ou “devrait” ? retour à une vérité historique initiale ou lapsus ? lapsus de celui qui écrit ou de celui qui compose ?) *être politisé au maximum, indique comment faire sa valoché à un soldat qui part au service !*”. A quoi, un autre (probable) militant essaie de renvoyer l’image non seulement de l’adhérent, mais aussi d’une jeunesse pas nécessairement politisée ni communiste : “*il ne faut pas déconner, mec ! Avant-Garde doit être un journal politique, mais aussi un journal pratique. Il est nécessaire de placer certains articles comme les livres, les disques ; il ne faut pas s’enfermer dans un cadre strictement militant. Je ne vois pas pourquoi Avant-Garde ne donnerait pas des conseils aux bidasses, seulement il faut aussi parler d’autres choses. Par exemple les sciences sont totalement absentes. Une rubrique où on trouverait des conseils pour les jeunes face aux flics, aux institutions, au chômage est pratiquement inexistante. Et puis, camarade, la politique est partout.*”

Ainsi, sans toutefois coïncider, voit-on les lignes du journal et des militants se rejoindre suffisamment pour créer un consensus. On peut prendre les publicités de la JC, comme d’ailleurs celles de ses aînés du PC, au pied de la lettre : elles indiquent que le parti s’est adapté au nouvel imaginaire social créé par le gauchisme, bien mieux aujourd’hui il l’a en partie fait sien. Point sur lequel insistent d’ailleurs bien des interviewés de l’enquête menée par Harris et Sédouy (*Voyage à l’intérieur du Parti communiste*). Mais reprendre un imaginaire social et transformer une machine de pouvoir sont deux choses bien différentes qu’aucun militant un peu “formé” du parti ne confond : “le Parti reste le Parti. On nous casse toujours les pieds avec cette question : “*Il change ou il ne change pas, le Parti ?*” Eh bien non, il ne change pas ; il modifie ses analyses en fonction de la situation... de la vie – Il change pour rester le même...” (des “élèves” de l’école du parti) (1). Alors, vêtement pour un noyau toujours identique ? Non plus. Peut-être une nouvelle distribution des adhésions, peut-être militants et adhérents sont-ils

(1) Harris et Sédouy, op. cit., p. 63.

différents de leurs prédécesseurs, peut-être sont-ils plus proches des préoccupations de la jeunesse d'aujourd'hui, informées par le gauchisme, que de l'histoire héroïque du PCF?

SE RECONNAITRE ET FRATERNISER DANS LA FETE

A la JC, qui dans la jeunesse, s'y prend ?

Bien sûr, des "politiques" qui cherchent une organisation solide après le cheminement solitaire de leur formation, ce qu'ils nommeraient leur "préhistoire" *"Je suis issu d'un milieu ouvrier où il fallait toujours jongler avec les finances : c'étaient les loisirs, les cours de piano pour ma petite sœur ou la bagnole. Et puis il y eut l'école. Je faisais section économique. On apprenait à gérer une certaine société que le professeur ne nommait pas. En fouillant dans les textes théoriques, je suis tombé sur Marx. A partir de là je me suis posé des questions du genre : pourquoi les patrons sont-ils nécessaires ?"* Mais comment transformer une pensée humaniste et une pratique gauchiste en une pensée et une pratique communistes ? "Tout cela restait dans l'humanisme béat. Au plan de l'action mon caractère impétueux me portait à l'action spectaculaire, sans réfléchir bien sûr aux conséquences (casser du flic à la fin des manifs par exemple). J'avais donc une tendance gauchiste. Mais au bout d'un moment j'ai senti que de telles actions n'avaient aucune incidence sur les injustices ou ne les faisaient pas reculer".

Invité par des camarades communistes, ce militant reste néanmoins sceptique à leurs réunions de cercle : *"J'y allais encore avec un réflexe d'auto-défense : comment pourraient-ils m'avoir, ces staliniens ?"*, mais finalement on s'aperçoit *"que tout ce qui m'était dit dans les rangs gauchistes ou encore dans la presse, à la télé, sur les communistes n'était que du baratin. J'ai compris que si les communistes s'organisaient c'était pour casser le mur qui s'opposait toujours à tout, que leurs actions portaient leurs effets, que, pour tourner à gauche, ils ne partaient pas à droite"*. Trajectoire exemplaire d'un militant dont la personnalité fait image de marque. D'autant plus exemplaire que son adhésion à la JC vient tout autant sinon plus du quotidien : c'est en effet à partir du sport que ce jeune militant aurait pris conscience des problèmes politiques (il était champion de canoë-kayak) : *"Les jeunes dans leur masse ne peuvent pas faire de sport. La responsabilité de cet état de fait, j'ai constaté au niveau de mon club qu'elle était gouvernementale : 200.000 anciens francs de subvention annuelle, soit le prix de 2 pagaias... c'est le système capitaliste qui fait barrage au sport de masse ! c'est ainsi que j'ai cherché les propositions des partis politiques pour changer ça"*. Quand militer à la JC, c'est en même temps œuvrer pour le canoë, le modèle éventuel de référence extérieure est

plus facilement la RDA, pays plus réputé comme on sait par ses équipements sportifs que par son système pénitentiaire, que l'URSS (1).

Faut-il une "préhistoire" déjà politique pour entrer aux JC ? On devine que non. Et sans doute une des raisons des fêtes réside-t-elle là : dans la reconnaissance de soi d'une jeunesse qu'implique la fête, l'adhésion devient, chaleur ambiante aidant, plus facile. Bien sûr, il peut y avoir quelques bavures provoquées par quelque stakhanoviste de l'adhésion, au point qu'"un jeune accosté pourrait se demander si c'est pour le concours (d'adhésions) ou pour sa conviction politique que le JC développe ses arguments". Evidemment ces bavures sont critiquées : *"Ce contre quoi je m'élève avec force, c'est l'attitude de certains camarades qui ne veulent pas décoller d'un jeune qui ne cesse de dire qu'il ne veut pas adhérer"*, ou encore (toujours dans le courrier des lecteurs) : *"Happer un jeune à la fête de l'Huma ou d'Avant-Garde en 5 minutes, lui coller un badge et le déclarer communiste (...) agacé, il a signé pour se débarrasser de nous, cela ne profite pas au mouvement."* Mais la critique peut se retourner : à une lettre du courrier des lecteurs qui proteste contre la propagande à l'égard des "très jeunes, ceux de 13 ou 14 ans" (*"il y a quelques jours, j'étais à la fête annuelle de La Marseillaise (journal régional du PC), chargée avec d'autres du recrutement, et j'ai pu constater que des militants abordaient des jeunes de 13 ans, leur proposaient la carte, voire leur "forçaient un peu la main" parce que les plus jeunes, souvent, ont du mal à bien expliquer qu'ils ne se sentent pas "prêts"*), la rédaction d'Avant-Garde répond que la conscience politique et l'état-civil ne coïncident pas nécessairement et demande *"si la première question que l'on doit poser à une jeune est "quel âge as-tu ?" et non "Veux-tu te battre, veux-tu adhérer au M.J.C.F.?"* De fait, tout conspire à provoquer le forcing chez les "défricheurs" : depuis l'appel à passer de 115.000 à 200.000 adhésions jusqu'au concours qui doit permettre d'atteindre ces chiffres.

L'"être ensemble" de la fête n'a pas seulement cet effet : susciter des adhésions, il peut aussi faire franchir un second pas, celui qui va de l'adhésion au militantisme. *"Il faut intégrer tout le monde. On a un adhérent qu'on peut appeler un loubard, il ne militait pas, mais pour le Festival il a accroché ; dans son quartier, dans sa boîte il était sur la brèche. Ainsi de révolté, il est devenu révolutionnaire"*. De la fête, ou comment transformer un individualiste révolté en révolutionnaire organisé.

Adhésions (et transformations militantes) dans la poussière et le bruit de la fête ne feraient pourtant pas un mouvement de jeunes si celles-ci n'étaient pas le point fort d'une activité prolongée et d'un quadrillage serré du terrain (lycées, CET, facultés, quartiers) qui dure toute l'année scolaire. Périodicité qui est une marque des lieux d'implantation forts de la JC. C'est au lycée que les adhésions sont les plus

(1) Débat dans *Avant-Garde* :

"Yves – Est-ce que le socialisme changera vraiment les choses ?

Cyril – Possible ? Moi je le crois, il n'y a qu'à voir les pays socialistes Si j'ai adhéré à la JC, c'est que je veux le socialisme. J'ai vu en RDA les énormes possibilités des jeunes, spectacles, sports, tout ce qu'on n'a pas ici."

nombreuses. Quand celui-ci est situé en territoire “rouge”, cette implantation prend un caractère “de masse” : 185 adhérents sur un millier d’élèves à Romain Rolland (Ivry). “*Depuis la rentrée on a tapé sur tout : chômage, chauffage, austérité, pétroliers, Haby. Et le festival nous a drôlement aidés : pendant deux mois, on a fait un pressing régulier : occupation de la salle de pénitence, présence à la porte du bahut tous les matins*” Qui adhère ? “*Contrairement à ce que l’on pourrait croire, ils ne sont pas tous fils de communistes (...) ils sont tout simplement ce que comporte la jeunesse : sportifs, fanas de ciné, etc. De plus le cercle forme vraiment une bande de potes*”. Mais même en territoire bourgeois, on arrive à une présence militante intense : “*On ne peut pas passer dans un couloir à Balzac sans rencontrer un JC*”.

L’importance et les objectifs politiques des nombreuses fêtes organisées par le PC (depuis la fête de *L’Humanité* jusqu’à celles organisées par les fédérations départementales en passant par le festival d’*Avant-Garde*) nous apparaissent mieux : provoquer des adhésions, mais aussi mobiliser les militants, créer pour la fête et avec elle une présence communiste.

Et non seulement une présence communiste, mais une présence fraternelle : le festival, et en particulier celui d’*Avant-Garde*, est aussi ce lieu symbolique qui répond à un besoin de fraternité, et ce lieu réel qui répond à un désir d’“être ensemble” ressenti à la JC comme ailleurs : “*Qu’ils défendent tous les jeunes comme moi, dit Christine, qu’ils nous intègrent dans la lutte pour ne plus être seuls dans un coin de quartier*”. Ainsi, adhérer à la JC, à plus forte raison y militer peut prendre diverses figures qui sont autant de variations sur l’“être ensemble” : depuis le regret que les camarades ne soient pas plus chaleureux (“*Maintenant je suis dans le coup, enfin ça pourrait être mieux (...) Quand on rate une réunion ou quand on ne vient pas vendre AG, on se fait engueuler. Pour être bien dans le cercle, il faudrait tout faire, c’est chiant et impossible. Moi j’aimerais que ce soit plus souple et sympa*”) jusqu’à la lutte commune contre les amertumes quotidiennes (voir ci-dessous) en passant par la fuite du giron familial et l’accession à une liberté et une communauté solidaire dans le monde peu compréhensible et fermé de la première année d’université (“*La semaine prochaine, il (un militant de l’UNEF) me passera des bouquins de maths et de physique. On a rendez-vous mardi midi. C’est la réunion du cercle de l’UEC... Ça y est, maintenant, je suis vraiment un étudiant!*”). Mais justement que veut dire : être “vraiment un étudiant” ?

DE LA MISERE EN MILIEU ETUDIANT

“Trois scandales. Autant de raisons de participer au festival”, nous dit le *Nouveau Clarté*.

Quels sont ces scandales ?

Un étudiant au CAPES d’Italien : “*Dès le début de l’année, le grand problème pour*

nous, cest de trouver du travail (...). Dans mon TD, des camarades gardent des enfants, l'un coupe du fil de fer au BHV, un autre est gardien de nuit, une autre encore serveuse dans une brasserie. J'exerce une activité salariée dans un bureau où je travaille 34 heures par semaine pour un salaire de 1.000 F... Dans les meilleures semaines, j'arrive à consacrer 30 heures à mes études. Si on ajoute les transports, cela fait des semaines de 70-75 heures. Il est impossible de tenir ce rythme..."

– La situation est-elle fatale ? Crois-tu que les besoins en italianistes seront toujours très réduits ?

– Dès aujourd'hui en fait, les besoins en italianistes sont importants et vont croissant. Dans l'industrie, la chimie, en médecine, les Italiens font des découvertes importantes qui malheureusement dorment dans des archives en France. On parle de la richesse de la littérature italienne contemporaine, mais quand on voit le nombre de romans traduits, cest ridicule. Les secteurs de l'édition devraient nous être donc largement ouverts. Et je ne parle même pas des besoins en enseignement." En écho à l'étudiant qui ne peut passer son CAPES pour cause d'activité salariée, la diplômée sans emploi. Economiste, elle a rédigé un mémoire sur les relations Est-Ouest. Malheureusement : "en général, les profs de fac ne s'occupent pas de placer leurs étudiants (...). Je voudrais travailler dans ma spécialité. Ce qui me passionnerait, c'est de travailler dans la production, m'occuper des relations commerciales avec les pays de l'Est, de la négociation des contrats (...). Mais on constate que, quels que soient les accidents de parcours (rupture des relations commerciales URSS-USA cette année), le gouvernement français aurait tendance à freiner les échanges avec les pays de l'Est. Pour toutes les entreprises de la région parisienne, il y a seulement 10 places concernant ma spécialité ! C'est peu pour un pays qui se vante de son essor économique et commercial!"

Rêve d'un Etat qui garantirait un emploi pour chaque spécialité. Ici, les trois instances de l'économique, du politique et de l'idéologique viennent concorder dans le même idéal socialiste (plein emploi, service public, équipements collectifs). Et, une nouvelle fois, voici la RDA constituée en modèle : "En RDA, le passage de l'Université à la vie active n'est pas une rupture, une aventure dont l'issue est réglée par la conjoncture : un an avant la fin des études, un contrat est signé entre l'étudiant et son lieu de travail à venir. Souvent même ses travaux de fin d'études sont en rapport direct avec son activité future".

On ne poursuivra pas dans tous ses détails l'exposé de ces récits d'amertume qui motivent l'espérance jeune communiste. Juste deux exemples :

Pascale (CET comptabilité à Creil) : "On est sûr de ne pas avoir le C.A.P. Tout le monde en est sûr (...). En plus cette année, ils ont mis une épreuve sur machine comptable, et au CET, on n'en a pas". Ce qu'elle veut : "non pas la destruction du CET, car le CET c'est mieux que l'apprentissage, mais, venir, où l'on aura de la culture, où l'on travaillera dans de meilleures conditions".

Une lycéenne : *“Des crédits pour l’éducation... Pour des loisirs socio-éducatifs dans la lycée, pour une bourse me permettant d’aller aussi souvent que je le veux au ciné...”*

Un ensemble de revendications modestes, la demande d’une vie plus sûre et paisible. Avoir des photocopiés (*“Heureusement, à la fin du cours, un adhérent de l’UNEF a pris la parole et nous a proposé une pétition pour “avoir des photocopiés”. Moi j’ai tout de suite signé, comme presque tout le monde”*) et de bonnes conditions de travail. La plus “osée”, cette lycéenne qui voudrait une bourse lui permettant d’aller “aussi souvent qu’elle le veut” au cinéma. Cette modestie définit la cible de l’activité de propagande du JC : il s’intéresse aux étudiants qui travaillent (à la faculté et souvent au-dehors) et aux problèmes de la qualité de la nourriture au restaurant universitaire. Un réel doux-amer, presque rétro, et cette réponse : la syndicalisation de la vie.

Mais si l’image de paix est sans cesse rongée par la brutalité du réel d’aujourd’hui : le chômage, la réponse JC est identique : seule, la syndicalisation de la vie peut répondre (via le Programme commun) aux besoins de la jeunesse. Agnès, qui a gagné le concours 1975 des défricheurs (237 adhésions) le dit en creux. Elle est à l’UEC Tolbiac. Et elle explique : *“C’est simple. Je pose la question de l’adhésion au maximum d’étudiants sans distinction, sans choix préalable ; je propose la carte de l’UEC systématiquement. Je dois préciser qu’avant cette expérience, j’avais des idées préconçues sur les gens susceptibles de devenir communistes, pensant que c’était l’aboutissement d’une longue réflexion. Et au début, j’étais étonnée que certains étudiants acceptent tout de suite d’adhérer. En fait cela n’a rien d’étonnant car les étudiants n’échappent pas aux problèmes que connaît la jeunesse : le manque d’argent pour vivre décemment et payer ses études, l’obligation pour beaucoup de trouver du travail au noir ou un mi-temps quelconque, l’insuffisance de moyens culturels et à mon avis le plus criant des scandales, le chômage en sortant de la Fac”. Militantisme de la “misère” où être étudiant, collégien, jeune chômeur définirait une disponibilité quasi-automatique à l’adhésion ?*

Le mot d’ordre de production nationale pour résorber le chômage que diffusaient les affiches de l’été dernier (*“Fabriquons français”*) à dû trouver un bon écho à la JC. Encore que, pour cela, il a sans doute fallu se livrer à de difficiles rationalisations. Car les pays de l’Est et surtout l’URSS ne semblent pas faire partie du monde de l’étranger. *Fabriquons français*, puisque cela seulement garantira l’emploi, mais n’oublions pas les bienfaits réciproques de la coopération avec la grande URSS : *“ELF-ERAP va acheter pour 60 millions de NF d’équipements à l’URSS”,* et celle-ci *“est prête à construire des centrales atomiques (merci!) dans les pays occidentaux (comme Westinghouse ?)”. “Déjà, l’uranium français sera enrichi dans les entreprises*

soviétiques” (1). Il est vrai que nous serons intransigeants sur les produits de base : “on ne laissera pas tomber le pastis pour la vodka” dit un militant...

Doux-amer de la misère en milieu étudiant, amertume de ce réel : le chômage ; le JC préfère le salariat à l’utopie. Ou, plus exactement, ses utopies, modestes, il les voudrait salariées et syndicalisées. De là, l’image de jeunes réalistes et raisonnables.

On a commencé par une publicité, on finira de la même façon. Celle-ci a été publiée dans *Avant-Garde* de mai 1977 : “*L’argent que vous ne dépensez pas dort ; et l’argent qui dort ne peut pas travailler. Cela va de soi. Placez-le sur un compte sur livret... Avoir un compte, c’est bien. En avoir deux c’est mieux. Chacun peut servir l’autre... Rien ne vous empêche de posséder plusieurs comptes sur livret à votre nom. Et pour leur faire plaisir vous pouvez aussi faire ouvrir un compte au nom de vos enfants, quel que soit leur âge. Le compte sur livret, c’est une petite cagnotte qui s’arrondit et qui rapporte*”. Il semble que depuis les ouvriers droitiers de *L’Atelier* qui ne supportaient pas qu’on apprît aux enfants des prolétaires les vertus bourgeoises de l’épargne, la conscience ouvrière a dû quelque peu cheminer (2). Le bon sens pratique est devenu la chose la mieux partagée de ces jeunes qui n’ont sans doute pas la passion de la richesse, mais une certaine idée du bonheur et de la liberté raisonnables.

N’y aurait-il donc jamais de lyrisme à la JC, jamais d’utopie ? Ou bien ne trouve-t-on que celui de l’appareil :

“Perdu dans un avion, petit point survolant la Taïga, me demandant si l’on arriverait un jour, un sentiment d’immensité m’a envahi.

Immense le territoire

Immense le chemin parcouru depuis un demi-siècle

Immense ce qui est en train de s’accomplir et que j’ai vu ; la mise en valeur des terres vierges de la Sibérie, cette Sibérie terre d’exil où se tenaient les camps de prisonniers sous le tsar, devenue aujourd’hui synonyme d’aventure pour la jeunesse soviétique”

Texte publié dans *Avant-Garde* en juin 1975.

(1) Peint en rouge, perdra-t-il de sa nocivité ?

Les rationalisations auxquelles contraint la théorie d’une production nationale accrue arrivent jusqu’à des sortes de paradoxes crétois : “Ce n’est qu’avec le développement des transports en commun que l’automobile pourra tenir la totalité de la place qui lui revient”...

(2) Vieux débat que celui de la publicité dans un journal communiste. Des protestations s’élèvent quelquefois dans le courrier des lecteurs. La rédaction répond que l’Etat ne fait pas de cadeaux à la presse communiste et qu’il faut bien demander au marché quelques moyens supplémentaires pour vivre (bien plus, c’est une victoire que d’obtenir une publicité qui, logiquement, devrait revenir à la presse de droite). Inversement, on le sait, il ne faut pas avoir honte de demander à l’Etat des subventions pour la culture de gauche, parce que le marché ne lui fait pas de cadeaux.

Si l'on est aveugle au Goulag, nous dit-on, c'est qu'on est pris dans le système des maîtres-penseurs. Ce sont eux qui nous font admettre l'intolérable.

Apparemment, pour ce voyageur JC, la question de justifier ou de prendre ses distances avec le Goulag ne se pose pas. Entre les déportés du tsarisme et les défricheurs d'aujourd'hui, rien que l'immensité de la Taïga.

Mais s'il est si discret ou distrait, n'est-ce pas parce qu'aucun lecteur ne risque de lui poser des questions ? Pourquoi ? Parce qu'ils ont lu Marx ? Ne faut-il pas au contraire l'avoir un peu lu pour être indiscret ? Il semble plutôt que les lecteurs en question ont surtout l'esprit tourné vers d'autres problèmes, pour lesquels la question de savoir comment a été et si c'était ou non dans Marx ne sont d'aucun secours.

La JC : le réel et le raisonnable ?

Jean BORREIL

ETAT ET CAPITAL.

UN SOCIALISME NATIONAL ?

Prendre le pouvoir... N'est-ce pas un objectif désormais illusoire ? Notre classe politique, toutes tendances confondues, se méprend sur la nature du pouvoir d'Etat qu'elle détient ou veut conquérir, son discours à la gloire de notre indépendance et de notre souveraineté nationales – le même à droite et à gauche – le démontrant d'une manière caricaturale.

Entité juridique internationale, la France conserve les attributs de la souveraineté, à savoir les très nombreuses prérogatives dont seule bénéficie la classe politique au pouvoir – ce qui suffirait à expliquer le nationalisme intransigeant dont celle-ci fait preuve. Et il est vrai que le pouvoir d'Etat est monstrueux en matière de répression, de conditionnement social et de destruction au titre de la « défense nationale ». Il est impressionnant si l'on songe aux moyens dont il dispose pour intervenir dans l'économie et pour gérer la société : monnaie, crédit, fiscalité, redistribution d'une partie importante du revenu national, secteur public qu'un éventuel gouvernement de gauche s'emploiera à élargir davantage encore, etc... Il est pourtant dérisoire si l'on considère l'usage qu'il peut faire de ces formidables moyens. Car s'il demeure un pouvoir « souverain », il s'exerce à l'intérieur de frontières qui ne sont pas celles de notre économie et sur une société qui n'est plus indépendante au plan économique.

L'économie française n'a guère d'existence que grâce aux statistiques qui l'isolent de l'économie européenne et mondiale, mais qui peuvent tout aussi bien mettre en évidence les particularités d'une économie bretonne, corse ou languedocienne. Elle n'est qu'une partie d'un tout, indissociable d'autres économies dites, elles aussi, nationales. Sans chasse gardée dans le tiers-monde, sans frontière dans le cadre de l'Europe des Neuf, tributaire de l'extérieur en tous domaines (approvisionnements, débouchés, technologie, etc), la France est dans une situation de complète interdépendance, que reflètent et accentuent l'interpénétration des capitaux, la progression du capital français un peu partout dans le monde et l'implantation du capital étranger en France. Notre économie n'évolue plus parallèlement aux autres économies industrialisées, dans le cadre d'une zone géographique relativement protégée (l'empire l'a toujours été grâce au « privilège du pavillon »), zone à l'intérieur de laquelle prévalaient les conditions de production imposées par la métropole. Elle évolue en concurrence directe avec ces économies et en relation dialectique avec elles : nos conditions de production sont dès lors déterminées par le simple jeu de la concurrence. Nous ne pouvons promouvoir ou développer des activités productives que si elles sont compétitives, sur la base de critères techniques et financiers internationaux, qui tantôt ouvrent et tantôt restreignent la possibilité de produire en France.

«Fabriquer français», comme le réclament les affiches du PCF, n'a aucun sens. Si chaque pays produisait en fonction de ces propres critères, en vue de résoudre ses problèmes internes (par exemple, pour résorber le chômage), c'en serait fini de l'économie mondiale et des pays industrialisés qui tirent profit de son actuelle organisation : la France, l'Europe entière s'effondreraient, le Japon plus sûrement encore... Il ne faut surtout pas dissiper l'illusion sur laquelle repose notre système d'enrichissement et dont dépend la prospérité – au demeurant très relative – du «peuple de France» ! Car si ce système parvient à drainer la quasi-totalité des ressources mondiales, à accumuler des capitaux dans les pays anciennement industrialisés et à y concentrer la capacité de production, il le doit à une illusion que partagent tous les pouvoirs d'Etat, notamment ceux qui gèrent les deux-tiers de l'humanité appauvris par son fonctionnement. Illusion que le problème n'est pas, pour une population donnée, de s'organiser pour produire en fonction de ses ressources et de ses besoins spécifiques (le besoin de travailler étant le premier à satisfaire), mais de s'enrichir en suivant leur exemple, c'est-à-dire en accumulant comme eux des capitaux et en mettant en œuvre leurs propres techniques (en pratique, en utilisant les capitaux accumulés pour acquérir des moyens techniques), seule la richesse ainsi créée permettant de satisfaire les besoins sociaux. Illusion absurde que la «science économique» entretient, mais que le marxisme aurait dû dissiper s'il n'avait été sclérosé par les marxistes eux-mêmes.

Notre appareil productif n'est qu'une partie de l'appareil mondial de production et il ne peut plus en être isolé. Il s'adapte à une évolution que lui-même favorise, le capital français menant une politique expansionniste identique à celle du capital étranger quand il est en position de le faire. Il ne peut à la fois se développer à la faveur de la libéralisation des échanges (la France exportant aux Etats-Unis ce que ceux-ci pourraient évidemment produire) et refuser la concurrence quand il n'est pas en mesure de l'affronter. La France ne doit son niveau actuel de développement qu'à la place qu'elle occupe au sein du monde capitaliste, à ses privilèges de pays anciennement industrialisé, à son statut de puissance impérialiste. Elle ne peut le conserver que si l'Etat, acceptant cet héritage, facilite les entreprises du capital français ou étranger, privé ou public, dans le cadre du système capitaliste qui évolue à l'échelle mondiale et dont l'évolution conditionne l'avenir de la France.

Depuis la dernière guerre, à la faveur de l'éclatement des empires et de la reconstruction de l'Europe, sous la pression des intérêts économiques dominants (ce que la gauche appelle «le grand capital») dont le champ d'action devait impérativement s'élargir, les économies capitalistes se sont progressivement internationalisées. Evolution logique, si l'on veut bien se rappeler que ces économies ont été «dénationalisées» dès le XIX^{ème} siècle, celles des pays industrialisés s'élaborant à partir des ressources de régions dominées, celles de ces régions ne pouvant plus produire que dans les **limites** posées par les économies dominantes : depuis bientôt deux siècles, la formation de la richesse est devenue indépendante des facteurs sociaux et politiques qui devraient théoriquement être déterminants dans les choix économiques. Les métropoles se sont donc enrichies, mais au prix du sous-développement de leur empire, où la possibilité de créer de la richesse par le travail se trouvait considéra-

blement limitée, et dont les ressources valorisables ne pouvaient qu'être exportées. Leur enrichissement ne se confond cependant pas avec l'accumulation capitalistique. Celle-ci n'est qu'un moyen. Elle a assuré le renforcement des deux pouvoirs qui s'exercent sur la société, permettant au capital d'accroître constamment sa capacité de production, donnant à l'Etat des moyens croissants pour étendre son contrôle sur la société et pour augmenter fabuleusement sa capacité de destruction. Une telle richesse n'est qu'une capacité à produire de plus en plus de richesse. Elle n'est qu'un processus d'enrichissement. Ce processus est favorisé par la concurrence entre les entreprises (et par la compétition entre les Etats), mais la concurrence peut à tout moment le transformer en un processus d'appauvrissement relatif, analogue à celui qu'on appelle le « sous-développement ». La progression économique n'a plus alors pour but (ni même pour résultat) de nous rendre de plus en plus riches, mais avant tout d'éviter que nous ne nous appauvrissions par rapport à d'autres pays qui continueraient de s'enrichir à nos dépens, de développer leurs activités productives en ruinant les nôtres. Ainsi sommes-nous condamnés à la croissance par notre environnement international, par la concurrence à laquelle nos entreprises économiques doivent faire face – et par la compétition inter étatique. Le capital et l'Etat doivent par conséquent la favoriser, investir à cette fin et privilégier le futur. Tout ce qui est investi serait perdu si le futur ne se présentait pas tel qu'on le prévoit. Si bien que la croissance est nécessaire pour cette autre raison qu'on la prépare. Elle l'est enfin parce que la dynamique sociale l'impose, les rapports sociaux n'étant supportables que dans le mouvement, grâce à la continuelle transformation des conditions de vie et de travail, à l'impression d'enrichissement individuel et collectif que donne le changement. Dans la mesure où il détient une partie du pouvoir économique, l'Etat est tenu de favoriser la même dynamique économique que le capital, une dynamique dont dépend la survie de la construction socio-économique des pays industrialisés. Une croissance dont il est vain de se demander si elle **peut** ou non être indéfinie : elle **doit** l'être.

Les formations de gauche promettent aux électeurs la reprise de cette croissance, que seule la politique d'austérité du gouvernement Barre rendrait impossible. Mais elles n'en acceptent apparemment ni les conditions ni les conséquences. Depuis la dernière guerre, la libéralisation des échanges a assuré un taux de croissance extrêmement élevé, le simple fait d'échanger des produits étant d'ailleurs créateur de nombreuses activités de service que l'on s'accorde à considérer comme productives : commerce, transport, financement, publicité, etc. Elle a bénéficié aux entreprises les mieux armées pour affronter la concurrence, qui ont éliminé ou absorbé celles qui étaient financièrement plus faibles ou techniquement moins avancées. Ainsi se formait le « grand capital » (cible de toutes les attaques de la gauche) qui œuvre à l'échelle mondiale, accumule des capitaux à cette échelle, peut ainsi financer de nouveaux « progrès » sources de nouveaux profits : la concentration du capital est en elle-même un facteur d'enrichissement. Et elle est désormais une nécessité dans tous les domaines où la technologie devient de plus en plus sophistiquée, les énormes investissements technologiques ne pouvant être effectués et amortis que par un capital « monopoliste ». La constitution de quasi-monopoles au profit de

quelques entreprises et de quelques pays, est à la fois le résultat de la croissance passée et le moyen de la croissance future. Si la gauche arrive au pouvoir, espérons qu'après avoir nationalisé PUK et Roussel-Uclaf, elle encouragera ces multinationales créées par le capital français à mener la politique qu'elles mènent aujourd'hui, sinon dans l'intérêt des nombreux pays où elles exercent leurs activités « impérialistes » (même aux Etats-Unis !) ou « monopolistes » (en particulier dans le tiers-monde), du moins dans l'intérêt de « la France ». Elle les y encouragera, à coup sûr. L'Etat est partie prenante dans l'accumulation capitaliste et l'est toujours davantage. Les prélèvements qu'il effectue sur les activités productives ont toutes les chances d'être plus importants encore sous un gouvernement de gauche. On peut donc penser que le grand capital, nationalisé, se comportera sensiblement comme aujourd'hui.

Si, en prenant le contrôle du capital, l'Etat ne s'assure en aucune manière la maîtrise d'une dynamique qui résulte de la concurrence à l'échelle mondiale, il s'oblige en revanche à respecter les principes de gestion auxquels le capital est lui-même soumis. Car le capital, moteur de la dynamique économique, en devient la victime dès qu'il n'en est plus le bénéficiaire. Il n'est qu'en apparence un pouvoir, ses choix étant strictement limités par ceux de ses concurrents. Sa marge de manœuvre est extrêmement étroite et la nationalisation ne l'élargira pas. L'entreprise nationale demeurera soumise à la logique du système dans lequel elle s'insère. La manière dont est répartie la valeur ajoutée, entre le capital et le travail, continuera donc de dépendre de facteurs externes ; le rythme d'accumulation est imposé par la concurrence. Face aux formidables trusts de la chimie américaine ou allemande, notre industrie chimique n'est absolument pas libre de sa politique. Nationalisée, elle ne le sera pas davantage. Et si, au lieu de privilégier le réinvestissement et la formation de la richesse, elle cède à la tentation de redistribuer la richesse, d'accroître les salaires au détriment du profit à réinvestir, elle permettra le développement des trusts allemands ou américains. Notre socialisme favoriserait l'essor du « grand capital international ».

Dans le contexte créé par le capital depuis quarante ans, l'Etat n'a plus qu'un pouvoir de pure gestion. Mauvais gestionnaire, il peut réduire les possibilités pour la France de développer des activités productives, au moins par rapport aux autres pays capitalistes industrialisés. C'est ce que firent les gouvernants de la Cinquième République, dont les choix économiques et techniques ambitieux, « gaulliens », ne tenaient compte ni du poids économique de la France et des structures de son appareil de production, ni des débouchés sur lesquels elle pouvait compter, à savoir pour l'essentiel, sa chasse-gardée coloniale sur laquelle elle s'est trop longtemps crispée. Ce qui a été réalisé depuis vingt ans étant à mettre à l'actif du capital (toute considération sur la valeur sociale de notre enrichissement étant bien entendu écartée), ce qui ne l'a pas été et aurait dû l'être est à mettre au compte de l'Etat, dont les principaux projets (La Bombe, aéronautique, filière nucléaire, plan calcul, etc.) ont été ruineux et le plus souvent abandonnés. Malheureusement, bon gestionnaire, l'Etat ne peut que faciliter les entreprises du capital ou agir comme lui, c'est-à-dire accentuer l'internationalisation de l'économie française. Ainsi, paradoxalement, sa

bonne gestion réduit-elle toujours davantage sa propre marge de manœuvre politique et l'indépendance de la nation.

Un an après son arrivée à Matignon, celui qui passe pour notre meilleur économiste déclarait, pour justifier sa politique d'austérité, que « *la France ne s'adaptera aux nouvelles conditions de l'économie mondiale que par un effort tenace et continu* ». On ne peut mieux définir l'objectif d'une politique **nationale** conçue par un économiste libéral. La France ne peut que s'adapter à son environnement international. Sa politique est strictement conditionnée par ce que font les pays qui sont en position de force par rapport à elle : USA, RFA et Japon. Notre premier ministre n'en croit pas moins gouverner un pays indépendant. Il confond sa liberté de jugement technique avec une liberté de choix politique. A cela, rien d'étonnant. Il estime en effet que le pouvoir d'Etat doit assurer la régulation du capitalisme et de son très « efficace » mode d'enrichissement. Mais il a tort de parler de « projet de société ». Ce que sera notre société ne dépend nullement de lui et de ses préférences, mais de ce que le capitalisme mondial deviendra, permettra ou provoquera chez nous. Nous sommes à la merci d'une évolution que l'Etat ne maîtrise pas. Et cette évolution, dont nos dirigeants ont une fâcheuse tendance à négliger les aspects illusoirs et les contreparties négatives, a ce grave défaut de n'avoir aucune finalité vraisemblable. Notre meilleur économiste peut-il dire ce que sera l'avenir vers lequel nous sommes contraints d'avancer par notre système économique ?

L'Etat n'est qu'un rouage de ce système international dont le Capital est le moteur, mais un moteur entraîné par la dynamique concurrentielle qu'aucun pouvoir n'oriente et ne contrôle, l'évolution du système imposant aux Etats les décisions « techniques » qu'ils prennent... Le rouage d'une mécanique, qui devra sous un gouvernement de gauche remplir sa fonction limitée. Et en vue du même avenir, puisque le socialisme prône lui aussi le développement continu des forces productives. La gauche tentera d'assurer la croissance par d'autres moyens, non plus en laissant le capital agir en fonction de son intérêt, mais en lui traçant sa politique, en planifiant sa progression. En admettant (comme Chirac semble l'admettre) qu'une telle planification soit réaliste dans un pays interdépendant d'économies concurrentielles (va-t-on planifier le développement de PUK en Espagne ? de Pechiney en Turquie ? ou de Ford en France ? Va-t-on planifier la « mise en valeur » du Gabon, dont le PNB devrait être, en bonne logique, incorporé à celui de la France, comme celui de la Martinique ?) et en espérant que cette planification ne sera pas trop démocratique (les travailleurs accepteront-ils, pour avoir du travail, d'exporter des centrales nucléaires en Iran et des armes en Afrique du Sud ?), nos conditions de production continueront de reposer sur des critères internationaux. Il n'est pas certains que nous parvenions, en planifiant la production de machines-outils, à obliger les quelques pays qui monopolisent leur fabrication (USA, RFA, Japon, Grande Bretagne et Italie) à nous laisser une part du marché.

La gauche ignore superbement le caractère international de notre développement économique. L'extrême-gauche bien davantage, elle qui prend parti pour la classe ouvrière et contre l'impérialisme, sans se rendre compte que notre appareil productif

n'existe que grâce à notre impérialisme. Le discours politique de la gauche ne correspond plus du tout à la réalité. Ce ne serait qu'un moindre mal s'il ne s'accompagnait d'un programme de gouvernement. Mélange d'emprunts à une doctrine figée (les nationalisations), de compromis nécessaires (liberté d'entreprendre), de recettes extraites de manuels universitaires (expansion par la consommation), de propositions dans la meilleure tradition impérialiste (« aide » au développement du tiers-monde), de principes de bonne gestion capitaliste (réduire les coûts de la distribution), de concessions aux revendications syndicales (politique des salaires)... ce programme ne présente guère d'intérêt. L'ennui est que si la gauche arrive au pouvoir, elle va se croire obligée de le mettre en œuvre. Elle risque alors de s'apercevoir que la redistribution des richesses – sur laquelle porte l'essentiel de sa réflexion – n'est pas indépendante de la manière dont se forme la richesse. Bien avant qu'elle n'y songe, Pompidou rechercha l'expansion par la consommation, son ministre des finances étant à l'époque un certain Giscard d'Estaing. L'augmentation de la consommation provoqua la « surchauffe », qu'un « plan de refroidissement » s'employa à combattre, jusqu'à provoquer une « stagflation », etc, etc... La relation entre les revenus distribués et la production est incertaine, dès lors qu'on ne peut orienter autoritairement la consommation. Si les travailleurs, grâce au relèvement de leur salaire, peuvent tous acquérir des motos et des caméras japonaises, la politique « sociale » du gouvernement français favorisera la relance au Japon. Quant à la réduction de l'écart des salaires, quelle incidence aura-t-elle sur la production ? Aujourd'hui, notre appareil productif, comme l'appareil mondial de production, répond à des besoins très diversifiés et très hiérarchisés, ceux d'une élite sur-rémunérée permettant certaines productions dont le coût est extrêmement élevé, soit parce qu'elles sont fortement utilisatrices de main d'œuvre (haute couture), soit parce qu'elles font appel à une technologie chère. Les hauts-revenus étant décapités, que deviendront nos industries et commerces de luxe ? nos grosses cylindrées ? que deviendra Concorde si cher au cœur du PCF, de la CGT et des classes laborieuses en général ? Si, malgré l'écrasement de l'échelle des salaires, nos élites continuent de se promener en Concorde, le prix de leur voyage étant à la charge des entreprises ou du budget de l'Etat, la gauche n'aura pas « changé la société », mais tout au plus le plan comptable.

Notre meilleur économiste a prédit que si la gauche met son programme commun à exécution, la France sera rapidement obligée de se retirer de la communauté économique européenne et de se replier sur elle-même. Pour un pays aussi tributaire du monde extérieur qu'est le nôtre, ce serait le départ d'une récession dont il ne se relèverait pas. L'Etat serait alors contraint d'étendre son contrôle sur l'ensemble de l'économie et sur la société, afin de maintenir l'ordre dans une France en voie de décomposition. Un socialisme national et totalitaire en perspective. Le but qu'on accuse la gauche de poursuivre serait en quelque sorte atteint par erreur. Ce n'est pas exclu, car la gauche méconnaît la gravité de la crise mondiale et croit qu'il est possible de la surmonter au plan national, grâce à une politique volontariste de l'Etat (Chirac le croit aussi depuis qu'il n'a plus à le prouver). Mais ce risque est à comparer à celui que représenterait la reconduction de l'actuelle majorité. Pas plus

que la gauche, la droite n'a de recette pour sortir de la crise. Les problèmes sociaux nés des difficultés économiques s'aggravant, le totalitarisme pourrait fort bien entrer en scène par la droite et à pas feutrés. Il ne serait pas national comme le socialisme de la gauche prétend l'être, puisque le caractère international de l'économie n'est pas mis en question par la droite. Un « multinational-socialisme » en perspective, tous les gouvernements d'Europe maintenant avec de plus en plus de fermeté un ordre socio-politique indispensable à la survie du capitalisme, quelles qu'en soient les conséquences pour les sociétés qui ont été jusqu'ici les bénéficiaires de son mode d'enrichissement. Ce n'est pas exclu, les signes prémonitoires de la montée du fascisme (dont les déclarations de Chirac ne sont pas les moins évidents) se multipliant à mesure que s'accumulent les difficultés socio-économiques.

Ni la droite ni la gauche ne peuvent prétendre surmonter la crise du système capitaliste en utilisant le pouvoir d'Etat, car l'Etat est lui-même responsable de cette crise, au moins autant que le Capital, tout ce qu'il peut faire pour l'enrayer tendant à l'aggraver: ce n'est pas le capital seulement, c'est aussi l'Etat qui se débat dans des « contradictions ». Son pouvoir correspond à une organisation socio-politique, nationale et internationale, indispensable à l'ordre économique actuel, à cette dynamique économique et technique dont dépend l'existence des pays industrialisés. Mais l'organisation bloque aujourd'hui la dynamique.

L'Etat serait un pouvoir différent selon sa « nature de classe ». Principe marxiste qui n'a pas résisté à l'épreuve de l'histoire. L'Etat est par nature un « pouvoir bourgeois », pouvoir d'une classe dominante sur la société. Le rapport de domination qu'il implique est certainement moins pesant, plus « démocratique », lorsqu'il s'exerce sur une société divisée en classes et hiérarchisée, c'est-à-dire où une multitude de rapports de domination, se développant du haut en bas de la hiérarchie sociale, économique et politique, forment un tissu de droits et d'obligations qui ligote le corps social. Le but qu'il assigne à la société – accumulation capitaliste indéfinie, accroissement indéfini du capital de production, renforcement indéfini de son propre pouvoir et de ses moyens de la « défense » ne paraît pas tout-à-fait abusif, puisque chacun peut et doit se l'assigner à lui-même: gagner davantage, entreprendre et accumuler, gravir la hiérarchie et accroître son pouvoir... En revanche, lorsqu'il s'exerce sur une société théoriquement sans classe, il doit secréter la classe dominante: le parti ou la bureaucratie. Et il ne peut être qu'autoritaire, car il fixe le même objectif à la société gouvernée, sans laisser aux individus qui la composent l'illusion que chacun, individuellement, peut le poursuivre et en tirer profit. Jamais une société constituée de prolétaires ne déciderait d'exploiter son propre travail pour accroître constamment sa capacité de production!... et pour accumuler assez de bombes pour détruire plusieurs fois l'humanité entière! Le totalitarisme s'impose, lorsqu'une société ne peut accepter l'objectif qui lui est fixé et les moyens employés pour l'atteindre. C'est pourquoi il est nécessaire dans la quasi-totalité des pays du tiers-monde.

L'Etat n'est pas un pouvoir différent selon sa nature de classe, mais il est d'une nature différente selon la place qu'il occupe dans la hiérarchie socio-économique internationale. Il est un pouvoir « cohérent » si ses intérêts, en tant que pouvoir,

coïncident avec ceux de la société sur laquelle il s'exerce ou, tout au moins, si ces ambitions vont dans le sens de la ligne de force qui se dégage d'une société au sein de laquelle les intérêts sont contradictoires. La politique impérialiste de l'Etat français favorisa l'impérialisme du capital français – donc servit le Capital – mais elle permit un type d'enrichissement dont bénéficie l'ensemble des Français, même s'ils en bénéficient d'une manière très inégale, les critiques qu'ils adressent au système économique portant davantage – jusqu'ici tout au moins – sur l'inégale répartition de la richesse que sur la manière de la former ou, moins encore, sur les raisons d'en créer. Dans le tiers-monde, l'Etat se trouve dans une position exactement inverse. En tant que pouvoir, ses intérêts sont antagoniques avec ceux de la société gouvernée. Il draine comme chez nous les ressources nationales, mais l'affectation qu'il leur donne ne peut qu'aggraver le sous-développement du pays au profit de la croissance des pays industrialisés. Ces derniers ont suscité dans le tiers-monde cet Etat, pouvoir « aberrant » sur lequel s'articule le système économique international. Aberrant, il l'est encore quand il se dit socialiste, la politique économique de l'Etat étant toujours la même, ses conséquences sur la formation sociale étant toujours les mêmes. Mais, grâce à cet Etat, des échanges internationaux se développent conformément aux intérêts des pays industrialisés. Il est le fondement politique de l'ordre économique international voulu par ces derniers.

Produit d'une société de classes, l'Etat est ainsi générateur de classes à une double échelle. Il procède de la classe dirigeante (la bourgeoisie possédante) dans les pays capitalistes, crée celle-ci dans les pays socialistes et dans le tiers-monde. Puis il divise l'humanité entière en classes, regroupant quelques sociétés qui bénéficient d'un processus d'enrichissement, emprisonnant les autres qui sont victimes d'un processus inverse. De même que le capital suscite des contradictions d'intérêt à l'intérieur de la société, l'Etat crée des situations conflictuelles entre toutes les sociétés qui participent, de gré ou de force, poussées par le Capital, par l'Etat ou par les deux ensemble, à un seul et même système économique : le monde capitaliste et le camp socialiste poursuivent, par des moyens quelque peu différents, le même objectif éternellement futur, les échanges qui se développent entre eux contribuant d'ailleurs à réduire certaines différences initiales. Ce système unique évolue d'une manière parfaitement logique, sans tenir compte des données sociales et politiques propres à chaque société concernée par son fonctionnement. Enrichissant les uns, appauvrissant les autres, il ne permet qu'une construction socio-économique internationale remarquablement élitaire, dont le caractère élitaire s'accroît à mesure que sa base s'appauvrit. Certains phénomènes qui s'observent à la base peuvent donc parfaitement s'observer un jour à un autre niveau de la hiérarchie des sociétés (par exemple le chômage). Le sous-développement ne tient en effet qu'à la fonction dévolue au tiers-monde dans le mode d'enrichissement capitaliste ou socialiste. Or, cette fonction, il ne peut plus l'assumer. Aujourd'hui, mis à part les pays producteurs de pétrole qui constituent une exception très provisoire (1), le tiers-monde est devenu « inexploitable ». La structure étatique, qui il y a longtemps servi de débouché

(1) Les « nouveaux riches » du pétrole se bornant à importer les moyens techniques de leur développement, leur politique d'équipement est identique à celle des autres pays du tiers

à la production des pays industrialisés (le marché que représente le tiers-monde n'a jamais été que celui des Etats) est désormais engorgé. Elle ne peut plus payer ce qu'elle consomme. Il faut l'entretenir à crédit, entretenir du même coup l'inflation mondiale. Dans le tiers-monde, l'Etat, pouvoir aberrant, demeure une structure politique indispensable à l'ordre économique, alors même qu'il devient un facteur de crise économique. Il en va de même chez nous où l'Etat, concurremment avec le Capital, a favorisé un remodelage social politiquement nécessaire et économiquement désastreux.

En France, comme dans les autres pays capitalistes industrialisés, l'essentiel de la population active est entrée dans le mode de production capitaliste au cours des dernières décennies : développement du salariat, productivité croissante du travail grâce à l'augmentation du capital de production par travailleur, réduction du nombre de travailleurs à chaque étape du processus de production. Cependant, le paysannat n'a pas été prolétarisé. La productivité financière du travail agricole est en effet trop faible pour permettre le développement du salariat agricole : l'agriculture devient un secteur, non pas capitaliste, mais capitalistique. Et le revenu agricole diminue à mesure qu'augmente le capital de production du paysan. Cette évolution est plus caricaturale qu'exceptionnelle. Elle s'observe dans les secteurs qui se trouvent en position dominante par rapport à l'agriculture, notamment dans l'industrie : le capital de production industriel a une productivité technique croissante et une productivité financière décroissante. Sans doute faut-il attribuer cette tendance – qui ôte beaucoup de son intérêt à l'accumulation capitalistique – au coût trop élevé du travail en amont du processus de production : travail de recherche, d'encadrement administratif et technique, hautement qualifié... Le coût anormalement élevé du travail intellectuel n'est que très partiellement compensé par la déqualification du travail dans certaines branches (mécanique automobile, constructions et travaux, etc). Le capital a favorisé une formation sociale dans laquelle le travailleur tend à devenir un « privilégié », une construction économique où le travail devient élitaire. Du moins cette formation sociale, trop chère, demeure-t-elle souple, puisque les entreprises peuvent licencier leur personnel en cas de besoin. Il n'en va pas de même de celle que favorise l'Etat.

Ce dernier a lui aussi étendu son contrôle sur la société, prenant en charge en collaboration avec le capital toutes les activités sociales (culturelles, sportives, etc.) et développant un salariat public. Près du quart de la population active est aujourd'hui rémunérée sur fonds publics !... L'Etat absorbe et redistribue une fraction grandissante du PNB, des capitaux qu'il prélève sur les activités productives et sur les travailleurs, sur le revenu de ceux-ci et sur leur pouvoir d'achat. En élargissant la

monde, elle a les mêmes conséquences et se heurte aux mêmes obstacles. Aux sorties des capitaux pour acquisition de biens d'équipement, succèdent des flux pour assurer le fonctionnement d'économies dépendantes et « satellisées » : le pétrole doit payer l'usine, puis son activité. Il permet d'accroître considérablement les importations et de différer la faillite, mais non de l'éviter. A l'exception de très rares pays pétroliers, tel l'Arabie Saoudite, les nouveaux riches doivent avoir à nouveau recours au crédit, gagé par un pétrole déjà hypothéqué. C'est vers un formidable krach financier international qu'on s'achemine.

base de son pouvoir, il développe les activités pour la plupart improductives qui grèvent, directement ou indirectement, le coût final de la production. Lorsque notre meilleur économiste se préoccupe de limiter la progression des revenus salariaux, pour freiner l'inflation, reconstituer le profit des entreprises, favoriser l'exportation plutôt que la demande intérieure, on s'étonne qu'il ne pousse pas plus loin l'analyse, pour condamner une formation sociale imputable à l'État. Une formation sociale rigide, qui pèse sur les coûts de production et qui devient un facteur de récession en cas d'arrêt de la croissance, puisque l'État ne peut être mis en faillite avec licenciement de son personnel. Une formation sociale de plus en plus chère et improductive, par suite de la crise qu'elle contribue à provoquer, puisque l'État ne peut lutter contre les conséquences de cette crise (chômage, désordre, etc.) qu'en élargissant son champ d'intervention et en accentuant l'emprisonnement social. A cet égard, le programme de la gauche s'inscrit bien dans la logique du système : la structure étatique enflera davantage encore, afin de résorber le chômage !... Jusqu'à étouffer les activités productives ?

L'État assure un ordre socio-politique interne indispensable au capital. Mais il est irrésistiblement amené à renforcer sa base matérielle et sociale (tout problème social, né de la dynamique capitaliste, étant pris en charge par lui) à l'encontre des intérêts du capital. Il bloque désormais la dynamique du système capitaliste, qui se trouve par ailleurs bloquée par l'ordre socio-politique « inter-étatique » et la faillite virtuelle des États du tiers-monde. Il met donc en danger le capitalisme, puisque celui-ci ne survit que par sa dynamique. Mais il n'en demeure pas moins le garant d'un ordre nécessaire au mode d'enrichissement qui peut être, indifféremment, capitaliste et socialiste. La crise le poussera peut-être au socialisme, l'État se substituant au capital dans les secteurs en difficulté (cf. la nationalisation de la sidérurgie réclamée par le PCF et les travailleurs, ou encore celle de Dassault à laquelle songe le gouvernement). Mais elle risque surtout de faire de lui un pouvoir aberrant comme il l'est dans le tiers-monde.

La crise est imputable à l'organisation socio-politique interne et internationale, qui a permis, depuis près de deux siècles, à l'économie d'évoluer suivant sa logique propre, en fonction du seul critère du profit maximum (ou de la seule rentabilité sous un régime socialiste), sans avoir à prendre en compte d'autres critères, sociaux et politiques, pas plus que le besoin de travail de l'ensemble des sociétés. Mais elle ne marque pas la fin du capitalisme, dans la mesure où des activités productives demeurent possibles et rentables. Le capital continue et continuera de faire des profits, de réinvestir, d'accroître sa capacité de production. L'exploration spatiale se poursuivra puisqu'elle est inséparable de la politique militaire des super-États. La majorité de la population, au moins dans les pays industrialisés, aura du travail et ce fameux « pouvoir d'achat » qui suffit, paraît-il, à donner un sens à l'existence individuelle. Mais tous les progrès réalisés dans une minorité de pays auront des contreparties négatives, non plus seulement dans le tiers-monde, mais dans ces pays eux-mêmes. L'État se durcira, préservera un mode d'enrichissement qui défigure la société, qui condamne certains (paysans chassés de l'agriculture, commerçants

chassés de leur boutique, ouvriers chassés de leur usine, jeunes sans travail, etc.), mais non pas tout le monde, et qui après deux siècles est devenu universel, qui s'impose comme une nécessité par le seul fait qu'il est unique. Qu'il soit détenu par la droite ou par la gauche, l'État aura une crise à gérer : une « crise de société » et sa propre transformation en pouvoir « aberrant ».

Dans un pays comme la France, l'État et la société ne sont pas deux concepts dissociables. Mais ils peuvent le devenir, dès lors que l'État favorise une dynamique économique ou technico-économique, contraire aux intérêts d'une fraction grandissante de la société ou à ses aspirations. Ils le deviennent. Car la société française, comme celle de tous les pays anciennement industrialisés, se casse et se met elle-même en question. A côté des victimes « objectives » du mode d'enrichissement, ceux qui ne parviennent plus à se nourrir d'illusions, ceux dont le « pouvoir d'achat » augmente, comme simple conséquence de la transformation des conditions de vie et de travail et de l'accroissement des dépenses indispensables qui en résulte ; ceux qui bénéficient du seul progrès social envisageable dans notre système socio-économique, addition de réformes qui s'efforcent de combattre la détérioration des conditions de vie et de travail... Des « exploités » d'un type nouveau, tels ces paysans qui doivent posséder toujours davantage pour accroître leur production, qui contribuent de la sorte à la croissance industrielle qui les condamne, avec un « niveau de vie » coincé par le profit du capital dominant d'une part, par la concurrence du travail sous-rémunéré du tiers-monde d'autre part. Et des victimes « subjectives » de plus en plus nombreuses, incapables de supporter une civilisation économique et technique dont les exploits ne parviennent plus à dissimuler l'absence de finalité, un système qui oblige la société à se soumettre aux diktats de son économie, à s'adapter à son évolution, à accepter toutes les conséquences de la croissance, une dynamique nécessaire et sans but, une course absurde vers... ?

Le discours du pouvoir est, de moins en moins crédible, ses projets immédiats dérisoires et ses promesses pour l'avenir aussi chimériques que celles des futurologues : « civilisation du loisir », « société post-industrielle »... Sornettes dont la situation des pays industrialisés, après trente années de croissance extraordinairement rapide, démontre la futilité. L'avenir ne peut être une poursuite de l'évolution passée, celle d'un système qui crée plus de problèmes qu'il ne peut en résoudre. C'est pourtant vers cet avenir que le pouvoir gestionnaire de l'État nous pousse. Mais c'est de moins en moins celui en vue duquel la société peut accepter de consacrer ses efforts. Bourgeoisie internationale, classe dirigeante au sein de cet ensemble de sociétés hiérarchisées qui participent à un même mode d'enrichissement, nos sociétés « enrichies » se mettent elles-mêmes en question, critiquent ce qu'elles sont devenues et sont contraintes de devenir, ébranlant du même coup les pouvoirs qui procèdent d'elles et s'exercent sur elles – le Capital et l'État – et ce mode d'enrichissement dont elles seules ont bénéficié. Une classe dirigeante peut-elle se saborder ? Ce serait un phénomène historique unique. Devenue universelle, la civilisation économique et technique se heurte au doute des sociétés qui lui ont donné naissance. Mais le pouvoir d'État maintient leur position de classe. Il les

obliger à accepter ce qu'elles sont tentées de refuser. Il s'exercera contre la « nation ».

Les partis se trompent. La carte électorale de la France ne correspond pas plus à la réalité politique de la France qu'ils ne représentent eux-mêmes les tendances de la société. Tout au plus parviennent-ils à endiguer les courants politiques informels (celui que constituent les écologistes commence à prendre de l'importance), pour éviter qu'ils n'entraînent des forces sociales grandissantes contre les pouvoirs. De l'extrême-droite à l'extrême-gauche, ils posent de prudentes limites à la pensée politique, canalisée et mise au service de l'action, c'est-à-dire au service des pouvoirs. Ils veulent le pouvoir d'Etat, et parviendront à le prendre ou à le conserver. Mais ils n'auront pas pris le pouvoir, puisque l'Etat ne maîtrise plus aucun des problèmes essentiels dont dépend l'avenir des Français. Ils gèleront la France dans un monde en crise, contre les intérêts fondamentaux de beaucoup de Français.

La révolution n'est pas la prise du pouvoir d'Etat. L'objectif est d'évacuer le pouvoir d'Etat, afin que la société « autogère » sa propre crise. Reprendre le contrôle de l'économie, ce n'est pas nationaliser la dynamique capitaliste, mais la casser en refusant concurrence et compétition. S'en prendre au seul capital est absurde. La fonction d'accumulation – que l'État socialiste exerce lui-même – est autrement redoutable. Car elle détermine la fonction attribuée au travail, celui-ci n'étant qu'au service d'une accumulation indéfinie. Enfin éliminer le capitalisme, c'est éliminer les transformations qu'il a apportées depuis deux siècles dans le monde. C'est libérer toutes les sociétés prisonnières des États, qui toutes participent à une même construction économique élitaine et insensée. C'est mettre fin à deux siècles d'histoire.

Pour qui comprend le danger de la dynamique impulsée par le capitalisme à toutes les économies, et celui que fait courir à l'humanité l'actuelle organisation inter-étatique, le champ de la réflexion est remarquablement ouvert : pas le moindre parti politique ne le contrôle. Une réflexion sur le pouvoir, dans le cadre d'un système économique mondial dont la dynamique concurrentielle échappe à tout pouvoir. Une réflexion sur le non-pouvoir, et sur ce que serait la dynamique économique si toutes les sociétés pouvaient librement décider ce qu'elles entendent produire, comment le produire, par recours à quelles techniques, et en vue de satisfaire quels besoins... Une réflexion sur la richesse, sur les moyens d'en créer, sur les raisons d'en créer... Après deux siècles d'aventureuse expérience capitaliste et socialiste, la réflexion sur l'alternative devient urgente.

François PARTANT

François Partant a publié «*La guérilla économique*» aux Editions du Seuil.

CHRONIQUE DES ANNEES DE LA ROSE

ou

LE NOUVEL HOMME SOCIALISTE

«Mai 68 est tombé comme un orage, et ce grand mouvement idéologique nous a préparé un terrain spongieux. Nous lui avons trouvé son expression politique, et les masses nécessaires pour répandre ces idées jusqu'au fond des provinces. Cristalliser un mouvement d'idées n'est qu'une première étape, certes capitale, mais il suffit de convaincre cinq mille personnes et le mouvement existe. Et il existera longtemps, si ces gens sont intelligents et volontaires. Le plus difficile reste à faire : convaincre la majorité. Les minorités évitent les batailles rangées. Elles procèdent par coup de main, comme Mao, pendant la Longue Marche. Elles n'attaquent que les avant-postes. L'accumulation des petits succès donne l'impression d'un franc succès. Il faut être gros pour entraîner l'ennemi dans une cuvette, mais c'est alors qu'on gagne».

François Mitterand à des militants du PS
(cité in J-F Bizot, **Au parti des socialistes**, p. 57)

Il faudrait étudier les effets des traversées du désert, leur positivité. «Jamais la République ne fut si belle que sous l'Empire» . C'est peut-être que celui-ci donne un sacré coup de main aux républicains dans le travail de l'oubli qui les occupe depuis 1851. Comment faire oublier que la République massacrait le peuple de Paris en juin 1848 ? De ce travail, une figure exemplaire : Hugo.

Hugo, modèle non-dit de François Mitterand tout au long du combat qu'il mène à partir de 1958 depuis son exil dans un Sénat-Guernesey contre un Second Empire gaulliste. De là ces questions : et si jamais Mitterand n'avait été si grand que sous de Gaulle et le PS que sous l'Etat pompidolien ? et si cette opposition à l'Etat pompidolien, menée par celui qui s'était dressé contre de Gaulle, avait **aussi** pour tâche de faire oublier les taches de la vieille SFIO aux beaux temps de la IVème ?

Il arrive au PS de faire référence à la Seconde République. En effaçant juin et en ne retenant que le «parfum républicain» et le souvenir de Proudhon (mais non des

ouvriers proudhoniens). Ainsi, François Mitterand : « *Je suis peut-être plus proche de l'explication proudhonienne de la société (que de la marxiste). Je n'aime pas Proudhon, pas plus l'homme que l'écrivain, mais je me sens proche de son explication. Cependant je ne donne pas aux idées de Proudhon un aspect dogmatique* » (1). Mais aussi, le même : « *(en mai 68), la légèreté, l'irresponsabilité des meneurs a cassé leur élan. Et cette ivresse de l'action directe ! Cette accumulation de sottises qui a fait rater la liaison étudiants-ouvriers ! Jouer à 1848 un demi-siècle après Lénine n'était pas une preuve sublime de maturité* » (2). La référence à 1848 a ainsi plusieurs cibles et plusieurs efficaces : opposition « proudhonienne » au dogme marxiste, supposé orthodoxe, du PCF, opposition des « grands acquis » de la stratégie politique (Lénine, Mao) au « romantisme quarante-huitard » de mai 68, opposition enfin à la minorité interne du PS, le CERES, sur la question de la légalité constitutionnelle. Car, si François Mitterand se prendrait volontiers pour Hugo, Chevènement, un marxiste qui oublie que l'histoire se répète de manière ironique, le verrait assez bien en Gambetta : « *Camarades, souvenez-vous de 1877, dont nous allons bientôt fêter le centenaire. Vous ne vous souvenez pas ? Gambetta fait élire une majorité de gauche à la chambre. Il interpelle le maréchal de Mac-Mahon, chef de l'État : « Monsieur le président, il faut maintenant se soumettre ou se démettre* » (3). Un Gambetta qui aurait lu Marx et aurait le sens politique d'un Lénine, faisait savoir la dramatique télévisée écrite par Chevènement, et où l'on voyait le tribun de Cahors et Rossel manquer leur rencontre en 1870. Devons-nous entendre que ce qui ne put être après Sedan sera possible en mars 1978 ?

Cette faim de légitimation historique, après une aussi longue absence des ruelles du pouvoir d'Etat n'est pas sans objectif : tout le monde sait qu'il s'agit de refaire le parti, tombé quasiment en quenouille dans les années 60. Pour cela, il est sans doute nécessaire de faire oublier son histoire récente en rappelant (et en lui substituant) son histoire passée – on aura remarqué la place qu'occupent les figures de Jaurès et de Blum dans la série des livres publiés depuis deux ou trois ans par les leaders –, et non seulement d'ailleurs son histoire passée, mais aussi celle des grands ancêtres républicains. Ainsi, dans ce rappel des origines, cherche-t-on, au plan de la symbolique sinon d'un légendaire (4), à faire coïncider le nouveau sigle avec une nouvelle image de marque, à la fois moderne et enracinée dans l'histoire.

C'est cela qu'on voudrait analyser ici : cette nouvelle image de marque, et cette séduction du PS qui en est l'effet. Et qui en a fait, non seulement le premier parti de l'hexagone aux élections, mais aussi un pôle d'attraction pour un nombre relativement

(1) Interview avec R. Priouret, *L'Expansion*, juillet-août 1972, in J-F Bizot, op. cit. p. 56.

(2) in J-F Bizot, *ibid.*, p. 57.

(3) Chevènement à des postiers en grève, dont Gambetta (et son ombre portée aujourd'hui) ne semble pas le premier souci ; in J-F Bizot, *ibid.*, p. 193.

(4) Dans la pratique aussi bien sûr, avec l'institution du Programme Commun comme marque, sinon d'alliance avec le PC, du moins d'une volonté de « politique pour le peuple ». Sans doute une des raisons pour lesquelles, même après la rupture de Septembre, le PS continue ses professions de foi Programme Commun.

important de militants des « idées de mai » . Une conjonction qui indique que, si la nouvelle image de marque manifeste des titres de noblesse historiques, elle doit une grande partie de sa force (y compris électorale) au recodage et à la gestion des idéaux de 68 : « *Nous lui avons trouvé son expression politique* », dit Mitterrand...

Pour cela, il ne s'agira donc pas dans la suite d'étudier les prises de position du PS sur tel ou tel point de conjoncture ou de ligne politique, de se demander une nouvelle fois si le PS peut être un moyen ou non de révolution ou ce qu'il en est de sa social-démocratie, encore moins d'intervenir sur les polémiques et discordes concernant l'alliance avec le PCF et le Programme Commun de gouvernement. Les questions seront plutôt déjà « historiques » (et peut-être ce texte aurait-il dû être écrit à l'imparfait ?) : quelles sont les positions militantes (réelles ou rêvées) qu'offre le PS, et où sont venues s'investir des énergies (qui furent) gauchistes, dans les variations et combinaisons marxistes, écologistes ou régionalistes (5) ? Question qui peut se diviser : qu'est-ce qui a fait courir certains militants gauchistes dans les rangs du PS, et qui sont ces militants, quelle idée du militantisme gauchiste ont-ils importée dans le PS ? et qu'en est-il de la machine PS ?

UN APPAREIL POLITIQUE « NOUVEAU »

Comment, lorsqu'on fut gauchiste, peut-on entrer au PS ?

On devine que « l'entrée en PS » ne se fait pas à partir des actions exemplaires ou du militantisme du parti. Celui-ci connaît en effet sa récente et forte phase de croissance depuis 1972, date de deux faits importants de l'après 68 : la fin de la domination idéologique maoïste au sein de l'extrême gauche et la signature du Programme Commun de Gouvernement. Ce qui peut se dire sous une autre forme, négative : la fin de la « révolutionnarisation idéologique » et la reprise du mythe électoral et de la représentation. Et alors, la question qu'on peut poser est évidemment de savoir si cette reprise n'est pas aussi une forme de gestion des idéaux de 68. Car si les gauchistes sont minoritaires dans le PS, l'image de la politique qu'ils voulaient donner

(5) Précisions : 1) On emploiera le concept de « régionalisme » de préférence à ceux de « nationalitaire » ou d'« autonomisme ». Pour cette raison simple que, sur la question des nationalités opprimées de l'hexagone, le PS comme parti ne se fixe pas de cible autre que celle d'une décentralisation **calquée** sur la réforme administrative mise en œuvre depuis 10 ans. 2) Une analyse des positions des femmes du PS et des rapports entre intervention des femmes dans la politique et luttes menées plus spécifiquement par les femmes, aurait été nécessaire ici. Mais mieux valait, sur ce point qu'une femme prenne la parole. Il semble qu'on puisse dire qu'en fait, les deux politiques se croisent : l'intervention des femmes dans l'élaboration de la politique du PS se heurte en effet à une phallocratie qui les renvoie aux problèmes apparemment « spécifiquement féminins » ou, sur d'autres questions politiques, leur vole tout simplement la parole. De là que réapparaisse, au moins dans les sections et les fédérations, la nécessité d'une lutte féministe. De là aussi que les femmes du PS exigent de plus en plus un secrétariat « Femmes », intervenant justement aussi bien dans l'élaboration de la politique du PS que dans les luttes menées par les femmes.

(«Changer la vie»), cette image est devenue, recodée, celle que le PS promet pour demain. Ainsi, c'est pour deux raisons qu'une présence gauchiste est nécessaire au PS : comme ensemble d'idéaux, sinon quelquefois, plus brutalement, d'idées, et comme présence physique, effective, même si peu nombreuse, garantie que ces idéaux font partie, sinon des réalités immédiates, du moins des possibilités de la politique du PS.

Comment devient-on donc **garant** de cette «possibilité du PS» : changer la vie ? Car l'appareil recrute et fonctionne aux idées. Si l'on entre évidemment au PS pour toutes sortes de raisons (6), du côté militant, on y entre par la doctrine. «*La doctrine qui m'a amené à adhérer après Epinay*», dit un candidat aux cantonales de 1976 dans *Alternative Socialiste* (7), ou bien : «*Je suis de ceux qui sont entrés au parti sur les bases du manifeste du 20 décembre 1974 (...). Ceci non pas pour devenir majoritaire au sein du parti, mais pour jouer un rôle essentiel dans le mouvement de masse et la lutte de classes après la victoire électorale de la gauche et aussi pour engager un vrai débat sur la création du parti révolutionnaire*». (8)

L'idée force de cette séduction doctrinale du PS sur les anciens gauchistes : celle qu'ils ont eux-mêmes contribué à élaborer, et que le parti leur propose dans un jeu de miroirs : évidemment l'autogestion.

Mais cette séduction des idées est aussi – et immédiatement – déception, lorsque les militants s'aperçoivent qu'en réalité, les idées ne sont que des gadgets. De là, la morosité des anciens gauchistes : la réalité du parti ne correspond pas au concept qui définit sa doctrine. Non seulement, celle-ci subit «des entorses» qui font «figure d'habileté tactique», mais plus gravement, elle est sans arrêt «bafouée dans les faits» par la priorité donnée à l'électoratisme. Longue plainte d'une naïveté déçue et désespérée : «*J'ignore les moyens de casser le fonctionnement interne d'un parti où la doctrine est sans arrêt bafouée*». Comment en effet s'opposer aux grands liturges s'il n'y a «pas de débats, si ce n'est pour avaliser ce qui se dit en haut» (9), si les «débats» internes n'ont pas plus d'efficace que le flatu vocis ?

Car ce qui, au fond, déçoit le militant, c'est bien que la machine PS fonctionne, qu'elle soit une vraie machine politique (électorale sans doute, néanmoins machine) et que sa faiblesse théorique apparente ne soit que l'autre côté de sa volonté

(6) Par exemple parce qu'on se voit déjà en éminence grise : la faiblesse théorique du PS fait appel pour des intellectuels qui cherchent à monnayer leur savoir dans une pratique... Plus généralement sans doute parce que, comme le disait un militant de la section du 13^e arrondissement de Paris, «*c'est rentable et pas coûteux*», la sortie la moins chère, la protestation et le minimum de contrainte. Plutôt que l'arrivisme politique ou le carriérisme par la politique, une bonne conscience à peu de frais.

(7) N° 3, juin 1976. *Alternative Socialiste* : revue mensuelle, organe d'expression d'un groupe de militants parisiens qui essaient de constituer un «pôle de gauche» dans le PS, certains d'entre eux anciens militants gauchistes.

(8) «*Alternative Socialiste* est-elle une alternative ?», Tribune militante, in *Alternative Socialiste*, n° 3, juin 1976.

(9) *Alternative Socialiste*, ibid., lettre citée plus haut.

hégémonique. L'ascension politique interne dans les groupes gauchistes passait par le militantisme et surtout, par les connaissances théoriques et la capacité de synthèse intellectuelle (le « point de vue d'ensemble »), rien de tel au parti socialiste où c'est la lutte dans l'appareil qui est fondamentale, et où l'élection prime sur la théorie : « *Ce qui m'affole un peu, c'est que la prise du pouvoir politique passe par une ascension interne au parti (...) sans compter tous les inconditionnels qui vivent de prébendes accordées par le parti. Ceux-là sont dans un fromage – ils en vivent – ils sont permanents et monnayent ce qu'il faut penser avec beaucoup d'opportunisme* » (10). Comment lutter contre l'électoratisme et ses effets : l'ascension interne et le centralisme que renforcent les permanents ? En entrant dans la tendance de gauche, le CERES ? Mais, plus les mots d'ordre se révolutionnarisent, plus le centre et son ordre deviennent nécessité et dure loi. Rossel est un officier : c'est la défense nationale qui provoque sa participation à la Commune, et il trouve celle-ci bien (trop) bavarde et peu organisée. A choisir entre les soviets et l'électricité, probablement ferait-il comme Lénine... Mais pourquoi Chevènement, pour parler de la Commune et du socialisme aujourd'hui à la télévision, choisit-il Rossel ?

Comment donc rendre aux rouages du PS « *la pureté d'intention de ses électeurs ou de nombre de militants de base* » (10) ? Quand, de plus, dans ce cas de figure, le PS, il est sans efficace d'en appeler à une pureté théorique que les dirigeants ou les permanents trahiraient, quand on ne peut en appeler qu'à une « pureté d'intention », le parti ne devenant susceptible de critique que parce que, paradoxalement, il reste fidèle à lui-même et persévère dans son être .

Ainsi pris entre cette fidélité du PS à son histoire SFIO et la nouvelle image que le parti – garants gauchistes aidant – cherche à donner de lui-même, les garants se voient contraints à décaler l'autogestion de l'atelier au parti. Mais, comme on va le voir, elle y est aussi introuvable...

« *Je pense que le point d'appui serait l'autogestion : il serait possible – pour la rendre crédible – de la pratiquer déjà dans nos propres structures organisationnelles aussi bien que dans les secteurs où l'on exerce déjà une responsabilité* » (10). Mais alors le problème se déplace : pour qu'il y ait autogestion, encore faut-il qu'il y ait au moins une volonté autogestionnaire. L'autogestion, dit l'ancien gauchiste, là où c'est possible, tout de suite ! Mais justement, « *hélas ! tant qu'il y aura les mêmes hommes aux postes clés et tant que ceux-ci seront plébiscités par des militants à la recherche d'une tête de file plus que soucieux de prendre leurs propres problèmes en main...* » (10), où l'autogestion sera-t-elle possible dans le parti ? Comment faire de ces militants qui « plébiscitent » leurs chefs des militants autogestionnaires ? Ou serait-ce qu'il y a, dans la relation militantisme/autogestion, quelque chose comme une contradiction dans les termes ?

(10) Ibid.

Car il y a ici un renversement de l'image : si les militants « plébiscitent » les chefs, s'ils sont décidément trop « arriérés », alors il faut des chefs, **d'autres chefs**. Faut-il comprendre qu'on refuse l'ascension interne et les jeux de parti tout en appelant la chefferie de ses vœux, à condition, bien sûr, qu'il s'agisse d'une « bonne chefferie » ? Et si le CERES est si « décevant », est-ce pour cette raison triviale que, « bonne chefferie », il a finalement pris des « positions pas justes » – ce qui le transforme, ipso facto, en « mauvaise chefferie » ? ou est-ce, plus radicalement, parce qu'il entre, lui aussi, dans le jeu des chefferies ? Cette majorité de militants autogestionnaires introuvable ressemble beaucoup aux « bases ouvrières » des groupes gauchistes des années 1970. Refrain qui n'a plus l'attrait d'une relative nouveauté, et qui vient s'opposer terme à terme à la proclamation de la Tribune militante d'*Alternative Socialiste* citée plus haut. Alors, qu'est-ce qui est en jeu ici ? Une question de ligne politique ou une question de démocratie interne (« pratiquer déjà (l'autogestion) dans nos propres structures organisationnelles ») ?

C'est entre ces deux positions qu'oscille la morosité du gauchisme entré au PS. Et en effet, si les militants – d'où viendrait la lumière, c'est-à-dire qui soutiendraient la politique gauchiste – sont encore « arriérés », alors il faut les éduquer. L'autogestion doit s'enseigner. L'appel de l'autogestion qui a fait courir certains gauchistes au PS se transforme ainsi en vocation enseignante, et dès lors, selon que l'on s'adresse en haut ou en bas, aux instances dirigeantes ou aux militants, l'emporte tantôt la ligne politique, tantôt la démocratie interne. Mais comme, dans la relation à l'en bas, c'est la fonction pédagogique (avec ses effets de demande de reconnaissance et de pouvoir militant) qui occupe tout le terrain, l'autogestion comme pratique (par exemple de démocratie interne) devient une peau de chagrin tandis que, comme proclamation d'intention, elle occupe les estrades et se transforme en ligne de politique interne.

Prégnance de la pédagogie qui marque à la fois un refus et un retour. Un refus : celui de mai 1968 et de la pratique de « l'action exemplaire » : nous nous révoltons ici et maintenant, dans des formes de luttes que nous (ré)inventons, faites donc comme nous ! Un retour (mais aussi une continuité par rapport aux organisations politiques gauchistes) : celui du pouvoir militant tel que le définit le *Que faire ?* léniniste. D'anciens militants politiques organisés, ce refus et ce retour ne sauraient étonner. Mais il est bien plus curieux lorsqu'il s'observe chez d'anciens gauchistes ou des militants socialistes en prise sur ce que mai 1968 contribua, non pas à créer, mais à faire émerger. Par exemple les luttes régionales ou le mouvement écologique.

Dans ces cas de figure aussi, l'entrée en PS se fait à l'appel de l'autogestion, non plus seulement celle de l'entreprise, mais maintenant celle de l'espace. Mais ici éclate le fait qu'au PS, on ne milite guère sur le terrain : contrairement en effet aux gauchistes qui ont importé dans la machine du parti leurs pratiques organisationnelles, les discussions d'appareil venant masquer l'absence militante, les régionalistes ou les écologistes ne peuvent, eux, importer les mouvements auxquels ils se réfèrent puisque, précisément, ceux-ci se situent en dehors, et cela quelle que soit la

forme qu'ils se donnent ici ou là. Ainsi par exemple, tel groupe politique nationalitaire/régionaliste qui s'est donné une organisation proche de celle des organisations centrales, l'UDB (Union Démocratique Bretonne), passe alliance électorale en Bretagne avec les partis signataires du Programme commun, mais ne se fonde dans aucune machine politique centrale. A fortiori lorsque les formes d'organisation sont celles, opposées, du groupe politique de type maoïste à structure de pouvoir interne fort ou du mouvement relativement dilué (mouvement écologique, mouvements culturels nationalitaires régionaux). Mais si les idéaux et les pratiques sont plus vivants en dehors du PS, bien plus, **si l'impulsion vient de l'extérieur du PS**, cela veut dire que ceux qui s'en réclament au sein du parti ne peuvent le faire que d'une manière oblique.

Soit qu'ils espèrent en la possibilité d'un débordement populaire après la victoire électorale, débordement généralisé qui contraindra le parti et le nouveau gouvernement à une politique plus ouverte à leurs demandes, par exemple, pour ce qui est des régionalistes, des transformations institutionnelles importantes ouvrant la voie à une véritable décentralisation, sinon à des autonomies régionales. Dans ce cas de figure, débordement populaire du gouvernement d'une part et réorganisation institutionnelle des premiers mois d'autre part, devraient permettre la réussite de la stratégie. De même, chez les écologistes du PS, l'espoir demeure que, mobilisation (et score électorale des écologistes autonomes) aidant, il devrait être possible de voir le programme nucléaire reconsidéré par l'éventuel nouveau gouvernement (11).

Soit que cette manière oblique n'ait pas beaucoup plus de poids que celui d'un **supplément d'âme**, mais dès lors, la partie n'est plus égale entre la politique que défendent ces militants écologistes ou régionalistes et la politique générale du parti, pensée à l'échelle du chômage et non des problèmes écologiques ou à l'échelle hexagonale et non des questions régionales. Bien plus, c'est pour ces écologistes ou ces régionalistes du PS eux-mêmes que la partie n'est plus égale : car ils acceptent aussi **pour eux mêmes** la partition en un principal (la politique générale du parti) et un secondaire (l'écologie ou la région). Mais peut-être l'acceptaient-ils **déjà avant** d'entrer au PS ? Peut-être, « terrain d'aventures » pour les uns, le PS est-il pour certains autres le lieu d'une revendication raisonnable et responsable. En effet ces questions finalement perçues comme secondaires (écologie, revendications régionales) par certains de ceux-là même qui les posent dans le parti, ne peuvent, dans cette longue perspective, être résolues qu'après un large débat interne, qu'après que, au sein même du parti, les opposants seront enfin convertis. Et les militants savent bien que, mythe de la production et de la croissance aidant, le jour semble encore lointain où il s'agira d'autre chose que de supplément d'âme. C'est que, de plus, ce débat interne devra se redoubler d'un autre, public celui-là, pour convaincre les masses non-informées (et dès lors, supposées « arriérées ») du bien fondé de la revendication écologiste ou régionale. Mais nous revoici dans un cas

(11) Cf. les discours de François Mitterrand, du 20 octobre 1977 sur le thème de l'écologie et du début du même mois d'octobre sur la décentralisation. « Qualité de la vie » verte, « qualité de la vie » décentralisée...

de figure connu : sous le nom de débat démocratique, il nous faut entendre qu'il s'agit une nouvelle fois, d'enseigner. L'autogestion de l'espace se heurte au même problème que celle de l'entreprise ou celle de l'organisation interne du parti. « *Il faut faire régner l'autogestion* », dit un militant... Ainsi, ou bien l'impulsion autogestionnaire vient de l'extérieur (théorie du débordement), et le parti devient inutile sauf pour canaliser ce débordement, ou bien elle suppose ce long travail d'enseignement. Dans les deux cas, le militant ne peut se penser que dans les formes de la maîtrise, son amour du peuple et son dévouement impliquent qu'il intervienne comme cadre, après la victoire (pour canaliser) ou maintenant (pour enseigner). Mais alors, bien loin de constituer une différence au sein du parti, ou si l'on préfère, de se constituer en hors la loi, il reconnaît en réalité la loi du parti. L'image qu'il veut se donner de lui-même n'est plus le reflet de ses pratiques politiques. L'autogestion redevient mot d'ordre et ligne politique. S'ensuivent, dans le recodage du discours des garants gauchistes que fait l'appareil, deux conséquences : celle-ci d'abord que la politique générale du PS sur les questions écologique et régionale a plus à voir avec la nostalgie des paradis perdus et la mise en avant des dures nécessités économiques et politiques qu'avec la recherche d'un nouveau mode d'organisation sociale ou de production, cette autre ensuite que ces questions, affadies toutes deux dans une vague « qualité de la vie », ne servent qu'à ravaler en vert la façade de l'édifice socialiste, à lui donner cette image de socialisme soft et ses caractéristiques apparemment new-look. Elles lui font un enracinement à bon compte dans les belles vallées vertes de nos belles régions françaises, leurs travaux et leurs jours. C'est bien cela qu'un François Mitterrand exprime clairement quand il tient ce discours **politique** qui se donne les apparences de la rêverie bucolique sur les charmes discrets de la nature...

IDEAUX ET PRATIQUES GAUCHISTES AU SEIN DU PS

Sans doute, l'étrangeté de la démarche écologiste ou régionaliste par rapport à la machine politique du PS joue-t-elle un rôle important dans l'impossibilité où sont les militants qui la suivent à exister fortement. Sans doute aussi, ceux qui luttent pour l'écologie ou l'autonomie nationale/régionale se retrouvent-ils le plus souvent ailleurs qu'au PS, dans des mouvements, et quelquefois même, pour ce qui est de la revendication régionale, au PCF. Pour cela, plus significative si l'on veut savoir quelle idéologie fait entrer un ancien gauchiste au PS, plus significative parce que plus déterminée paraît la démarche des gauchistes de référence marxiste et devenus socialistes. On peut d'ailleurs remarquer que c'est en raison symétriquement inverse des écologistes ou des régionalistes : le « pôle de gauche » à créer au sein du PS peut être un corps étranger au parti par son idéologie, il ne l'est pas de la même manière pour ce qui est de son organisation, celle-ci ayant en effet peu à voir avec le mouvement type post-68 et beaucoup avec quelque chose comme une machine politique. Ainsi par exemple, les peu nombreux militants du PS d'idéologie trotskiste, qui pensent le parti comme ce à partir de quoi le débordement du Programme Commun sera possible après la « victoire » électorale, s'organisent selon le mode classique du groupe léniniste et de l'entrisme : c'est seulement pour des raisons d'efficacité que,

sur des positions qui ne sont pas sans rappeler celles de Marceau Pivert en 1936, ils militent au PS et non dans une organisation trotskiste. Ainsi encore, les anciens gauchistes qui cherchent à créer, non plus une CGT de luttes de classes comme aux temps de l'UJC ml, mais un PS de luttes de classes, ont une pratique organisationnelle plus proche de celle du groupe politique « révolutionnaire » que de celle du mouvement. Et évidemment d'autant plus fermée sur elle-même que l'environnement ne lui est guère favorable. Ce paléo-marxisme apparaît dans toute son évidence dans le discours idéologique. Ainsi, dit tel groupe (12), « *Tout socialiste d'aujourd'hui, quel que soit son pays, doit se sentir solidaire de la construction du socialisme en URSS ou en Chine, comme d'ailleurs dans tout autre pays* », ou encore : « Il n'y a pas de **compromis** possible et utile avec ces doctrines et ces pratiques (de la domination capitaliste), alors qu'**il en existe toujours avec les hésitations ou les erreurs** qu'on croit et qu'on peut déceler dans les cheminements multiples vers le socialisme ». Quand le Goulag devient une « hésitation » ou une « erreur », l'URSS, la Chine ou le Cambodge sont évidemment **tout de même** socialistes. D'où suit que la correction des erreurs ne peut se faire que par... la non-ingérence dans les affaires des socialismes extérieurs (dénoncer l'ingérence casquée et botée de l'URSS dans les affaires tchèques, soutenir les dissidents de l'Est, serait-ce s'ingérer dans les affaires russes ?) : c'est en effet la correction par l'exemple que proposent ces gauchistes, c'est-à-dire la correction par le pluralisme socialiste scientifique appuyé sur la révolution einsteinienne : « *Cette pluralité du socialisme, voulue par les faits, intègre la doctrine et la méthode dans une attitude de relativité qui est une des grandes caractéristiques scientifiques du XXème siècle* ». Un socialisme à « visage français » donc et des interventions dans le droit fil d'une théorie « marxiste » des plus orthodoxes. Par exemple, le CLARUS défend la nécessité d'une école d'Etat, non pas dans le sens historico-classique de l'opposition à l'école confessionnelle, mais pour faire échapper l'enseignement (et notamment le technique) à la mainmise de l'enseignement privé patronal. Position qui reprend tant les thèses de Marx que celles de certaines avant-gardes ouvrières de la fin du 19ème siècle en ce sens qu'elle refuse l'enseignement privé patronal, mais qui oublie que ce refus, chez Marx comme chez ces ouvriers du 19ème siècle, était **aussi** celui de l'école d'Etat. On peut, à partir de cette position, suivre la mécanique de cette série de codages qui donne sa nouvelle image de marque au PS et permet aux anciens gauchistes de persévérer dans leur être socialiste : ici, le CLARUS, la laïcité contre la mainmise patronale sur l'enseignement technique, là (Mexandeau), la laïcité française « classique » contre l'enseignement religieux, plus haut (la direction du PS), une souplesse quelquefois embarrassée d'où les préoccupations électorales ne sont pas absentes (13). Mais surtout, ce qui apparaît ici, c'est ce qui rend possible les recodages de l'appareil : on voit en effet **qui** propose le new-look

(12) Le CLARUS (Centre de Liaison et d'Action Révolution – Unité Socialisme), où les militants ne sont pas tous d'anciens gauchistes évidemment. Les citations sont extraites du *Manifeste du CLARUS*, 2 juin 1975, pp. 10 et 7.

(13) Cette série de codages se retrouve sur d'autres enjeux. Par exemple, l'armée, où la forme de centralisme du PS autorise ce jeu : que des militants socialistes participent au soutien aux Comités de soldats, pendant que la direction condamne ces mêmes comités...

et **comment** il est proposé avec cette présence de l'Etat qui ne peut que satisfaire un parti qui se propose de gérer la France. Les conseillers du Prince ne se nomment pas tous Attali, et le Prince peut partout prendre son bien, y compris dans « l'opposition de gauche », quitte à le transformer, avec ce bénéfice supplémentaire que ces recodages ont des effets recruteurs.

Ceux-ci viennent se conjoindre avec les appels que les gauchistes devenus socialistes lancent à leurs anciens amis : « *Le but que nous nous sommes fixé* dit un autre groupe (14), *en rentrant dans ce Parti, en faire une organisation de combat politique rigoureux pour la victoire du socialisme, doit s'appuyer sur une entrée en masse de militants décidés : l'image donnée par le Parti aujourd'hui doit avoir comme contre-poids un pôle de gauche intransigeant et mobilisateur* ». Une gauche pure et dure (et qui d'ailleurs, pour cette raison, s'investit de la mission d'éducation du militant « arriéré », on l'a vu plus haut), une gauche pure et dure qui appelle à son renforcement. Mais l'éducation des militants peut être longue. S'ensuit qu'il faut appeler au-dehors, il faut une « entrée en masse de militants décidés »...

« AU PARTI SOCIALISTE, ON EST ECOUTE »

Comment fonctionne le parti ? De la même manière qu'il recrute : à la séduction des idées, et tout particulièrement de celle-ci : **la construction du nouveau**. De cela, les urbanistes donnent un exemple remarquable. « Changer la ville » devient en effet et un métier (par exemple, faire les études d'urbanisme nécessaires aux (nombreuses) municipalités socialistes (sans parler de cette sorte de permanents technico-politiques que sont les architectes d'Urba conseil), et un idéal dont on peut débattre. La faiblesse théorique du PS va ici jusqu'à l'absence totale de doctrine : le champ est libre. Ainsi le PS devient-il, pour des architectes et des urbanistes, ce lieu politique où l'on peut mieux vendre ses idées, où l'on peut se faire entendre, plus exactement **où l'on peut être écouté**. Ainsi les réunions de sections deviennent-elles des mini-espaces où s'échange **une reconnaissance** avec, en prime, le frisson d'un pouvoir politique futur. Sans doute, architecture et urbanisme, par la relation obligée qu'elles entretiennent avec les pouvoirs d'Etat ou locaux, sont-elles des cas limite. Mais ce qui, dans le fonctionnement du PS, apparaît comme un point de cristallisation dans l'amour, ou du moins l'intérêt pour le parti, c'est cela : l'idée d'un parti en chantier, où beaucoup est possible et pour commencer, être reconnu.

De fait, jusqu'aux frontières du « centre », tout débat, toute discussion sont possibles. Ainsi se produit **l'illusion de l'autogestion** : elle n'est pas seulement ce point de programme qui a fait appel pour entrer au PS, elle est aussi le sentiment d'une pratique organisationnelle interne. Tout le monde en effet peut apporter son gadget personnel et le faire discuter en réunion de section inviter même des spécialistes

(14) Loïk Prigent, *Pourquoi ?*, éditorial du n° 1 d'*Alternative Socialiste*, avril 1976.

extérieurs de la question, puis le faire remonter jusqu'à la fédération et au niveau national, lieu où justement il retrouve sa nature – ou plus exactement, la nature que lui confère le parti – et redevient gadget. C'est dire que cette illusion de l'auto-gestion n'a pas grand chose à voir avec le recodage dont on parlait plus haut : dans celui-ci, il s'agit seulement pour la direction de reprendre et de transformer telle idée, tel discours ou telle pratique, qu'ils soient ou non intérieurs au parti, pour améliorer l'image de marque socialiste et moderne du parti, dans celle-là au contraire, la notion même d'efficace a disparu : la parole a perdu son sens collectif, elle s'est individualisée. Pour qu'elle reprenne ce sens collectif, il faudrait qu'elle entre dans les jeux politiques internes du PS, c'est-à-dire qu'elle présente un intérêt dans leurs stratégies internes. Car la seule forme possible d'apparition des idées en haut (et cela sans qu'elles subissent nécessairement un recodage) passe par l'exercice d'un pouvoir interne, c'est-à-dire par les tendances majeures. On sait que la « lutte » qui opposait Mitterrand et le CERES portait sur un enjeu moins idéologique que de pouvoir. C'est qu'en effet, l'exercice d'un pouvoir à l'intérieur du parti, cela se traduit, dans l'immédiat, par une existence au sein du PS, demain, s'il y avait « victoire » électorale, par du pouvoir politique d'Etat. « *Peser sur les décisions du Parti*, se plaint *Alternative Socialiste* (15), *semble se résumer à ceci : se faire une clientèle électorale interne et réaliser les compromis nécessaires pour faire partie de ta majorité. Le Parti s'organise donc en fractions plus ou moins autonomes qui hier ou aujourd'hui ont avalé toutes les pilules qui leur permettaient de gouverner avec un homme providentiel rassembleur indispensable s'appuyant sur une technocratie non contrôlée par le Parti. Ce modèle est connu, c'est celui de notre Vème République, la gauche avec moins de 50 % des voix ne participe pas aux décisions, hors des élections il n'y a pas d'expression politique prévue* ». (16) Discours qui revient comme un leitmotiv chez les gauchistes du PS : il n'y a pas de démocratie interne dans le parti, les batailles de tendances en tiennent lieu (ou l'atomisation – ce qui revient au même –, chacun ou chaque groupe bricolant dans son coin dans l'indifférence politique généralisée du parti) : « *Il est impossible de poser les questions de fond dans leur totalité et leurs prolongements pratiques dans son courant faute d'être accusé de remettre en cause son unité face aux autres courants ; et il est pareillement impossible de poser les mêmes problèmes dans les structures régulières du parti (A. G. de sections, congrès fédéraux, etc.) puisqu'elles sont l'enjeu d'affrontements entre courants* » (16). Dès lors, bien sûr, les méthodes de censure pourront varier, aller de « *la censure ouverte à la feinte indignation en passant par la surdité politique* » (16), restera que la ligne politique du PS sera le résultat d'un compromis entre tendances majeures, et les militants ne seront plus qu'une « *clientèle chargée d'arbitrer quand il y a opposition de courant* » (16). Mais, si l'on a bien lu le discours de ces gauchistes, n'est-ce pas justement **ce que veulent** les militants du PS, qu'*Alternative Socialiste* accuse par ailleurs de « plébisciter » les chefs ? Comment sortir de l'aporie ?

(15) *Alternative Socialiste*, ibid.

(16) Michel Pachkoff, *Pour la libre opinion*, Tribune militante, in *Alternative Socialiste*, n° 4, septembre 1976.

Car celle-ci est essentielle à ce discours et traverse tous les débats politiques, depuis la politique militaire jusqu'aux désaccords avec le PCF sur les modes d'actualisation du Programme Commun. D'autant plus essentielle que ce fait têtue : ne pas pouvoir compter sur les militants ou adhérents socialistes, trop « arriérés » comme on le sait, se redouble de cet autre : la politique interne d'aujourd'hui sera la politique gouvernementale de demain (en cas de « victoire »). « *D'où vient ce clivage, dit encore le groupe d'Alternative Socialiste, entre une élite souveraine et des militants qui sont malheureusement trop nombreux à se satisfaire d'apprendre l'essentiel par la presse ? Ne voit-on pas que les pratiques d'aujourd'hui annoncent les méthodes gouvernementales de demain et la reproduction indéfinie du modèle bourgeois ? Quel espoir y-a-t-il encore que le parti, demain, contrôle le gouvernement, à l'inverse du soutien inconditionnel que l'on n'a pas manqué de dénoncer sous Guy Mollet en 1956 ?* » (17).

Mais, pour dénoncer l'absence de démocratie interne, pour faire de la figure de Guy Mollet le mal radical, pour faire comme si le parti socialiste était le parti communiste, encore faut-il croire quelque peu aux vertus au moins possibles du PS (sinon, on s'en va...). De fait, le piège fonctionne assez bien, en tout cas suffisamment pour que le PS offre et conserve cette image, aux yeux d'anciens gauchistes, d'un lieu politique en construction, « en chantier », où beaucoup est possible, et même la démocratie. « *Si dans tous les secteurs, devant toutes les échéances, ils (les militants) considèrent que les perspectives sont loin d'être claires, plutôt que de se lamenter, ils doivent en tirer les conséquences, il leur faut débattre et proposer, s'ils se plaignent du manque de démocratie dans le parti, du fonctionnement des courants, il leur revient de changer les choses, personne d'autre ne peut les y aider : la démocratie n'est jamais octroyée, elle est une conquête perpétuelle, etc.* » (18). Ce discours, tenu ici par des militants qui veulent créer un « pôle de gauche » au sein du parti, pourrait être tenu repris par tous ceux qui sont venus au PS à partir des rangs ou des idées gauchistes (le « petit bout de la lorgnette » n'est ici qu'apparent), et gauchistes de formation marxiste, écologiste ou régionaliste se trouvent tous confrontés à la redoutable aporie de la volonté militante des adhérents du PS. Peter Ibbetson du socialisme, rois la nuit dans leur rêve, militants déçus le jour par la machine du parti, les gauchistes du PS sont contraints à l'atomisation et à sa manipulation effective par le jeu des tendances, et leur vocation enseignante s'enlise dans l'« arriération » d'une base qui « se satisfait d'apprendre l'essentiel (de la politique du parti) par la presse. ».

Mais peut-être la force entraînante de la machine PS réside-t-elle justement là, dans cet effet Peter Ibbetson : on peut se rêver roi parce qu'il y a aussi, le jour, possibilité de jeu et de parole internes (c'est l'autre face de l'atomisation, celle qu'on privilégie les jours d'enthousiasme ou de croyance, celle qui fait dire par exemple aux socialistes

(17) J-P Phelouzat, *Parti socialiste et force de frappe*, in *Le mensuel d'Alternative Socialiste*, n° 1, janvier 1977 (après scission dans le comité de rédaction du premier *Alternative Socialiste*).

(18) Loïk Prigent, *Incertitudes et dérapages*, éditorial du n° 1 du *Mensuel d'Alternative Socialiste*, janvier 1977.

régionalistes que leurs idées, petit à petit, progressent, parce qu'au dernier congrès (Nantes), « on » (d'en haut) leur a demandé un dossier sur la question régionale concernant leur pays...). Ainsi le PS, repu de discussions ouvertes et de dossiers peut-il tranquillement se laisser aller à la digestion paisible des propositions qui viennent de son sein et qui n'ont dès lors d'autre efficacité que celle d'une parole perdue. Croisement de deux préoccupations politiques, mais les dés sont pipés : le PS offre son accueil à une libre parole sur les nouvelles formes de la politique (l'écologie ou les luttes urbaines, l'autogestion ou les questions nationales/régionales), et dans cet accueil, il recode sa tradition de parti non-disciplinaire, passant du plus grand libéralisme sur les alliances électorales de ses notables (hier) à l'ouverture et (aujourd'hui) à la discussion des questions politiques nouvelles par ses militants. De là, la possibilité d'un étrange dialogue entre Gambetta (ou Herriot) en haut et Marx (dans le cas des anciens gauchistes de formation marxiste) ou X (dans le cas des écologistes...) en bas. Car le PS n'ignore rien des lois de l'hospitalité, il sait qu'elles imposent d'écouter l'étranger et de lui offrir du miel et du lait, ce qui n'a jamais voulu dire qu'on lui offrait la direction de la maison : la politique traditionnelle, les alliances ou les désaccords, sont décidés en haut et il n'est pas rare que les décisions qui y sont prises soient contradictoires avec les positions de ses nouveaux adhérents venus des idéaux de mai. Mais dans cette relation, il y a aussi renversement des rôles : sans doute s'opposent la politique (traditionnelle) décidée par un centre très réduit (19) et les nouvelles formes de la politique parlées par un en bas, d'ailleurs quantitativement minoritaire, sans doute c'est cette politique parlée qui joue le rôle séducteur de miroir aux alouettes, sans doute encore la stratégie du PS est-elle un appel aux idées gauchistes (que les gauchistes viennent donc chez nous et ils pourront y parler d'autogestion, de luttes urbaines ou d'écologie (20), mais ce que Foucault et Deleuze nommaient, dans un entretien publié dans *L'Arc*, la « régionalisation » des luttes (21) fait le reste. Car c'est par elle que les anciens gauchistes deviennent bons entendeurs du salut PS et que les chefs peuvent tranquillement se réserver la forme classique de la politique et, du même coup, leur pouvoir, tout en repeignant l'image de marque du parti aux couleurs des nouvelles formes de la politique. Si le refus de l'opposition entre le principal et le secondaire, la « régionalisation » des luttes, idées force de la nouvelle politique viennent en supplément, c'est donc aussi **par leur statut même** plus que par on ne sait quelle

(19) Les luttes de tendances trouvent là leur racine. Non seulement les luttes, mais l'organisation intérieure des tendances : le CERES n'est pas moins centralisé que la tendance majoritaire, et son rapport aux nouvelles politiques n'est pas non plus d'un type différent.

(20) C'est aussi une idée qui fait son chemin dans le PCF si l'on en juge par son discours « régional » et par cette distinction nouvelle faite depuis peu entre les idées (et les intellectuels et artistes) gauchistes et les militants (« gauchistes-aventuristes »).

(21) « Face à cette politique globale du pouvoir, on fait des ripostes locales, des contre-feux, des défenses actives et parfois préventives. Nous n'avons pas à totaliser ce qui ne se totalise que du côté du pouvoir, et que nous ne pourrions totaliser de notre côté qu'en restaurant des formes représentatives de centralisme et de hiérarchie. En revanche, ce que nous avons à faire, c'est arriver à instaurer des liaisons latérales, tout un système de réseaux, de bases populaires ». (G. Deleuze, Entretien avec M. Foucault : *Les intellectuels et le pouvoir*, 4 mars 1972, in *L'Arc*, n° 49, p. 7).

méchanceté intrinsèque du parti. Celui-ci, comme machine politique, ne peut transformer le supplément en nécessité que lorsque, non seulement la majorité de ses adhérents, mais aussi une large part de ses électeurs auront repris cet idéal à leur compte, c'est-à-dire lorsque celui-ci sera un moyen de victoire électorale. Et cela, ce n'est ni bon, ni mauvais, cela c'est seulement la logique de cette machine politique là : le PS. Dès lors, que la machine réponde à cette « régionalisation » des luttes par l'atomisation des groupes ne saurait étonner, son mode de gestion des idéologies et sa mécanique (ou son bricolage ?) d'exercice du pouvoir sont en effet par nature étrangers à cette « régionalisation ». Ne saurait étonner, non plus, la dure nécessité qui s'impose aux anciens gauchistes de transformer l'idéal de l'auto-gestion en pratique pédagogique : celle-ci est en effet le seul moyen interne de transformer le supplément en nécessité.

Pris entre un paléo-marxisme pur et dur et la « régionalisation » des luttes, les anciens gauchistes ne peuvent dès lors arracher leur tunique de Nessus : cette garantie : qu'ils constituent pour l'image de marque du PS, que celui-ci est bien un parti nouveau, héritier de mai au point que certains des enfants de mai s'y reconnaissent suffisamment pour adhérer ou écrire des livres à sa louange. Même la révolte est impossible : elle est digérée sans problème apparent par la machine molle du parti, sans nécessité d'exclusion ni d'épuration. Et la critique personnelle la plus virulente ne produit rien de plus qu'une admonestation d'un leader. Bien mieux, que l'admonestation du grand dirigeant ne se traduise pas par une mesure disciplinaire interne, difficile mais possible, a ce bénéfice pour la machine de montrer son aspect apparemment démocratique : au sein du PS, on peut aller au-delà du « *cadre de la polémique normale pour atteindre celui de la diffamation* », et cela sans obligation ni sanction (22)...

C'est que, sans doute, pour le PS, la politique se passe ailleurs que dans les sections locales. Elle se passe – et ne se passe – qu'au centre (23). Vertiges du centralisme

(22) Ainsi, malgré la lettre du texte cité ci-dessous, les militants à qui un grand dirigeant adresse la réponse suivante en octobre 1975 n'ont pas eu à subir plus que ce texte lui-même : « *Si la note que vous avez signée est bien exacte, mais j'en doute, elle dépasserait alors le cadre de la polémique normale au sein d'une organisation politique pour atteindre celui de la diffamation...*

« *Ou vous êtes mal informés, ce qui est sans doute le cas, et cela est possible, ou vous n'êtes que des falsificateurs petits bourgeois. La façon scandaleuse, inadmissible, pour tout dire réactionnaire, dont vous mettez en cause le premier secrétaire du Parti Socialiste est indigne de militants socialistes, et si les propos qu'on vous prête ont bien été tenus par vous, concernant François Mitterand, ce que j'ai peine à croire, vous admettez que votre place n'est pas dans le Parti Socialiste* ». Au parti, il n'y a pas de malheur pour ceux par qui le scandale arrive...

(23) Comme on a pu le constater au moment des renégociations sur le Programme commun. On aura pu remarquer aussi que la réponse du centre à la grogne (relative) des militants et des électeurs éventuels se faisait d'une manière décalée : par des discours sur la décentralisation que mettrait en pratique le PS s'il parvenait au pouvoir. Pour le centre, c'est toujours demain qu'on raserait gratis. Avec ce nécessaire et traditionnel renversement de l'image : pour obtenir que ce soit aujourd'hui, il faut, non pas supprimer le centre (ce qui est incompatible avec l'idée même de parti telle qu'elle a été pensée jusqu'à aujourd'hui), c'est-à-dire le « point de vue d'ensemble », mais faire pression sur lui, ou le déborder, ou encore plus radicalement, s'en emparer.

auxquels, paradoxalement, si l'on tient compte de leurs objectifs, et très logiquement, si l'on tient compte de la machine PS, les militants écologistes ou régionalistes du parti, cèdent eux aussi. Dans leur version dure en effet, ils reprennent au fond l'argument trotskiste du débordement : il s'agira de profiter des premiers mois de l'éventuel nouveau gouvernement pour faire passer nos idées dans la pratique du nouveau pouvoir d'Etat, c'est-à-dire obtenir le maximum d'institutionnalisation de nos objectifs : en faire des lois. Dans leur version timide, le processus d'éducation qu'ils mettent en œuvre n'a de sens et d'efficace que s'il gagne jusqu'au centre de l'appareil et redescend, du centre devenu gouvernement, sous la forme, encore une fois, de lois et décrets. Cas de figure de la dureté et cas de figure de la timidité écologistes régionaux, on le voit, ne se distinguent en rien de ceux que manifestent les gauchistes de formation marxiste, sinon par le **degré** d'organisation des militants.

Ainsi va le PS : une nouvelle légitimité républicaine-progressiste garantie d'un côté par un paléo-marxisme, de l'autre par les effets de la « régionalisation » des luttes. Avec ce résultat : un centralisme de type radical-socialiste, un centralisme sans organisation fortement hiérarchisée qui, justement en raison de sa nature, permet ces codages différents, à effets recruteurs et reproducteurs, mais sans efficace sur la ligne politique de l'appareil, un centre qui paraît imiter la montre molle surréaliste et l'apparent oubli que même une montre molle a besoin d'un horloger. Et avec ce fonctionnement réel : qui sera le mieux entendu de l'horloger ? qui aura suffisamment de **disciples** l'aidant de leur clameur à se faire entendre de l'horloger ? Aujourd'hui, au plan du programme et des promesses, demain (?) au plan des lois et des institutions.

Jean BORREIL.

LE COMPROMIS CULTUREL HISTORIQUE

I – LA TRIBUNE DE L'IMAGE

«*Les tribunes du Programme Commun sont vides*». La phrase que l'on répète volontiers dans certains cercles laisse ouvertes plus d'interrogations qu'elle ne voudrait. Ce n'est pas tant l'étonnement devant l'assurance de ceux qui croient que leur seule absence fait un désert. C'est plutôt le sentiment que cette démonstration a oublié de s'interroger sur ce qu'elle démontrait : cette non-présence est-elle bien un manque ? Est-ce par la rhétorique des intellectuels de tribune que les programmes — communs ou non — trouvent aujourd'hui à se faire aimer ? Si certaines places ne sont plus occupées à la tribune, c'est peut-être aussi que les tribunes n'occupent plus la même place. À côté des effets de maîtrise rhétorique qui se jouent à l'intérieur de la classe politique, n'est-ce pas par d'autres voies que les programmes aujourd'hui se font sensibles au cœur : par une certaine capacité de gérer et de réagencer les images que les murs, les écrans, les journaux et toutes les surfaces de représentation nous renvoient quotidiennement du monde et de nous-mêmes ? Images de la misère et du bien-être, de la liberté et de la contrainte, de l'enracinement dans le passé et des rêves de l'avenir. Ce qui peut-être est décisif aujourd'hui pour la séduction des programmes de gauche, c'est moins la présence à la tribune des grandes vedettes de l'intelligentsia que la capacité de se réapproprier toutes ces images, forgées dans les luttes et les rêves ouverts par Mai et qui, lentement et à mesure même que ces luttes et ces rêves s'effiloçaient, ont envahi tout le tissu de cet imaginaire social que gèrent les publicitaires et qu'apprennent à gérer les politiques.

Pas de grands penseurs pour exalter à la tribune la politique de la gauche. Mais qui donc nous avertissait naguère : «*Il n'y a pas que la politique dans la vie*» ? N'est-ce pas Wolinski, grand imagier de Mai et du gauchisme qui, à l'heure où l'ancien théoricien-stratège de Mai proclame le vide des tribunes de gauche, illustre quotidiennement en première page de *L'Humanité* la dernière ligne du Parti ? Contre-exemple ou signe d'un phénomène plus profond, relatif à l'héritage gauchiste ? Signe que peut-être les tribuns de la mort du marxisme — si jaloux qu'ils soient de l'héritage de Mai — n'ont gardé que les mots, la grande rhétorique de la dénonciation — aujourd'hui du ressentiment —, tandis que les images, héroïques ou familiales, du

gauchisme passaient silencieusement de l'autre côté ? Pas toujours silencieusement au juste. On a bien dû par exemple remarquer comment, en quelques années, le cinéma communiste avait pu reconstituer, de 36 aux luttes d'aujourd'hui, en passant par la Résistance et la guerre d'Algérie, des luttes ouvrières aux errances marginales, en passant par les luttes sur le logement et le féminisme, tout un tissu politico-culturel. Or ce légendaire nouveau ne signifie pas simplement la reprise d'un héritage historique ou la capacité nouvelle d'illustrer une politique en fictions démonstratives et en images à aimer. Il est une reconquête sur le terrain des pratiques et des images gauchistes. Même lorsque des cinéastes communistes imagent des fragments de l'histoire communiste (*La Question*, *L'Affiche rouge*), ce sont d'abord les brèches faites par le gauchisme dans l'histoire et dans la légende communistes qui se trouvent colmatées : opposition à la Guerre d'Algérie, terrain de la formation d'une jeunesse militante en opposition au Parti ; 21 février, anniversaire de l'exécution du groupe Manouchian, devenu au temps de la guerre du Vietnam journée symbole de la prise en main gauchiste de la tradition internationaliste ; symbole ensuite, au temps des « juifs allemands » de Mai 68 et de la « nouvelle résistance populaire », de la lutte contre le parti social-chauvin du « S.T.O. Marchais ». Or la façon dont *L'Affiche rouge* rend au P.C. ce symbole est exemplaire. En refusant de faire un film historique héroïque, en faisant jouer aux acteurs l'interrogation : comment représenter aujourd'hui l'histoire de Manouchian, le film réalise une opération très précise : il sort l'affaire Manouchian de l'histoire contradictoire du mouvement communiste pour l'inscrire dans l'espace unanimiste de la culture gauchiste : la Cartoucherie, lieu privilégié du théâtre, des fêtes et des manifestations gauchistes. Ce sont alors les images **familiales** du second âge gauchiste (mémoire populaire, fête, fraternité, motards...) qui viennent distancier les images héroïques du premier âge gauchiste et, colmatant la brèche inscrite en elles, rendre la légende Manouchian à l'histoire du parti de Georges Marchais.

L'Affiche rouge n'est pas un film mettant des images communistes à la place des images gauchistes, pas un discours communiste sur des images gauchistes, c'est un film dont le discours est fait par les images gauchistes, plus précisément par le travail d'images gauchistes sur d'autres images gauchistes. Processus exemplaire : les images de la *vie* que le gauchisme fraternel opposa tant à la grisaille de gauche qu'au simplisme des images du gauchisme héroïque servent aujourd'hui à la réappropriation communiste de l'héritage gauchiste, à la formation du nouvel amour pour la légende communiste. Réappropriation très spécifique puisqu'elle permet justement à la politique de disparaître dans la photo de famille, à l'éducation partisane de devenir éducation sentimentale. Le message de *L'Affiche rouge*, c'est moins en effet : « nous sommes le parti des fusillés » que : « nous sommes le parti de la jeunesse ». Cette résorption « gauchiste » de la politique dans la vie trouve son expression-limite dans *La Communion solennelle* où le droit de la jeune gauche à représenter l'héritage du peuple ouvrier et paysan est figuré sous la forme immédiate de la transmission génétique, où la nouvelle positivité de gauche se donne comme force sexuelle vive.

Paradoxes de la nouvelle culture de gauche : c'est grâce à l'hégémonie culturelle, construite à l'intérieur de la domination politique de la droite, que la gauche a pu proposer l'image de marque de son renouveau. Mais cette hégémonie culturelle est bien moins une capacité de créer des images qu'une capacité de gérer des images produites ailleurs. C'est l'expansion de l'imaginaire gauchiste, sa vulgarisation dans l'ensemble de la société, corrélative du déclin politique gauchiste, qui a donné à la gauche le contrôle des images du nouveau. Tandis que l'État giscardien s'efforçait de transformer le terrain des luttes gauchistes en terrain de réformes libérales et d'utiliser l'imagination proclamée au pouvoir en 1968 dans ses bureaux d'études et ses organismes de recherche, les aspirants au pouvoir de gauche trouvaient dans l'imaginaire gauchiste — un imaginaire nivelé, vulgarisé, épuré de ses contradictions — les moyens d'illustrer le nouvel amour et la nouvelle espérance politiques. Non que les nouveaux cinéastes communistes utilisent pour faire vendre leur marchandise communiste l'affichage publicitaire gauchiste. La romance fraternelle de Cassenti ou le roman familial de Féret ne sont pas des trucs publicitaires mais le point d'ancrage de leur propre croyance communiste. La nouvelle fiction de gauche n'est pas un accaparement frauduleux des images gauchistes, mais peut-être la seule façon aujourd'hui d'agencer, de gérer ces images dont les gauchistes ont perdu la maîtrise. Le pouvoir de gérer des images, c'est d'abord le pouvoir de la **légende**, entendue en son sens premier : pouvoir de mettre un énoncé sous les images où chacun est appelé à reconnaître ses désirs et ses nostalgies. Pouvoir à la limite d'une simple signature dans un coin de l'image : inscription « *vive le parti communiste* » dans la cellule des condamnés de *L'Affiche rouge* ; affiche d'un Marx motard invitant les loulous à la fête des J.-C. sur laquelle passe négligemment la caméra des *Enfants gâtés* travelinguant sur des chantiers de construction. *Des enfants gâtés* donne peut-être la meilleure représentation de la nouvelle image de gauche. Non que la politique se dissimule ici dans la photo de famille. Mais son fonctionnement a subi une inversion, exemplairement ressentie et méconnue par le critique du *Monde* : « *On regrette que ce film si vivant, si intelligent et dont les personnages nous sont si fraternels devienne par moments si lourdement démonstratif. C'est la paille qui nous gâte ces enfants gâtés. Mais ce n'est qu'une paille. Il y a dans cette histoire une force, une sensibilité, une générosité qui finalement emportent l'adhésion* ». L'argument est connu : trop de politique, mais tant de sensibilité... Mais si justement la vraie politique se tenait dans cette sensibilité ? non dans l'accumulation des problèmes « sociaux » évoqués, mais dans la réorganisation des signes sensibles, de l'*ethos* des relations entre les personnages ? Beaucoup de politique, assurément : logement, femmes, immigrés, chômage... Mais justement la politique est redondante et fonctionne du coup à l'inverse de la structure fictionnelle classique qui ponctue d'un message politique l'émotion créée par la fiction d'amour, de folie ou de mort. La comparaison avec les précédents films de Tavernier est significative. À la fin de la chronique scandaleuse de la Régence, il y avait le geste d'une femme brandissant la torche de la vengeance populaire (*Que la fête commence*) ; à la fin de l'histoire du marginal de *Le juge et l'assassin*, il y avait le visage fier d'une femme du peuple regardant sans peur la police anti-ouvrière. À la fin des *Enfants gâtés*, le geste d'une femme encore. Mais celle-ci ne se sert plus de son corps pour signifier aucun message. Elle prend simplement, pour la baiser la

main de son partenaire, avant de s'en aller : geste d'amour et renversement du rapport de maîtrise traditionnel exprimé par le baise-mains, qui sont la véritable politique du film, à laquelle la lutte des locataires ne sert que de trame fictionnelle. Ce n'est pas comme le dit un autre critique la femme qui accouche le personnage du citoyen qui est en lui (1). C'est elle bien plutôt qui est l'image de la nouvelle citoyenneté. La politique ici n'est pas l'appel à une autre politique du logement, elle est dans la proposition d'une nouvelle image de la femme libérée et militante, dont le militantisme n'est pas autre chose qu'une façon d'être qui va, sans discontinuité, du goût pour les pulls larges portés sans soutien-gorge ou des petits repas à la bonne franquette à la conscience des droits syndicaux. Proposition dans ce visage doux et buté, dans cet être avide en même temps de jouissance et de justice, fragile et autoritaire, revendicatif sans ressentiment, d'une image moderne et gauchiste de la nouvelle liberté guidant le peuple. Ce n'est pas l'amour qui fait prendre conscience de la politique ; la politique ici c'est le nouvel amour pour l'image en quelque sorte d'un nouvel *animal politique*, résolvant au profit de la gauche l'antinomie gauchiste du militantisme (mâle) et de la jouissance (féminine) : Marianne gauchiste pour une République syndicale.

Ainsi glissent les images malgré les mots sonores des tribuns. Plus la peine, dit Marguerite Duras, « *de nous faire le cinéma de l'espérance socialiste* ». Mais cette phrase ne traduit-elle pas une impuissance tout autant qu'un refus ? Ce n'est plus la peine, mais aussi bien ce n'est plus possible, de ce côté-ci, de gérer des images qui, au terme de leur glissement, ne peuvent plus être légendées et agencées que de l'autre côté. Ce glissement des images gauchistes, il a sans doute commencé en ce début d'année 1972 qui vit mourir Pierre Overney et naître le Programme Commun. À quelque temps de là la modification de la fin d'un spectacle militant « *Mort et résurrection de M. Occitania* » retint l'attention. Le fusil de la libération, levé en conclusion de la pièce, disparaissait au profit du Programme Commun. Dans cette image changée on pouvait voir en puissance beaucoup de choses supprimées ou réappropriées : la violence révolutionnaire opposée aux voies révisionniste et réformiste, les luttes nationalitaires contre le centralisme des partis et, plus profondément la culture gauchiste en ce qu'elle voulut avoir d'antagonique à la vénération, affirmée par le Congrès d'Argenteuil, pour le « trésor » de la culture humaine : le spectacle devenu moment de la lutte, l'enquête auprès des masses qui permet de leur renvoyer le sens de leur lutte, le lien retrouvé de la mémoire du peuple aux combats d'aujourd'hui à servir, l'idée d'une autre politique qui soit en même temps une autre vie ; bref un agencement nouveau des éléments : lutte, fête, parole, image, mémoire.

Ce qui se décide là est autre chose qu'un changement d'opinion. À travers ces images gauchistes qui se recentrent sur le texte communiste, comme à travers ces posters électoraux de la gauche qui se fabriquent avec les thèmes et les images du

(1) Jean-Louis Bory dans *Le Nouvel Observateur*.

gauchisme, apparaît plutôt un changement dans le régime de l'opinion, dans le rapport de l'apparence du spectacle au « vrai » de la politique. Changement dans la signification de cette représentation faite au peuple par l'artiste militant, dans la perception du peuple à qui l'on représente quelque chose, comme dans la position de l'artiste qui représente.

Qu'il y ait, dans ces changements d'images, un processus social beaucoup plus profond que la versatilité des monteurs d'images, le père de M. Occitania le laisse bien voir en faisant l'histoire du théâtre de la Carriera (1) : histoire des impasses du collectif s'installant, pour s'enraciner sur son terrain de jeu et de lutte, sur le plateau millavois et essayant d'y vivre de l'élévage, au détriment de son travail théâtral rendu impossible par la misère, mais aussi de son rapport au peuple-public, dont sa marginalité le sépare. Le projet militant réclame alors pour se poursuivre un autre enracinement : social dans le contact avec un peuple qui est celui des syndicats, professionnel dans la revendication d'un statut : « *La revendication d'un statut professionnel nous permet d'aller au fond des choses, de nous enraciner littéralement [...]. Nous sommes des travailleurs, nous voulons un statut social précis* » (2).

L'idée d'enracinement qui soutient l'artiste-militant se déplace ainsi de la *différence* (L'Occitanie, la communauté, les brebis) vers l'*identité* (le travailleur de théâtre, demandant à être reconnu comme tel et travaillant au service des travailleurs comme lui). Derrière le glissement des images, il y a le trajet d'une aventure militante qui débouche sur un terrain de réconciliation du gauchisme et de la gauche, celui d'une rencontre nouvelle entre l'idée pédagogique et l'idée syndicale.

LE PEINTRE, LE PEUPLE ET LE SYNDICAT

Au début de 1977 la presse de gauche pouvait annoncer, à la page des arts, une nouvelle remarquable : la création d'un syndicat C.G.T. des artistes plasticiens. L'événement assurément avait valeur exemplaire : l'artiste individualiste trouvant la voie de l'organisation syndicale ; l'enfant maudit/chéri de la bourgeoisie rejoignant la Centrale des travailleurs. Quel plus bel exemple de la prise de conscience que la crise du capitalisme engendre nécessairement chez les hommes de culture, lors même qu'ils appartiennent aux couches les plus irrésolues de la petite-bourgeoisie irrésolue ? Certes l'événement permet de mesurer la force d'attraction qu'exerce aujourd'hui l'idée syndicale sur les activités les plus éloignées du cœur de la production industrielle et de la condition salariée. Mais le symbole principal était malgré tout un peu à côté, dans la présence au bureau de ce syndicat d'un de ces « provocateurs étrangers à la classe ouvrière » que le pouvoir gaulliste voulut expulser en mai 1968, Julio Le Parc. Présence symbolique d'un processus de syndicalisation qui n'a pas grand-chose à voir avec la prise de conscience par les travailleurs séparés de la nécessaire unité, qui représente beaucoup moins le début que la fin d'une histoire

(1) *ATAC-Information*. Avril 1975, p. 14-15.

(2) *Ibid.*, p. 16.

militante: celle des peintres engagés, à partir de la Guerre du Vietnam et des ateliers populaires de Mai 68, dans le mouvement gauchiste.

Mettre des images au service de la lutte du peuple, retourner à son profit la technique qui fait d'eux des artistes dépendants du marché de l'art et des libéralités de l'État, tel fut le principe de la mobilisation des peintres militants en liaison notamment avec les batailles du mouvement maoïste: Tribunal de Lens et projet d'une exposition sur les mineurs, comité de lutte Renault et projet d'une exposition Overney.

Dans les batailles pourtant les peintres se heurtent vite à ceci que le peuple n'est pas aisé à servir — et même à rencontrer. Sans doute les contacts peuvent-ils être chaleureux avec les familles de mineurs ou les ouvriers du Comité de lutte. Mais la rencontre achoppe au point où la volonté de produire des images pour le peuple se heurte avec l'image que les militants ouvriers ont de leur lutte et avec les politiques qui prennent l'image du peuple pour enjeu. Le peintre et l'ouvrier peuvent échanger leur reconnaissance sociale: de l'artiste-militant pour l'expérience de lutte du prolétaire, du prolétaire pour la compétence propre à l'artiste. Mais cet échange ne produit pas la possibilité d'une discussion réelle sur l'image à produire de la lutte. Les ouvriers de Lip ne réagissent que par le rejet devant des images d'engrenages horlogers qui leur paraissent étrangères à l'image et aux besoins de leur lutte. Les peintres reçoivent comme pure censure les remarques des ouvriers du comité de lutte Renault: «*Quand on va les voir causer sur la peinture, on s'apercevra qu'entre le discours de Druon et le discours des ouvriers c'était la même chose*» (Matieu) (1).

Comment représenter les luttes et faire de la représentation une lutte? La discussion ne s'établit guère entre les deux parties. Mais c'est aussi que l'accès au peuple est gardé par les dirigeants maoïstes — en l'occurrence ceux de la «Gauche prolétarienne» — pour qui l'image du peuple est un enjeu politique fondamental et qui pensent les artistes militants d'abord comme illustrateurs de cette image. Plus précisément la pensée politique militante assigne au peintre militant un double rôle: celui d'illustrer son image du peuple, mais aussi de témoigner, dans une lutte, de la présence spécifique de la «fraction du peuple» qu'il représente: les peintres au côté des ingénieurs, des médecins, etc. L'artiste doit représenter l'image des militants et se représenter lui-même. Or cette double représentation barre doublement la rencontre souhaitée par l'artiste entre sa production et le public populaire. Par la censure d'abord, celle qui s'exerce sur le projet d'exposition Overney pour empêcher que ne soit présentée une image petite-bourgeoise du militant ouvrier maoïste (2); mais aussi parce que la possibilité de présenter au public populaire les tableaux est un

(1) Interview. Septembre 1977.

(2) «Le meilleur exemple ça a été la statue d'Ipoustéguy pour l'exposition Overney. Première chose: il n'était pas ressemblant. Ce qu'ils voulaient, c'était le buste, genre place publique. Deuxième discussion, venant des responsables: est-ce que c'est Overney qui doit porter l'émigré ou le contraire? Troisième étape: pourquoi l'émigré est-il mort? Quatrième étape: le sexe bandé: c'est inacceptable, c'est une conscience petite-bourgeoise des choses; on ne bande pas quand on fait de la politique.» (Matieu, *ibid.*).

enjeu de pouvoir qui échappe aux peintres. Quand ceux-ci préparent une exposition sur la mine et vont la présenter dans le pays minier, ils espèrent voir un échange s'établir enfin sur leur peinture avec ceux qu'ils peignent et pour qui ils peignent. La municipalité communiste qui, d'abord abusée, a prêté sa salle des Fêtes à une exposition de « peintres de Paris », prend conscience qu'elle a affaire à des gauchistes et fait prévenir la population d'éviter cette provocation. Mais le bilan de ce rendez-vous manqué n'est pas le même pour les peintres qui rembarquent les toiles qu'aucun mineur n'a vues et pour les militants qui les ont envoyés en pays minier. La censure qui signifie pour les uns l'échec complet de leur volonté de liaison avec les masses, vaut pour les autres comme démonstration politique exemplaire de l'oppression exercée par le révisionnisme sur la liberté d'expression. Entre les deux adversaires politiques s'établit au fond une solidarité qui joue au détriment du peintre militant. Celui-ci est le seul à avoir le désir inconditionnel de montrer aux ouvriers ce qu'il a fait. Le gestionnaire communiste qui le respecte en tant que peintre, le refuse en tant que militant. Le dirigeant maoïste qui se réjouit de la participation des peintres à la lutte n'a pas d'intérêt décisif à ce que le public populaire voit leur peinture et peut en trouver autant ou plus à ce qu'il ne la voit pas, si cette censure fait démonstration politique. Du côté de la production de l'image comme de celui de sa présentation, le peuple est bien gardé.

Cette double barrière renvoie la volonté de servir des peintres à l'intérieur de leur collectivité. Mais du même coup la rencontre impossible de l'image du peintre et de l'image du peuple va se reproduire à l'intérieur de cette collectivité — et avec elle le pouvoir du tiers militant.

Exemplaire est, à cet égard, la discussion engagée en Mai 1973 pour la salle « *A travail égal, salaire égal* » au salon de la Jeune Peinture. Dans ce projet égalitaire, les peintres ou les collectifs doivent présenter des œuvres de même format et de même couleur noire et blanche. La volonté de lutte contre l'artiste « individualiste » ou « libéral » se manifeste en outre par la critique collective. L'A.G. examine chaque projet pour décider s'il a sa place ou s'il doit être modifié pour entrer dans le cadre de cette exposition sur le travail.

Or, dans les débats, une constante apparaît, le divorce entre la pratique picturale et les intentions politiques, exprimées souvent par un texte joint. « *La plupart du temps c'est le texte qui fait une politique, la toile n'a rien à voir avec* » (1). Elle a si peu à voir, selon les critiques, qu'elle propose souvent une signification ambiguë, voire inverse de celle que l'artiste lui attribue. Ainsi un projet sur l'oppression du travail à la chaîne entraîne une critique radicale: « *Sans modification radicale, la maquette peut passer pour un éloge de la chaîne. On la verrait aussi bien accrochée dans le bureau de Taylor. Il y a un équilibre, un espace, un silence qui se dégagent, qui*

(1) Les citations qui suivent sont extraites du procès-verbal de cette assemblée, aimablement communiqué par Claude Lazare. Les interventions devaient être initialement retravaillées pour la publication. Les intervenants, effrayés du dogmatisme de leurs interventions, ayant finalement renoncé à les reprendre, on a préféré les laisser ici dans l'anonymat.

donnent l'impression que la chaîne est la solution idéale». Sommé de mettre dans sa toile l'élément humain qui manque («*L'homme est l'élément primordial et la machine secondaire*»), le malheureux peintre ne peut guère répondre que par la proposition de mettre une main avec une clé, ce qui ne donne pas encore une image très exaltante de la révolte des travailleurs contre la chaîne... Presque tous les projets rencontrent la même objection : représenter le travail et l'homme au travail, ce n'est pas représenter et servir les luttes des travailleurs.

L'incapacité à mettre la lutte des travailleurs **dans** l'image se manifeste aussi dans la figure inverse : celle où l'image est dévorée par le texte qui dit la lutte des classes. Dans tel projet «*les trois-quart du travail sont des lettres*». Le plus radical se caractérise par l'absence de toute production d'images : il s'agit d'un projet sur le travail du peintre, réduit à la reproduction de *l'Atelier* de Courbet, entouré d'un blanc destiné à être rempli par la critique des autres toiles. Entre une image sans lutte de classe et une lutte de classe sans image — qui n'est que la lutte de classe parmi les peintres, l'impossibilité d'une politique positive de l'image renverrait-elle simplement à l'absence d'ancrage du peintre dans les luttes du moment ? «*C'est comme si l'armée ne s'installait pas au Larzac, c'est comme s'il n'y avait pas Fos-sur-mer, c'est comme s'il n'y avait pas de milices patronales [...]* On a continuellement des discussions, réunions de comités ou assemblées générales, où tout le monde fait référence aux luttes du prolétariat, etc... ; hier encore il y a les copains qui ont fait les textes les plus gauchistes, où il y a «*lutte de classes*» à toutes les lignes et qui ne se basent que sur la critique au sein de notre groupe en se regardant le nombril [...] et le jour où on fait les maquettes, les luttes ? y en a pas. Il n'y a pas une seule allusion à une lutte qui s'est passée cette année en France dans cette exposition... »

D'où l'impossibilité de résoudre la question du public. Pour que le peintre sache à qui s'adresser, puisse montrer son travail en dehors de sa communauté, il faudrait d'abord qu'il sache ce qu'il fait, de quoi il veut parler avec son image. Primat du politique signifie primat d'une position au sein des luttes actuelles. Seulement la désignation de ce qui est absent n'indique pas encore de quelle manière ce qui est absent devrait être présent. Le peintre qui émet ces critiques parle au nom d'un groupe de peintres qui ont en principe résolu la contradiction, ceux qui travaillent avec le Comité de lutte Renault. Or la justification politico-esthétique de leur travail — fait à partir des photos des manifestants du comité de lutte au 1^{er} mai — reproduit en fait le même divorce qui met la positivité de l'image de lutte en dehors du travail du peintre : «*J'utilise la foule des manifestants détournée en blanc, je garde la banderole et tout le reste sera traité en noir, de façon qu'il ressorte une masse de travailleurs en mouvement, pas des individualités mais une masse en mouvement sous la banderole. S'il y a marqué «*A travail égal, salaire égal*», c'est pas un hasard non plus, c'est une bataille contre l'idée de grille des salaires, de hiérarchie, etc...*».

Il est clair que la **positivité** qui donne à ce travail valeur d'exemple se trouve essentiellement dans le mot d'ordre que porte la banderole. C'est l'image de marque du comité de lutte qui valide de l'extérieur la bonne image. Mais aussi l'extérieur agit sur l'intérieur en donnant pouvoir à ceux qui, dans le collectif, le représentent.

Ainsi le collectif intériorise en sociodrame la rencontre impossible entre le travail du peintre et la demande du peuple. Mais on voit en même temps comment la critique de « l'individualisme », la revendication de la pratique de contrôle collectif — une des pierres de touche de la représentation gauchiste — est productrice de pouvoir. Contrôle collectif, dit-on, sur la subjectivité nécessairement bourgeoise de l'artiste. Ce qui apparaît bien plutôt c'est la position d'éducateurs et de censeurs où se trouvent tout au long de la discussion quelques personnes, celles qui représentent les luttes et la forteresse ouvrière et reçoivent par là la capacité d'exercer sur leurs collègues le même pouvoir qu'ils subissent auprès du Comité de lutte. Pour peu que quelques-uns d'entre eux aient aussi le privilège d'un nom déjà reconnu des connaisseurs, on voit fonctionner une structure de pouvoir qui n'est pas seulement la subordination du travail artistique au pouvoir de représentation militant mais une totalisation des deux : *« C'était à la fois pression idéologique et qualité du boulot. Et moi c'est comme ça que je sens la structure révisionniste se mettre en place : quand tu n'as plus l'ambiguïté de la bourgeoisie, que tu as affaire à des gens responsables, des gens qui savent, c'est ça ou c'est pas ça [...]. On a vraiment eu l'impression d'être des commissaires politiques »* (Matieu). Réalisation maoïste du rêve thorézien qui demandait aux étudiants communistes d'être les meilleurs dans leur spécialité ?

Quelle pratique militante des artistes peut alors briser la hiérarchie professionnelle/militante produite par la volonté même de servir le peuple ? N'est-ce pas une pratique qui prenne pour enjeu non le contrôle de l'image populaire mais le statut même du peintre, sa place sur le marché de l'art et dans le système de la culture dominante, la place de son travail dans le système de la division sociale du travail ? Telle veut être alors la lutte contre le marché de l'art : *« On ne peut pas dire : on a une pratique politique et sociale d'un côté, et de l'autre côté on a un lieu où l'on peut effectivement d'une manière marginale entamer un travail politique et une pratique collective politiquement justes [...] ce n'est pas entre l'image et les textes qu'il y a un hiatus mais entre une certaine volonté politique et certaine position de classe à partir de laquelle on les affirme. »* Cette dénonciation ne fournit malheureusement aux peintres aucun moyen pratique d'échapper au marché de l'art, sinon celui de ne plus peindre, ce qui est effectivement le cas de l'intervenant. Mais ce maximalisme ne définit-il pas en creux le terrain où peuvent se résoudre les contradictions du service du peuple gauchiste, les contradictions entre la *volonté politique* et la *position de classe* ? S'il n'y a pas moyen de faire coïncider le peuple que cherche la volonté militante et le public requis par la pratique artistique, si les deux pôles de la « direction prolétarienne » et de la « critique du marché de l'art » produisent plus de formes de censure que de solutions à la mise en crise de la pratique artistique, le seul terrain qui s'offre à une pratique collective autonome, c'est celui de la lutte pour les revendications sociales propres aux artistes. En 1973 la lutte contre la C.A.V.A.R. (1) et pour la sécurité sociale des artistes indique la voie d'une lutte autonome libérée des

(1) Caisse de retraite à laquelle les artistes étaient obligés de cotiser, bien qu'elle ne leur garantît qu'une retraite dérisoire.

contrôles politiques qui hypothèquent l'image du peuple. Mais, à travers cette lutte puis à travers la contestation du Centre Pompidou, un renversement va s'opérer qui replie le grand rêve gauchiste de l'unité populaire sur la fraternité abstraite des travailleurs. L'échange impossible entre l'image de l'artiste et la lutte du peuple débouche sur la figure de l'artiste, travailleur-producteur, solidaire de tous les travailleurs non plus par la spécificité de sa pratique mais par sa participation à la grande confrontation des travailleurs avec un État organisateur des conditions et des débouchés de la production nationale.

Cette mobilisation, à travers laquelle a pu se former la figure nouvelle du peintre syndicaliste, s'était pourtant développée à partir des principes gauchistes de l'action autonome directe : objectifs de dénonciation et non de gestion, pratiques illégalistes, assemblées générales, structure non hiérarchisée. Mobilisation qui peut donc se réclamer de la bonne tradition gauchiste de l'anti-syndicalisme, de la prise en main à la base de ses propres affaires. Mais justement ce néo-syndicalisme n'a rien à voir avec une quelconque spontanéité corporative ou avec les pesanteurs de la routine bureaucratique. Il est d'abord l'issue d'une contradiction politique insoluble. Et sa cristallisation tient moins à la forme d'une mobilisation qu'au terrain sur laquelle elle se trouve rejetée : celui de la demande à l'État. Le projet Beaubourg, vitrine de la production culturelle nationale et lieu d'intégration de toutes les formes de la contestation culturelle traduite en termes de modernité, radicalise le processus qui transforme le militantisme de l'artiste-contestataire en revendication de l'artiste-producteur. La mobilisation contre le Centre Pompidou commence un peu comme la mobilisation de 1972 contre l'exposition-Pompidou : comme une contestation de la culture avant-gardiste d'État. Lorsque, après deux ans, la lutte débouche sur l'assemblée de Créteil où mille peintres interpellent les responsables du Centre, le sens de la mobilisation a changé. Deux thèmes sont maintenant à l'ordre du jour : les services que le Centre doit rendre aux artistes et la participation des artistes aux orientations de la politique culturelle nationale. À l'État-service public, les 84 questions des artistes demandent un certain nombre de services à la production artistique :

« 68. *Les artistes sans discrimination auront-ils l'accès libre et gratuit au M.N.A.M. (1) pour toutes ses activités ?*

69. *Les artistes sans discrimination auront-ils ou pourront-ils consulter gratuitement s'ils le demandent, le matériel d'information des activités du musée (catalogues, livres, revues, imprimés, etc.)*

70. *Les artistes sans discrimination auront-ils le droit d'utiliser la cantine de Beaubourg en payant le même tarif que les employés (6 francs)*

71. *Créez-vous des commissions chargées de visiter les ateliers sur simple demande de l'artiste ?*

72. *Existera-t-il dans le Centre Georges Pompidou un studio de recherches visuelles comprenant caméras, ordinateurs, magnétoscopes, synthétiseurs d'images et assistance technique, ouvert aux plasticiens qui désireraient y faire de longs séjours de recherche et de réalisation ? »*

(1) Musée National d'Art Moderne.

Soyons juste envers le rédacteur des 84 questions ; il n'a pas inclus au nombre de ses demandes ces soupes à la tortue servies avec une cuiller en or, seul objet réel selon Joshua Bounderby des fallacieuses revendications ouvrières (1). Mais une chose est sûre : la contestation de l'appareil culturel centralisateur, encore présente dans le questionnaire, a cédé la priorité à la demande faite au Centre d'exercer pleinement sa vocation de protection des beaux-arts. Le discours tenu à l'Etat s'adresse désormais à la puissance publique protectrice des producteurs contre les intérêts privés et plus précisément de la production nationale contre l'invasion des produits de l'impérialisme américain :

«21. *La politique culturelle américaine qui consiste à imposer internationalement à coup de dollars une élite d'artistes d'une « avant-garde » soi-disant née aux U.S.A., à disputer à Paris la place de premier centre international de l'art, à irradier un impérialisme culturel complémentaire de l'impérialisme économique et militaire, sera-t-elle un modèle pour votre politique culturelle au musée national ?*

22. *Dans l'affirmative, votre politique culturelle ne sera-t-elle, englobée dans un atlantisme culturel, qu'un relais pour que la pénétration culturelle des U.S.A. retrouve une nouvelle vitalité ?* ».

Sur ce terrain le rédacteur du questionnaire se trouve vite débordé par sa base, c'est-à-dire par les artistes présents dans la salle : nombre d'interventions réclament que l'État cesse d'acheter des toiles d'artistes, morts, étrangers ou fortunés et s'intéresse davantage aux artistes français vivant mal, qu'il crée une revue de l'art français, fasse des efforts de promotion des artistes français à l'étranger et « sorte » par une politique appropriée d'expositions et d'achats des artistes nouveaux, ambassadeurs de la culture nationale.

Acheter français, fabriquer français. En dépit des railleries et malgré l'opposition d'une minorité d'artistes militants, c'est sur ce terrain que l'artiste individualiste et le militant gauchiste se trouvent entraînés par l'initiative de la culture d'État. C'est là qu'une certaine aventure gauchiste vient rejoindre la grande famille de gauche. L'initiative de la gauche — en l'occurrence celle du P.C. dont les peintres ont œuvré à la constitution du syndicat — n'est en un sens que la retombée de l'initiative de l'État pompidolien et giscardien. Le discours traditionnel de la gauche, qui incrimine une politique de prestige masquant la pénurie culturelle, ne dit qu'une partie de la vérité. Car cette pénurie qui pèse sur tous les secteurs de la vie intellectuelle et culturelle et transforme individus et institutions en mendiants perpétuels et en militants de leur propre survie est aussi ce qui renforce ce néo-corporatisme par où les aspirations gauchistes viennent rejoindre la famille de gauche. Piège peut-être où s'est pris le pouvoir qui croyait prendre : la gestion de la pénurie renforce chez les intellectuels des réflexes corporatifs dont l'absence en 1968 a joué au détriment du pouvoir. Mais cet effet organisé par lui pour ses intérêts à court terme cimente aussi un nouvel unanimisme de gauche appelant un autre pouvoir. Au demeurant les largesses de l'État produisent le même effet que ses avarices. Dans ses grandes vitrines modernistes culturelles, l'État offre un lieu à la gestion de gauche de

(1) Sur la philosophie sociale de Joshua Bounderby, cf. Dickens : *Les Temps difficiles*.

l'imagination gauchiste. Figure peut-être d'un compromis historique culturel adapté à un pays où la relative homogénéité de la structure productive et la tradition du centralisme culturel ne donnent pas à la politique et à la culture gauchistes de base sociale autonome. À travers ce compromis se renforce aussi le rêve d'un État où les représentants du peuple syndical s'identifieraient aux gestionnaires de la culture nationale.

III – LA NOUVELLE ECOLE

Comment se constitue le cercle qui enferme la volonté d'une culture militante dans la demande à l'État. Dès le début l'idée d'une culture populaire militante ne se scinde-t-elle pas en deux : entre l'idée d'une demande à satisfaire et la pédagogie d'une demande à créer ? « *Vous voulez un théâtre du peuple*, dit — en citant Romain Rolland — le directeur du théâtre de l'Est lyonnais, *commencez par avoir un peuple* » (1). Pour que le militant puisse, par son théâtre, servir les luttes du peuple, il faut que l'homme de théâtre ait un public. Mais il faut aussi que ce public soit un « non-public », non point l'auditoire habituel des célébrations culturelles, mais justement ce peuple que le théâtre n'atteint point et qui seul pourrait en transformer l'usage. Le même directeur Bruno Carlucci exprime cette situation qui est la hantise des militants du théâtre populaire : « *la salle est entourée d'habitations ouvrières, mais certains soirs on joue devant une poignée d'enseignants venus de Lyon* ». (2) Comment représenter le spectacle qui lui est destiné au peuple visé par sa fonction militante du théâtre et au public nécessaire à son existence ? Il faut pour cela une double démarche du côté de la demande. Démarche d'abord pour être pris en charge par les représentants du peuple ouvrier. Dans ce cas c'est le Syndicat intercommunal (regroupant des municipalités communistes) qui donne une subvention et achète des spectacles. Démarche aussi en direction des enfants pour former les besoins dans le domaine de l'expression qui créeront une demande adéquate à l'offre théâtrale — c'est-à-dire pas seulement un public mais un certain public pour un art à vocation critique : « *Pour que le discours dialectique soit un jour entendu par des adultes, on enseigne aux enfants la pratique des signes* ». (3)

Cette problématique et cet itinéraire on les retrouve un peu partout là où les militants du théâtre populaire (enfants de Mai ou pionniers de la décentralisation, communistes séduits par l'idéologie gauchiste ou gauchistes séduits par la politique culturelle communiste) cherchent à résoudre la quadrature du cercle du public et du non-public. Un peu partout on voit l'idéal militant glisser vers une certaine vocation syndicale et scolaire où ce qui compte désormais, c'est moins de servir des luttes déterminées ou d'imposer une autre fonction au spectacle — voire un autre rapport de la politique à la vie — que d'assurer un double service social/public : envers les organisations gestionnaires de la lutte du peuple en général, pour le développement en général de la conscience critique. La dialectique du peuple à servir et du public à

(1) *ATAC-Informations*, avril 1975, p. 11.

(2) *Ibid.*, p. 12.

(3) *Ibid.*

former débouche sur l'idée d'un service militant qui s'identifierait à la neutralité d'un éveil pédagogique.

Ce spectacle-école n'est-ce pas ce que proposent les programmes culturels de gauche ? « *Il faut partir de l'idée que le rôle de la télévision et du cinéma est plus comparable à celui de l'école qu'à celui d'une industrie de consommation* » (programme socialiste du cinéma). En fait la gauche tient sur la question du peuple-public deux discours différents qui ne recouvrent pas exactement les lignes des deux grands partis mais engagent plutôt deux modèles différents du développement culturel : un modèle syndical et un modèle pédagogique. D'une part le P.C. continue à affirmer que le développement des forces productives transformant les rapports sociaux, multiplie des besoins culturels que la loi du profit et la pénurie du budget de la culture ne permettent pas de satisfaire. Les besoins existeraient. Manqueraient seulement les moyens de les satisfaire, de former des hommes de culture propres à satisfaire les besoins du peuple et un peuple sachant consommer les produits des créateurs. Ce discours n'est pas un simple acte de foi dans le développement des forces productives. Il exprime en gros une position corporative déterminée : celle des techniciens de la Fédération du spectacle, défenseurs intraitables de la qualité du produit, laquelle requiert en priorité un personnel hautement qualifié, donc convenablement payé, et pourfendeurs de tout ce qui gâche le métier et le produit : l'amateurisme et le dilettantisme de ces pionniers du théâtre décentralisé qui s'embarquent dans l'aventure sans avoir exigé assez de moyens, le bénévolat du théâtre militant, et — horreur suprême — la mise en participation du salaire des réalisateurs de films ou de spectacles théâtraux à petit budget (« *Qui resterait dans une profession incapable d'assurer le salaire d'un travail accompli ?* ») (1). Ceux-là n'ont guère de difficulté à résoudre la question des rapports de la création avec le public et avec l'État :

« La question que nous posons est la suivante : Oui ou non le cinéma français est-il une activité artistique d'intérêt national ? Répond-il à un besoin d'ordre social ? La poser c'est y répondre. Il faut en conséquence créer de nouvelles conditions économiques de fonctionnement du cinéma, c'est-à-dire faire disparaître les impératifs économiques s'opposant à la création et à la production. Cette tâche revient tout naturellement à l'État. Les professionnels du cinéma n'ont pas à en rougir. L'art lyrique ne perd rien de sa noblesse parce qu'il est subventionné » (2).

À ce discours sans problèmes qui demande seulement les moyens de satisfaire le peuple/public, on ne s'étonnera pas que la réponse la plus sceptique vienne du directeur d'un de ces théâtres nationaux en proie au pouvoir syndical de techniciens plus pléthoriques que les comédiens, Roger Planchon : « *Il faut dire d'abord que les besoins sont presque inexistantes. Personne ne réclame du théâtre, et si l'on fait un test sur la demande nationale à ce sujet, on obtiendra un pourcentage si faible que, apparemment, pour respecter les lois démocratiques, on fermera tous les théâtres demain matin* » (3).

(1) Spectacle — mai 1977. Voir par ailleurs dans *ATAC-Informations* janvier 1977, la polémique des syndicats avec Jeanne Laurent.

(2) Ibid.

(3) *Théâtre/public*, mars 1977, p. 9.

Outre la désillusion du vétéran du théâtre populaire, ce constat traduit bien sûr la réaction du chef d'entreprise et du « créateur » aux prises avec l'appareil syndical et évoquant déjà, dans l'appréhension de lendemains triomphants, le spectre de Meyerhold. Reste que le discours syndicaliste des besoins et des moyens définit un type de demande où bon nombre de réalisateurs, comédiens, animateurs communistes ne sauraient se reconnaître. D'abord parce qu'elle réclame un type de production à gros moyens qui ne correspond pas précisément aux préoccupations par exemple du jeune cinéaste communiste, type Féret, essayant de faire sans moyens un film qui échappe aux canons de la production commerciale. Ensuite parce qu'elle élude leur expérience propre de créateurs militants, sans public ou sans **leur** public. L'idéal militant du service du peuple et la demande d'argent liée à la pénurie impliquent un type de demande à l'État qui ne saurait se satisfaire de la seule référence au soutien de la production mais implique une justification du côté du service rendu aux citoyens. Ce que l'on demande à l'État, ce sont les moyens d'éduquer ses supposés sujets, les citoyens. Par là ces militants se conforment à l'avertissement de Brecht : demander de l'argent à l'État sans lui rendre de services est la plus sûre voie de la dépendance (1). Mais aussi ils s'engagent dans la spirale d'un étrange service public de la conscience critique.

Le problème de la demande se complique en effet dès lors qu'on ne se propose plus seulement d'apporter la connaissance des trésors de la culture à ceux qui en sont déshérités mais de répondre aux besoins des luttes et de produire une conscience apte à transformer le monde. D'une part le défaut de **demande** devient plus aigu, d'autre part la demande d'une aide à l'État même que ces luttes et cette conscience doivent combattre devient plus tordue. On a vu le double recours au niveau de la demande : élargissement du côté des municipalités ouvrières et des comités d'entreprise d'un public « populaire » majoritairement constitué par les usagers de l'École et de l'Université. Le mythe du « non-public » se replie plus modestement vers un rééquilibrage du poids des militants des syndicats et associations locales par rapport au public scolaire et universitaire. Et la demande du peuple se spécifie dans la **commande sociale** émanant des municipalités et des syndicats. Éveil d'autre part des besoins culturels et de l'esprit critique, supposé aller de pair, des enfants. Cette démarche peut s'exprimer en termes prosaïques dans le discours des animateurs communistes : « *Pour la recherche de nouveaux publics, l'action culturelle en direction de l'enfance, nous le savons, est, sans aucun doute, décisive : le travail en liaison constante avec les enseignants, la création d'activités adaptées à l'enfance, la mise au point d'outils pédagogiques chaque jour mieux rodés et améliorés contribuent à créer des habitudes et des besoins que l'on espère durables* ». (2) La simplicité du démarchage visant à produire des besoins « durables » de culture populaire

(1) cf. *Me-ti ou le livre des retournements*, L'Arche, p. 104.

(2) *ATAC-Informations*, Mai-Juin 1977, p. 8. On trouvera d'autre part un raccourci assez saisissant du problème dans le texte qui suit : « *Nous entendons présenter 5 grands spectacles par an dont la place idéale sera évidemment la grande salle que nous allons construire à l'intérieur de la Criée (800 à 1.000 places). Ce qui sous-entend la formation d'un public, donc la mise en place d'une programmation en direction de l'enfance, doublée d'une animation pédagogique* ». Marcel Maréchal in *ATAC Informations*, février 1976, p. 11.

prend un autre style quand elle s'intègre aux grands projets culturels de la gauche : ainsi dans ce Programme socialiste du cinéma, rédigé par le grand responsable du P.S. à la culture : Dominique Taddéi. Celui-ci comporte le projet d'un enseignement obligatoire de l'image et du film, à donner dès le plus jeune âge car « *l'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire constituent un enjeu stratégique puisqu'il correspond à une période de formation de la personnalité largement irréversible et qu'il permet d'atteindre la totalité d'une génération.* »

Devant ce programme qui ouvre de beaux débouchés à certaines sciences de pointe comme la sémiologie, on peut bien sûr emboucher la grande trompette du danger totalitaire, voir le maître-penseur marxiste en flagrant délit, quand il vient arracher la plèbe et l'enfant à la nuit que, paraît-il, ils affectionnent pour les jeter dans la grande terreur de la mobilisation totale des cerveaux et des corps. La réalité est plus modeste. Ce n'est pas le Goulag ou 1984 qui s'annonce ici, plutôt l'image d'une politique plus douce et plus diffuse, à la fois souveraine et évanescence ; une politique faite d'une certaine jonction de l'économique et de l'idéologique, de la gestion rationnelle de toutes les productions – culturelles y compris – et de la ténacité des grands rêves de culture militante et de chaleur populaire ; une certaine conciliation en somme de la théorie des forces productives et d'une théorie de l'éducation où les caprices de l'artiste et de l'utopiste peuvent s'accrocher. Une gestion de gauche des rêves gauchistes que même l'artiste de parti entretient.

Ainsi la demande à l'État (concernant l'aide à la création, les moyens à donner à l'animation, l'organisation des rapports avec le public, la nationalisation de tel théâtre...) va toujours au-delà de la nécessaire demande de subvention. La pénurie où se trouvent mis intellectuels et artistes ne peut, on l'a dit, se traduire simplement en revendication de gros sous. Des figures classiques de l'appel à l'État s'y développent : recours à l'État promoteur de la culture contre les intérêts mercantiles (conflits des cinéastes autour de l'avance sur recettes, de la S.F.P....) ; recours des hommes de théâtre ou des animateurs de M.J.C. à la puissance centrale, contre le poids des notables locaux réactionnaires ; défense requise par les cinéastes ou les peintres de la production nationale menacée par l'impérialisme américain. Ce qui se trouve demandé, c'est peut-être plus un État qui consacre un peu plus de son budget à la culture, plutôt qu'un autre État : État syndical qui encourage la production et développe la consommation (de l'élévation du pouvoir d'achat à la formation de besoins culturels). État pédagogue qui développe le service public de la culture et de la conscience. Demande en spirale : en réclamant au pouvoir de droite des moyens qu'il ne donne pas on se tourne vers un pouvoir de gauche, stimulateur de la production et de la culture, mais à ces pouvoirs présent ou futur, on demande au fond d'organiser quelque chose comme un service public du citoyen-critique. « *Quelle que soit l'équipe politique dirigeante, le théâtre, service public, doit lutter pour ne pas devenir un instrument au service de l'idéologie de ceux qui le subventionnent et pour affirmer la nécessité d'un lieu de réflexion où l'on puisse remettre en cause les conceptions de ceux-là même qui permettent son existence.* » (1)

(1) Guy Rétoré in *ATAC-Informations*, février 1977, p. 6.

Dans la demande au pouvoir de droite se forme la demande du pouvoir de gauche mais ce qui se forme dans cet appel qui s'articule en projet pédagogique, c'est plutôt la croyance laïque en un nouveau service culturel/pédagogique où l'État aurait à charge d'enseigner à tous les citoyens les moyens de le contester.

Là encore le discours politique reprend l'idéologie plus ou moins spontanée d'une catégorie de travailleurs culturels, en l'occurrence les animateurs de maisons de la culture, idéologie qui, dans leur revue *Pas à pas*, se systématise ainsi : la fonction de la critique est une nécessité de la démocratie moderne, une arme contre l'État que chacun doit posséder. Cette possession exige un réseau de spécialistes et d'institutions qui porte aux plus démunis non plus le trésor de la culture mais l'arme de la critique. Ce réseau coûte cher et seul l'État peut – et doit – en faire la dépense. Dans le rapport fait aux États Généraux des M.J.C., l'orateur, après avoir dessiné l'évolution de l'idéologie M.J.C. depuis l'époque de la libération où l'on cherchait surtout à mettre en avant l'idée de « liberté de pensée » jusqu'à l'époque présente plus soucieuse du développement de la « démocratie réelle » et de la « vie associative », note : « *Si vraiment la démocratie moderne a besoin du contre-pouvoir associatif, alors il faut logiquement lui consacrer le soutien nécessaire comme à tout service rendu librement qui se révèle d'utilité publique* » (1). Suit une analyse de la fonction éducatrice de l'animateur et de ses réquisits : l'animateur est « *un militant de l'éducation permanente, donc engagé dans une action de transformation de la société sur une base d'égalité et de justice* » (1). En conséquence « *il doit recevoir une formation politique et économique globale permettant une lecture critique de la réalité sociale* ». (1)

Il y aurait ainsi une discipline « critique de la réalité sociale » dont la transmission serait une pièce maîtresse du nouvel enseignement laïque de l'âge de la contestation. Discours laïque, discours de gauche, discours gauchiste ne viennent-ils pas à un point de convergence où la critique de la réalité sociale serait aménagée en nouveau service public et nouvelle foi d'État ? La comparaison de ce grand rêve de l'après-Mai avec le grand élan scolaire et laïque de l'après-Commune est bien sûr fragile. Ne retrouve-t-on pas un peu pourtant le même appel des militants de l'éducation du peuple, coincés par la misère et la réaction locale, à l'État central et la même croyance laïque : croyance en une fonction pédagogique à la fois **neutre** et **progressiste** ; éveil d'une conscience qui, les yeux une fois ouverts, ne peut voir qu'un certain spectacle ?

Neutralisation nécessaire de la volonté militante ? Compromis nécessaire également pour le combattant gauchiste de la culture, soucieux de faire autre chose que des spectacles d'agit-prop et contraint d'accorder ses convictions politiques avec la rencontre d'un public populaire dont l'accès passe par les activités culturelles des comités d'entreprise ? Ou bien, question plus radicale ? Quelle est l'efficacité réelle de la représentation militante ? « *Apprenez à voir au lieu de regarder bêtement* ». Sans doute depuis 68 a-t-on vu se développer un mouvement de révolte contre

(1) *Pas à pas*, 2e/3e trimestre 1975.

l'orthodoxie triste du *Berliner Ensemble*, la revendication des formes d'émotion refusées par la grande pédagogie brechtienne, le recours aux formes colorées de la *Commedia dell'Arte* et du spectacle de bateleurs, la recherche d'un nouveau théâtre d'identification du côté du personnage comique populaire. Mais ce rejet qui, des gauchistes, atteint maintenant les orthodoxes (1) ne masque-t-il pas le fond du problème : derrière le didactisme avoué de la distanciation style *Berliner Ensemble* ou les airs de fête du nouveau spectacle populaire, est-ce que ce n'est pas toujours la même métaphore qui fonctionne, le rapport de la scène au double hors-scène de la vérité enseignée et du public que cet enseignement doit conduire à transformer le monde ? Mais qu'est-ce au juste que cette vérité ? Comment et sur quel public opère-t-elle ? Avec quels effets réels ? Ce qui fait le didactisme de la représentation, ce n'est pas l'interprétation plus ou moins pesante de la « distanciation », c'est la grande métaphore de « ce qu'il y a à voir ». Or la grande métaphore a une double propriété : non seulement celle d'éroder une image renvoyée à la tyrannie du référent mais aussi de rendre ce savoir de référence indécidable et inutile en dernière instance.

Revenons à M. Occitania et à son fusil abandonné. Comment fonctionnait cette image ? Comme la conclusion d'une démonstration. Comme l'illustration d'une idée – « oser lutter » – après la découverte des raisons qui poussaient M. Occitania à la mort : subordination de l'agriculture aux exigences du Marché Commun, des ouvertures et fermetures d'usines à la loi du profit, de l'espace à l'invasion du tourisme industriel ; à quoi s'ajoutait la complicité des politiciens à bonnet blanc et à blanc bonnet. Bref l'Occitanie est malade du capitalisme et la conclusion est qu'il faut le mettre à bas. Message gauchiste ? Message communiste ? La différence est faite par le fusil mais celui-ci n'est pas produit par le savoir de la pièce. Il illustre non la fin d'une démonstration mais un rapport de forces extérieur à la scène : la position encore défensive du P.C. et l'essor de mouvements extra-parlementaires (maoïste, paysan, nationalitaire...) dont on imaginait alors la fusion dans un grand mouvement d'unité populaire. Le fusil est porté par ce rapport de forces et disparaît avec lui. Non par l'opportunisme du metteur en images, mais bien parce que cette image traduisait des rapports de maîtrise dont il n'a pas le contrôle. La démonstration reste la même, l'image du changement a changé. Ce qu'on a appris à voir n'a aucune efficacité propre et n'engage pas de conclusion spécifique.

Jeu de la grande métaphore qui enferme la représentation, communiste ou gauchiste, triste ou gaie, héroïque ou comique, dans la reproduction du Même. C'est toujours la même culbute du spectacle dans ce qu'il y a à voir, ce qu'il faut apprendre à voir étant au fond toujours la même chose — et quelque chose qu'on n'avait pas besoin d'apprendre, parce qu'on le savait déjà. Une pièce sur la Révolution française n'est-elle pas toujours condamnée à nous « apprendre » que c'est la bourgeoisie qui a poussé le peuple en avant pour transformer les rapports politiques et sociaux dans le sens conforme à ses intérêts ; une pièce sur les mal-logés, que leurs malheurs

(1) cf. *Théâtre/Public* n° 16/17. « Tu as des certitudes, toi ? ».

s'expliquent par la spéculation immobilière et que de même les immigrés, paysans, ouvriers, etc. sont victimes des rapports de production capitalistes ; ou que l'écrasement du peuple chilien n'a pas été produit par la « barbarie » de militaires réactionnaires mais par l'impérialisme international, etc. ? Ce n'est pas que cette « propagande » nuise à la beauté de l'art, comme s'en plaignent les esthètes. C'est plutôt qu'en réalité elle ne propage rien. D'une part ce savoir est indécidable, gauchiste ou communiste, subversif ou officiel selon les rapports de domination existants. Mais peut-être alors l'essentiel n'est-il pas dans cette fonction politique supposée de la métaphore, mais dans sa fonction sociale qui est peut-être, sous couleur d'apporter aux victimes de l'oppression le savoir qui leur manque ou la forme qui manque à leur savoir, de souder la classe de ceux qui savent. Derrière les oppositions de l'identification et de la conscience critique, ou inversement du dogmatisme didactique et de la nouvelle fête populaire, ce qui est en jeu, c'est cette fonction de la **reconnaissance** qui sans cesse résorbe l'image dans la métaphore du savoir et la division même produite par la forme de ce savoir dans la complicité de ceux qui connaissent les règles du jeu de la division. Par-delà les oscillations entre le service du peuple-supposé-savoir et la pédagogie de la vérité révélée au peuple, il apparaît en dernière instance que tout se joue — ou à peu près — à l'intérieur du camp de ceux qui savent. Aussi bien l'unanimité populiste plutôt pratiqué par le cinéma en vertu de son effet-de-réel spécifique, et le « criticisme » brechtien plutôt pratiqué par le théâtre peuvent-ils sans cesse changer de médium et échanger leurs effets : sacrements de la communion et de la confirmation qui re-célèbrent perpétuellement l'adhésion sensible au bon camp ou la possession intellectuelle du savoir vrai.

À la limite de ce jeu de reconnaissance où gestionnaires de gauche et militants gauchistes peuvent se reconnaître dans la même image, on peut voir se préciser une certaine structure dont on a déjà vu des manifestations du côté de la théorie. Depuis 68 on a vu se développer chez les théoriciens marxistes quelque chose que l'on pourrait appeler un Parti **off**, projection du P.C. en dehors de lui-même, formé surtout dans la mouvance de l'althussérisme, parti de gens qui ne sont pas au P.C., qui critiquent sa pratique au nom de sa théorie mais qui volontiers lui reconnaissent la représentation de la classe ouvrière en se réservant la représentation de la théorie juste (parti **off** aussi au sens de la voix magistrale qui commente hors-champ). Les **off** se sont surtout spécialisés dans la vérification théorique et expérimentale des vérités incontestables : que l'école capitaliste est une école de classe, que les examens, les tests et les concours favorisent les bourgeois au détriment des prolétaires, que la justice est une justice de classe qui frappe plus durement les seconds que les premiers, et autres vérités toutes aussi bonnes à dire : que le « tiers-monde » est un concept idéologique, qui cache la domination impérialiste, etc. etc. Ce discours du dévoilement, ordonné à la grande métaphore des rapports de production, peut aider à comprendre la place et le fonctionnement de toute une pensée et une culture de gauche aujourd'hui. Jeu de l'orthodoxie **déplacée**, en un double sens : orthodoxie **mise à distance** dans la représentation, puisque, au bout du compte, cette « distanciation » brechtienne qui devait dérouter la conscience spectatrice s'est retournée en confirmation supplémentaire des certitudes de la conscience orthodoxe ; foi prétendument

découverte au prix d'une aventure de la pensée, grande métaphore qui ne peut appareiller la croyance à une politique déterminée qu'au prix de dénier cette politique, de faire valoir la croyance comme la découverte de l'autre scène. Mais aussi orthodoxie proférée en un lieu qui n'est pas celui où s'élabore la ligne politique. Voir le grand jeu des théoriciens du parti *off*: théorie vraie de la pratique communiste représentée fermement mais poliment au parti propriétaire de l'appellation par des orthodoxes de l'extérieur patronnés par un hétérodoxe de l'intérieur. Voir aussi l'étrange rapport qui s'établit entre les déclarations des P.C. en faveur de la liberté tous azimuts de la création et la demande de morale, de rigueur et de responsabilité que maint créateur leur renvoie: image hypermoralisée du communiste chez un Pasolini s'adressant ainsi aux Jeunesses Communistes «*Vous êtes la partie saine de la nation corrompue*» ou chez un Bertolucci décrivant le compromis historique comme accès au stade génital; polémique ici d'un Hubert Gignoux, vétéran du théâtre populaire et néophyte du communisme, s'insurgeant contre l'irresponsabilité cautionnée par l'appel du P.C. à la libre création et affirmant «*les aspects positifs de certaines contraintes*» (1) quitte à être rappelé à l'ordre par le cadre du Comité Central spécialement chargé de la défense de la liberté.

Si tant de pratiques culturelles se trouvent aujourd'hui prises, bon gré, mal gré, dans ces jeux de l'orthodoxie déplacée ou déniée, c'est sans doute en raison d'un décalage plus fondamental: celui qui existe entre le concept et la réalité du «public populaire». Comment ne pas être frappé par cette comptabilité fiévreuse que font les artistes révolutionnaires de leur public ouvrier, ou par ces plaintes contre les conditions qui les empêchent d'avoir leur «vrai» public ouvrier et paysan? Comment l'entendre sinon comme dénégation virulente de leur adéquation à leur propre public. Dans ce jeu du faux et du vrai public, dans ce plaisir de la reconnaissance qui se subordonne le plaisir de la représentation, se forge peut-être une certaine conscience de classe: où les futurs gestionnaires de l'État syndical viennent communier avec les militants gauchistes de la culture et les professeurs de gauche ou autres travailleurs intellectuels: ébauche d'une intelligentsia du futur?

Processus complexe et contradictoire mais qui permet peut-être de mieux entendre ce qu'il y a derrière ces déclamations sur les tribunes vides du Programme Commun qui détournent l'attention de ses images pleines. Les intellectuels, disait Glucksmann dans la même intervention, c'est 25 à 30 % de la population. Derrière le grand tapage qui nous menace de la barbarie socialiste à venir, n'y a-t-il pas l'anxiété d'une fraction de l'intelligentsia que sa position dominante dans les institutions, le marché du livre et les médias rend finalement plus fragile vis-à-vis de la montée d'un nouveau pouvoir culturel pédagogique-syndical qui s'organise en-dessous d'elle? Dans une tribune libre du *Nouvel Observateur*, Ilios Yannakakis se félicitait de ce que la «haute intelligentsia» française eût répudié le marxisme mais s'inquiétait de ce qu'il n'en fût pas de même pour la moyenne et la basse intelligentsia. Derrière les déclamations d'aujourd'hui, il y a sans doute cet enjeu qui, de fait n'est pas

(1) «*Ou bien prétendra-t-on, à propos de la Ligne générale, d'Alexandre Newsky ou de la Marseillaise qu'un sujet obligé a fait tort à Eisenstein ou à Renoir? Nul n'y songe. Alors?*» *Théâtre/Public*, n° 15, mars 1977, p. 12.

négligeable ; parmi ces 25 à 30 % de la population que représenterait ce monde disparate de fonctionnaires, d'enseignants, de cadres, d'éducateurs, de travailleurs de la culture, de la santé, etc., sur les déterminations duquel l'idéologie a un poids spécifique, qu'est-ce qui l'emportera : la logique pédagogico-syndicale qui les tirerait dans le camp des gestionnaires du mouvement ouvrier ou la grande pensée de la haute intelligentsia, constituée en quasi avant-garde d'une force autonome des travailleurs intellectuels ? Qui gèrera le compromis historique culturel entre le pouvoir capitaliste, les gestionnaires du mouvement ouvrier et la force sociale en expansion des intellectuels ?

*
* *

Pour qui n'est point intéressé par la gestion du compromis, le problème ne se pose pas moins : que faire avec des images pour ne point conforter l'ordre en place par la représentation d'images gauchistes gérées par un appareil culturel de gauche ? C'est le problème que rencontrent par exemple des gens de théâtre gauchistes, lancés, au sein d'une ville nouvelle communiste, dans un travail d'animation et d'enquête destiné à déboucher sur une création proposée au public de la ville. C'est ainsi que Jean-Paul Wenzel éprouve à Bobigny l'impossibilité de faire une pièce avec le fameux « personnage comique populaire » : ce traitement parodique de la parole des gens n'aurait d'autre effet que de rendre supportable l'insupportable, de faire pénétrer encore mieux, par sa redondance, l'oppression qu'elle réfléchit. Impossible aussi d'utiliser l'arme dernière de la représentation gauchiste, la mise en scène des « contradictions au sein du peuple », de proposer par exemple l'image positive de l'ouvrière révoltée contre le machisme ouvrier. Dans ce que l'enquête fait entendre, c'est paradoxalement peut-être l'inverse qui fait résistance, non l'image rassurante de la rebelle, mais la force à dire « c'est très bien comme ça », la force de la cuisinière du centre social à répondre au discours gauchiste par lequel elle se sent agressée : « *Esclave, et alors ?* » (1). Au terme de l'expérience, impossible de supporter l'idée même de la représentation et la maîtrise qu'elle supporte des images : « *Ce qui est sûr pour moi c'est que « représenter » et la représentation, après cette année, ça me paraît quelque chose de fini [...] il faut essayer d'être moins clair et de faire confiance à l'image. On a besoin maintenant d'images avec plein de sens dedans et d'arrêter de croire qu'on contrôle tout* » (1).

Faire confiance à l'image contre le didactisme de la représentation et ses effets de reconnaissance ? Mais n'est-il pas aussi nécessaire de libérer des images sursaturées de savoirs sédimentés et de politiques publicitaires ? Comment faire en sorte, comme Georges Bonnaud l'exprime en un texte consacré à l'expérience du Théâtre du soleil (2), que l'image **se tienne toute seule** ? Ne faut-il pas pour cela une anti-pédagogie du type de celle que Godard met en œuvre justement pour interrompre le l'essentiel n'étant pas au demeurant de garder le patrimoine des images, d'empêcher

(1) Entretien avec Jean-Paul Wenzel et Claudine Fiévet. Octobre 1977.

(2) cf. dans ce numéro, « *L'illusion efficace* ».

glissement des images. C'est le travail d'«*Ici et ailleurs*» avec les images d'un film désormais impossible sur la victoire du peuple palestinien ; film qui arrête des images que l'on ne peut plus organiser, avant qu'elles ne s'en aillent ailleurs ; l'image gauchiste d'aller orner la légende de gauche, mais de détruire cette tyrannie qui s'exerce sur l'image, tyrannie de la légende indifféremment «de gauche» ou «gauchiste». C'est pour cela aussi que «*Comment ça va*» est tout entier un film sur la légende d'une image, légende gauchiste que Godard déplace en légende communiste. Godard remonte aussi en un autre sens la pente du glissement des images lorsqu'il recentre la caméra sur le lieu d'élaboration de la **légende** communiste – l'imprimerie de l'Humanité –, vers ce centre que justement la caméra communiste cherche toujours à fuir vers des images de mémoire populaire, de jeunesse en fleurs, de bal-musette ou de féminité nouvelle. Du visage de Christine Pascal, image de marque chez Tavernier, du nouvel *ethos* militant, Godard retourne délibérément vers le visage que le glissement voulait faire oublier : celui du délégué syndical, confronté aux formes élémentaires de maîtrise du mot et de l'image.

Peut-être est-ce là que commence, modestement, une critique contre le compromis culturel : dans l'entêtement à saisir ce qui se passe dans l'opération de la légende ; entêtement contradictoire en ce qu'il doit, contre le pédagogisme, recourir à une autre pédagogie. Sans doute, par delà les espoirs ou les illusions d'avoir dépassé le brechtisme, retrouvons-nous aujourd'hui ce qui fut, derrière la parade pédagogique, le grand souci, le grand mythe brechtien : délivrer les mots et les images de leur valeur d'échange (en pouvoir), pour les rendre à un nouvel usage (en liberté) (1).

Jacques RANCIERE

(1) Je remercie ceux qui m'ont aidé dans ce travail : C. Fievet et J. P. Wenzel, G. Fromanger, J. Jourdeuil, C. Lazare, A. Macé, M. Matieu, O. Perier, S. Toubiana, J.-P. Vincent et l'équipe du T.N.S.

L'ILLUSION EFFICACE

(Un théâtre politique ?)

Retenons du Théâtre la relation immédiate qui va rejoindre dans un espace et un temps délimités le jeu des artistes et un public en attente. A ce commencement la relation première semble bien être la rencontre entre l'artiste dans sa production et le "citoyen-public", rencontre entre ceux qui ont travaillé des images sociales, et ceux qui viennent se reconnaître dans le jeu théâtral.

Je voudrais donc parler de ce qui fait souvent que cette rencontre fonctionne comme un miroir déformant où les deux parties s'illusionnent.

Le collectif culturel et son public, son regardant, son visiteur, se jouent la comédie de se connaître et de s'émouvoir, de se répondre ou de s'entendre (entendement-compréhension, entendement-accord) comme pour mieux s'applaudir : béatitude des fins de spectacle où les acteurs applaudissent un public, ému et comblé, qui de son côté gratifie la troupe à tout rompre... applaudissements à la manière "soviétique" où l'enthousiasme se gorge d'idéologie et de plaisir magnifié, applaudissements déclenchés par et pour des hommes et des femmes qui, dans leur travail culturel, ont "mouillé leur chemise" dans les grands jeux du cirque... "orgasme" (éthique et esthétique) où seul l'un des deux partenaires a son visage, son propre corps en action dans la représentation, l'autre "polycéphale-mille pattes" va quitter cette couche nuptiale pour vérifier dans le réel si ces quelques heures anonymes et grégaires l'ont transformé pour affronter le quotidien.

"Dans un monde qui a troqué le culte de la technique et du fonctionnel, contre l'imagination et le jeu" (R. Demarcy) "c'est le devoir des comédiens domuser les enfants du siècle scientifique, nos spectateurs, et de le faire d'une manière charnelle et joyeusement" (B. Brecht).

C'est là que se joue et se noue l'enjeu de notre illusion : sens de notre travail, son efficacité dans le mental public, ce mental populaire à révolutionner, ... sens de notre travail : "rendre à la classe ouvrière sous la forme d'un divertissement ce qu'elle nous a donné" (programme du Théâtre de l'Aquarium 1977). Ces deux sens, qui nous motivent depuis 68, induisent en fait une contradiction ou un malentendu : la glace sans tain qui donne à voir le jeu théâtral et non l'image-miroir du public à qui l'on rend... Il y aurait "rendu de l'image spectatrice" que ce ne devrait

être qu'un rendu subversif, donc différent. On ne rend pas la différence, on la réalise. Et c'est l'irruption de l'individuel théâtral dans le collectif spectateur.

En Mai 68, à Villeurbanne, nous avons "défini" le Non-public prise en compte communiste de ceux que notre culture progressiste d'alors ne touchait pas. Aussi, pour cette insertion culturelle dans la vie collective populaire, pour cette écoute de ce que nous formulions comme la demande d'une classe sociale littéralement sevrée, nous nous sommes arc-boutés en fouillant la culture populaire, pour forcer les cloisons bourgeoises dans lesquelles nous étions enfermés, pour tenter l'irruption dans les mythes, le jeu, l'affectif, l'espace-chair, le tissu social de la classe ouvrière : s'en nourrir et la "rendre sous la forme d'un divertissement..." Nous les excentriques sociaux, les marginaux de la force de production culturelle, nous nous sommes "établis", culturellement parlant, un peu comme les militants de la G.P.P. pratiquant la condition ouvrière.

"Nous nous assignions un peu une fonction messianique, nous nous affichions d'abord comme militants", disait Claude Alranc qui anime le Théâtre de la Carriéra.

En Mai 68, dans l'événement, au Théâtre du Soleil, nous avons monté une soirée cabaret, et, avec "La Cuisine" d'A. Wesker, créée en 67, nous sommes entrés dans les usines : celles de Renault-Billancourt, de Citroën-Javel, de la Snecma, celles de Neyrpic et de Merlin-Gérin à Grenoble, les Aciéries de la Loire à St Etienne, etc. Une trentaine de lieux de travail de la classe ouvrière ont vu se planter les fours et cuisinières ou les tréteaux de cabaret, et les débats en fin de spectacle fleurissaient. Mais les usines se refermèrent sur leurs ouvriers avec la fin des grèves, et l'ordre rétabli ne proposa évidemment plus d'espace théâtral dans l'usine ; nous nous sommes alors rabattus sur les foyers de jeunes travailleurs, les cités de transit et les groupes scolaires.

Nous leur propositions notre pratique théâtrale, notre réflexion culturelle, croyant que ce jeu partagé par notre moyen d'expression, notre langage théâtral, déboucherait sur un dialogue ; mais, dès 70, nous nous sommes rendus à l'évidence : l'animation de ces lieux était vouée à l'échec, nous étions le "supplément", la parole ou le geste messianique dans un désert social. Notre sociabilité humaniste volait en éclats devant l'inertie institutionnelle de ces lieux, nous n'étions que des empêcheurs de tourner en rond sans pouvoir défricher ensemble les chemins du futur. Aussi sommes-nous retournés dans nos propres lieux, à notre travail de création d'œuvres théâtrales, arrêtant d'épuiser nos forces dans cette pratique altruiste, renvoyés à notre illusion.

"Nous avons tenté de nous subordonner au "non-public", quitte à le mythifier" (G. Garran).

Ainsi d'années en années les oripeaux du messianisme populaire se sont décrochés de nos corps, en brouillant nos têtes jusqu'au pessimisme lucide pour le mieux, jusqu'à la consommation du pouvoir culturel pour le pire.

Mais si nous avons vécu ces années dans l'illusion, l'Utopie parfois a pris corps et une réelle jouissance marque cette histoire de l'après 68, à travers nos propres productions théâtrales et leur rapport au public.

Un collectif culturel, qui se doit d'être homogène pour découvrir l'énergie et la créativité d'une communauté de travail, donne de lui une image plus cohérente que nature... Il se donne ses règles, à défaut d'une idéologie commune impossible à réaliser, des règles communes contre le pouvoir d'un seul ; c'est instituer démocratiquement l'organisation du travail : chacun dans sa fonction, reconnue par tous, s'assurant dans l'efficacité de la production théâtrale... Il se donne son objet de travail qui n'est pas seulement la production culturelle, l'objet-spectacle-marchandise mais l'organisation, le fonctionnement interne du collectif : la tentative communautaire d'égalitarisme dans la fonction, comme dans le salaire de chacun réduisant au mieux la division dans le travail, entre les techniciens, les administratifs et les comédiens.

Ce quotidien du travail égalitaire est peut-être, au delà de l'œuvre produite, l'expérience utopique incarnée : faire fonctionner une entreprise sans la hiérarchie des petits chefs, se distribuer les tâches "serviles" à tour de rôle pour qu'il n'y ait pas le "Schmurtz" de service (balayage des locaux, travail de cuisine pour assurer quotidiennement les repas d'une cinquantaine de personnes, etc.), et cela dans la démocratie balbutiante des réunions de compagnie ou les prises de position véhémentes de "couloir".

Cette communauté de travail se donne enfin et surtout son espace, espace de fabrication, d'accueil, espace scénique, espace de jeu. Ce sont toutes ces apparences qui se donnent à voir idéalement au public, la glace sans tain du temps du spectacle et la vitrine qui dévoilent la communauté de travail dans son quotidien présumé, se métamorphosant en glace déformante enthousiaste pour y réfléchir le mythe... repris et amplifié par les médias... Les apparences du collectif de la troupe théâtrale sont un peu comme les ombres de la caverne du mythe platonicien, d'autant plus incontrôlables que la production théâtrale par sa valeur, le plaisir du public, authentifient les ombres ; et le public s'en emparant renvoie la pure image aux fabricants-acteurs qui s'empressent de coller au mythe, et ce jeu de miroir collectif-public impulse à son tour l'utopie.

Dans ce jeu de renvois, il y a le grand bonheur d'aimer et d'être aimé sans comptabilité. Le public fonctionne comme la boule de cristal où les fabricants-acteurs viennent se plonger pour s'y trouver, sans pouvoir se rendre compte que l'image de la voyance déforme le réel : on ne refuse pas ce bout de paradis sur terre, un bout de "réel" différent dans un espace de travail et de jouissance où des femmes et des hommes créent la vie... éphémère. Et à chaque pas de cette vie et mort quotidienne il en reste une trace ; au pire, un modèle.

Ainsi la Cartoucherie a quasiment fonctionné comme un Luna-Park gauchiste, institué pour le “supplément d’âme” ministériel, même si les collectifs accueillent et diffusent une pensée d’opposants, car la petite guerre politico-administrative avec l’Hôtel de Ville, propriétaire des lieux, s’est toujours arrêtée aux croisements des demandes, sans qu’aucune réponse de leur part ne soient effectivement oppressives ou déterminantes : le “supplément d’âme” ministériel acceptant d’encourir un “supplément d’opposition” culturel. Hubert Gignoux écrivait dans le journal de l’A.T.A.C. : “Comment concilier à la fois l’expression personnelle, le service public et la contestation du pouvoir qui en donne les moyens ?”

Nous avons répondu à ce croisement des chemins avec opiniâtreté en refusant de nous glisser dans le moule ministériel, refusant tout “cahier des charges”, qui nous lierait aux directives ministérielles en nous imposant des devoirs, et refusant toute allégeance aux partis politiques (P.C. en l’occurrence). Cela au prix de notre propre exploitation pour survivre ; ne comptabilisant pas nos heures de travail, nous sous-payant en période d’exploitation florissante et nous mettant au chômage pour fabriquer le nouveau spectacle, chacun, selon ses ressources, devant trouver, pour assurer l’alimentaire, des travaux annexes rémunérés, “les chantiers”... Et lorsqu’à bout de ressources, nous nous sommes sentis acculés à disparaître, nous avons joué la carte de la revendication corporatiste “service-public”. En réponse à notre ministre Druon, qui proclamait : *“Les gens qui viennent à la porte de ce ministère avec une sébile dans une main et un cocktail Molotov dans l’autre devront choisir”*. Le 13 mai 73, nous sommes descendus dans la rue, manifester au nom de l’expression baillonnée, derrière un corbillard splendide, tiré par quatre chevaux pommelés, au rythme des tambours et des timbales. Et sur la place de la Nation, du cercueil ministériel nous avons libéré un immense oriflamme frappé du mot “LIBERTE” emporté dans les airs par une dizaine de ballons que les C.R.S. présents auraient bien voulu abattre... Cette manifestation-spectacle, suivie et soutenue par des milliers de personnes, débloqua les subventions et sensibilisa le public sur ce problème : l’information avait circulé... dans la rue.

Ce problème n’en reste pas moins d’actualité aujourd’hui, le budget culturel ne dépasse pas 0,70 % du budget national et le “Jeune Théâtre s’est vu amputé de toute subvention.

Mais puisque nous sommes derrière la vitrine d’une communauté de travail, regardons un peu ce qui nous motive, par où passe notre désir de création collective. Si le théâtre est l’expression mythique, au sens de la fable, de l’histoire avec un grand H ou un petit, de la conquête du “BONHEUR” d’un peuple, la première mesure de bonheur, c’est dans le collectif de création qu’il faut la rencontrer ; c’est entre nous, ici et maintenant, que se joue le pouvoir subversif de la culture qui dans la représentation sera ou ne sera pas repris par le public.

Ce bonheur premier n'est autre que la création du produit culturel, la façon dont il se fait, dont il se choisit et se vit par les individus, dans cette prise en compte du phénomène théâtral, c'est à dire dans la gestion ou dans la création de la fabrication. Lorsque le comédien n'est placé qu'en position de gestionnaire de la création d'un seul, (qu'il soit l'auteur ou le metteur en scène), il est comme un nageur gelé dans l'aquarium-théâtre des "eaux glacées du calcul égoïste". Pourquoi nage-t-il dans ces eaux, direz-vous ? Pour survivre et ne pas crever la bouche ouverte et muette comme un poisson hors de l'eau. Son exigence c'est bien d'être comme un poisson dans l'eau : pouvoir réaliser son art, non par l'interprétation du discours d'un seul, mais par la recherche commune dans l'improvisation, sous l'œil lucide du metteur en scène et/ou de l'auteur-dramaturge, tous trois (comédien, metteur en scène, dramaturge) à leur place agissant la création.

Alors seulement, dans la représentation, le public ne sera pas en position de consommateur séduit-fasciné, mais d'amateur pensant-jouissant. Après avoir assisté au T.E.P. au spectacle "Dans les eaux glacées du calcul égoïste", j'ai eu besoin d'écrire ces lignes : "Si le poète devient parole-marteau où chaque mot doit éclater comme une grenade, laissons ce travail aux manipulateurs de grenades offensives, défensives, lacrimogènes... mais n'y cherchons pas la voix de la révolution ; ce poète, qui, sur un filet, profère sur nos têtes, vaut le Duce sur son balcon. Si le public devient la bête en cage aiguillonnée, à quoi nous servent les belles images et les mots en soleil éclaté : la prison poétique n'est pas la poésie-espace où l'autre se prend et se déprend à son gré des choses et des mots. Le bombardement du verbe sinistre le public collectif... Dans les cirques, il est dit que l'artiste travaille sans filet, c'est une marque de son dépassement ; là, il nous couvre de ses rets, son filet est notre piège, c'est l'enfermement. Accumulation de discours (marxiste de préférence) accumulation d'images, nouvelle culture d'une révolution détournée, où le discours qui veut nous prendre, glisse sur nos crânes aveuglés sans y pénétrer d'un mot, d'un geste réel..."

Je pense que le metteur en scène de ce spectacle a fabriqué en "créateur" les comédiens étant à son service ; et il y a des viols de public qu'il faut oser qualifier .

La création collective théâtrale est née pour nous dans le sillage de 68, et l'une des raisons de ce choix radical était bien le refus de ce "créateur", démiurge omnipotent qui impose sa vision, sa pensée, ses fantasmes sans tenir compte des autres, de ceux qui forment le collectif de travail et par extension de ceux qui vont être le public. C'est une voie difficile mais qui peut décupler l'imagination, l'inspiration et la mise en cause permanente de l'œuvre, sans pour cela nier l'existence du metteur en scène ou du dramaturge.

La place et la fonction du metteur en scène dans la création collective est celle d'un regard "distant", vrillé sur l'improvisation parfois anarchique et toujours passionnée de ceux qui jouent, place d'où l'œil lucide et amoureux est à même de ressentir et de juger le travail, fonction de la pensée moins parcellaire et moins enfermée dans

le corps du comédien pour coordonner, synthétiser, mettre en place le puzzle multiple né de l'improvisation. Le dramaturge, à ses côtés, est une sorte de livre vivant, ouvert en permanence pour répondre aux besoins des comédiens pour tout ce qui touche le verbe et les matériaux appelés à être utilisés dans les thèmes choisis, il est enfin l'aide-mémoire pour ces morceaux de puzzle retenus ou manquants. Tous deux restent en symbiose étroite avec le collectif de production (comédiens, scénographe, décorateurs, techniciens) où l'échange quotidien dans les séances de travail rend la création effectivement collective. C'est un nouvel art de vivre-faire "sous les pavés la plage...", dizaines de grains de sable sous le pavé unique... le soleil y pénètre mieux et le bonheur trouve ses signes...

Michèle Marquais exprime dans le journal de l'A.T.A.C. de mai 77 cette exigence en manque: "Le metteur en scène a le pouvoir absolu, mais en face de lui il y a parfois mort morale des acteurs... C'est un des secrets du métier bien gardé. Tout ce qui est exprimé peut mettre en péril. Même ce que disent les acteurs entre eux... Une fois l'expérience faite, on garde le secret. On tait les mensonges, les trahisons, les trucages, les falsifications. On garde le secret comme dans un milieu maçonnique. Il règne, côté coulisse une terreur inimaginable... Les "maîtres" apportent leur travail, et nous ne les mettons jamais à l'épreuve..."

Le macadarn-bitume a recouvert les rues déparées du joli mois de mai et les "maîtres" marchent sur les voies élyséennes d'un pas sûr et raffermi après leur vacillement de 68. Les Versaillais subtils étranglent sans relâche la Commune; mais l'utopie persiste sur les terres d'expérience.

Art éphémère par excellence, le théâtre surgit du temps présent et de ses contradictions, c'est dans l'aujourd'hui qu'il nous faut trouver les mots et les gestes qui parlent de nos corps, de nos têtes et de nos sociabilités en écoute; et c'est en confrontant nos instincts divers, nos cultures multiples que nous façonnerons le gestus théâtral. Et si nous vivons dans les contradictions de nos moyens de production et de nos idéologies collectivistes en recherche d'une culture populaire, nous devons de les réduire au plus proche, quitte à en accepter les ambiguïtés présentes en replongeant dans l'illusion! Car il est vrai qu'il nous faut parfois, pour survivre, refuser de dialectiser les contradictions internes qui, quelque part, se résoudreont... Radicalité de la fuite en avant, seul moyen aujourd'hui pour parvenir à vivre des fragments de "vraie vie":

"L'artiste producteur aspire à ne plus limiter ses désirs. Il veut créer des conditions où le produit de l'homme échappe à l'organisation totalitaire de la production capitaliste, où une "vérité des sens" qui se ferait jour, réconcilierait les facultés inférieures et supérieures de l'homme (sensibilité et intelligence, plaisir et raison). Une lutte folle en vérité" (E. Copferman, dans son ouvrage "Vers un théâtre différent").

Différents, nous avons voulu l'être ; "Soyez réalistes, demandez l'impossible" surgissait à Censier en Mai 68. Pour rendre possible ce surgissement de "l'impossible", nous avons cherché les conditions de travail théâtral qui échappent au totalitarisme castrateur du capitalisme, et des morceaux d'impossible ont mis à jour des bouts de fresque d'Utopie... Mais les murs en fresque n'ont pas de jambes pour traverser la ville, sinon celles de ses spectateurs, qui après nos spectacles s'en retournent chez eux. Pari que le "polycéphalle-mille-pattes" puisse se réactiver, agir sur la chose théâtrale en s'auto-activant comme l'agit-prop prolétarienne des années 28-30 en Allemagne, prise en main du phénomène culturel peu conciliable avec les institutions et les partis de toujours.

Aujourd'hui en mai 77, comme pour réactiver cet "impossible", un homme de théâtre par sa pratique et ses écrits vient réveiller à la Cartoucherie cette illusion perdue. Les spectacles produits à la Cartoucherie s'apparentent, en passant de la culture tiers-mondiste à l'Europe, à ce qu'Augusto Boal appelle, dans le "Théâtre de l'opprimé", le théâtre de transition, ou mieux, les répétitions de la révolution ; et, Boal nous dit "*Devant vos spectacles le spectateur est moins qu'un homme, rendu à l'impuissance de son rôle*" (le cogito brechtien n'ayant un sens que dans la réalisation).

Le spectateur ne pourrait témoigner de la vie du théâtre qu'en en devenant lui-même l'acteur : nous serions dans cette réalité utopique avec laquelle nous ne cessons de "flirter", la scène théâtrale déplacée sur la place publique, les coulisses dans les rues et l'orchestre-balcon en fenêtres ouvertes configureraient cette topographie révolutionnaire au temps où les institutions et les partis politiques se donnent à voir et à être transformés par le jeu, la poésie du faire des individus-citoyens du corps pensant et désirant de chacun chacune. L'espace théâtral devient l'espace social en révolution et la fête des barricades avec les amphithéâtres bondés et parlants où l'imaginaire, s'affrontant à la réalité pour changer la vie, donne corps et voix au théâtre.

Feu-68-Phénix à réinventer.

Augusto Boal nous parle d'un lieu lointain, l'Amérique latine, où le jeu social est réduit à sa plus simple expression "exploiteur-exploité" ; mais il vient réveiller une vérité essentielle, à savoir que c'est l'homme qui se montre à l'homme et non l'acteur au spectateur muet à qui il ne reste qu'à voir et, au mieux, qu'à penser la fable, le discours.

Le théâtre, qu'est ce que c'est ? "*Tu me parles et je réponds*" disait Louis Jouvet ; aujourd'hui, le spectateur devrait donc être à même de répondre. S'il veut "redevenir" un homme, il se doit de prolonger la fable, de s'emparer du langage et de l'user jusqu'au réel.

Boal ne lâche pas ce désir tenace qui, depuis 68, ne s'est pas réalisé pour nous. Nous savons qu'il ne suffit pas de mettre des pianos, des harpes ou des trompettes

dans la rue pour socialiser la musique... comme il ne suffit pas d'investir avec nos corps de comédien la rue ou l'usine pour que l'autre s'empare du langage théâtral et devienne l'interlocuteur ludique... Mais il y a de notre part comme une nécessité de l'inviter à s'en emparer, d'en jouir et de le travailler, parce que nous savons qu'il est un moyen d'expression et d'approche de la vie à travers toutes ses manifestations, qu'il est un accès au symbolique où le verbe et le corps se joignent dans le jeu d'où jaillit le plaisir, et une arme politique dans sa représentation des rapports des hommes entre eux, petite vis sans fin d'une machine en perpétuelle transformation...

“Il est impossible de ne pas penser que tout espoir dans cette force éternelle et irrépressible, le théâtre, suppose la condition nécessaire et non suffisante de la révolution sociale qui aurait d'abord dépossédé la classe de “ces gens-là”, mitraillé leurs préjugés et posé devant le théâtre une masse d'hommes à nouveau doués d'instincts”. (P.J. Jouve).

Georges Bonnaud
Comédien au Théâtre du Soleil